



**Conseil national
de l'information statistique**

Paris, le 26 septembre 2012 - N°130/H030

Commission Services publics et services aux publics

Avant-projet de programme statistique 2013

Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).....	3
Direction Statistiques, Etudes, Recherche (DSER)	3
Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).....	7
Direction Statistiques, Prospective et Recherche (DSPR)	7
Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).....	15
Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (ONDRP)	15
Institut de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes).....	27
Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).....	42
Projet CONSTANCES.....	42

Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES).....	45
Ministères des Affaires sociales et de la santé, de l'Economie et des finances, du Travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.....	53
Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)	53
Ministère de l'Agriculture et de l'agroalimentaire.....	75
Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER)	75
Ministère de la Défense.....	78
Direction des affaires financières	78
Observatoire Économique de la Défense.....	78
Ministère de l'Economie et des Finances.....	80
Direction générale des finances publiques (DGFIP)	80
Service des retraites de l'État.....	80
Ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la recherche.....	83
Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP	83
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.....	94
Sous-direction des systèmes d'information et d'études statistiques - SIES	94
Pôle enseignement supérieur.....	94
Pôle recherche.....	100
Ministère de l'Intérieur.....	104
Direction centrale de la police judiciaire (D.C.P.J.).....	104
Ministère de la Justice.....	107
Sous Direction de la Statistique et des Etudes (SDSE)	107
Mutualité sociale agricole (MSA)- Caisse centrale.....	111
Direction des Etudes, des Répertoires et des Statistiques	111

Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Direction Statistiques, Etudes, Recherche (DSER)

1. Exposé de synthèse

Les travaux de recherche et de nature statistique de la CNAF s'inscrivent dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion 2009-2012. Au sein de la CNAF, la direction Statistiques, Etudes, Recherche (DSER) est chargée de produire et analyser toutes les statistiques relatives à la politique familiale et sociale, notamment dans le champ des prestations légales et sociales. Des travaux de prévisions, simulations de différentes mesures sont également réalisés au sein de la direction, à l'aide de plusieurs outils dont elle s'est dotée. Elle participe à l'analyse et la conduite d'études sur les politiques familiales et sociales et rend à ce titre un service de conseil. Elle anime enfin des recherches sur les questions sociales et familiales et sur l'évaluation des politiques.

Les grands axes du programme de travail de la Dser pour 2013 ne sont pas arrêtés à ce jour.

2. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

L'enquête nationale de satisfaction des allocataires a été réalisée comme prévu en 2011 dans le cadre de la Convention d'objectifs et de gestion 2009/2012, et ses résultats publiés.

3. Travaux nouveaux pour 2013

La prochaine COG n'étant à ce jour pas encore formalisée, il n'est guère possible de donner de manière détaillée le programme pour les années 2013 et suivantes car les engagements de la Cog sont fortement déterminants.

3.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

3.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2013

Poursuite de la collaboration avec l'INSEE pour l'enrichissement de l'enquête de revenus fiscaux avec les données des Caf.

Poursuite de la collaboration avec l'INSEE dans le cadre du projet FILOSOFI (Système d'Information sur les Revenus Localisés). Ce projet vise à améliorer la connaissance des inégalités de revenus, de niveaux de vie, et des phénomènes de pauvreté à des échelons géographiques infra-départementaux. Au second semestre 2012 et 1^{er} semestre 2013 sera réalisé un test en grandeur nature sur les revenus de l'année 2010.

3.3. Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2013

3.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2013

4. Aspects particuliers du programme 2013

4.1 Aspects « Territoires »

La DSER assure un rôle d'animation et de pilotage du réseau des chargés d'études des Caf. Dans ce cadre, elle noue des partenariats d'échanges de données avec les principaux services statistiques ministériels (DARES, Education Nationale, Ministère du logement) et l'Insee. Ces échanges permettent au réseau des Caf de disposer de données de cadrage complémentaires aux données allocataires et utiles dans leurs diagnostics locaux. Inversement, les données Caf peuvent être valorisées au sein des services statistiques.

Au-delà de ces échanges, la branche Famille a la volonté de toujours mieux appréhender les phénomènes sociaux et travailler sur les problématiques sociales locales. C'est pourquoi, un partenariat national a été initié entre la Cnaf et l'Insee en 2009 pour mettre à disposition des Caf des données géoréférencées permettant de construire un certain nombre d'indicateurs statistiques sur les allocataires pour des zonages infra communaux (IRIS, ZUS). Ce partenariat se décline par des conventions locales entre les directions régionales de l'Insee et les Caf sur la mise à disposition de données géolocalisées complémentaires.

En collaboration avec l'Insee, un travail de formation initié en 2012 par la CNAF se poursuivra en 2013 vers les Caf afin de leur permettre de mieux maîtriser l'utilisation des données carroyées et de partager cette formation avec les directions régionales de l'Insee. Ces formations doivent permettre aux deux partenaires Caf et Insee de travailler efficacement dans le cadre de partenariat d'études locales.

4.2 Aspects « environnement et développement durable »

4.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Amélioration et exploitation du modèle de microsimulation de la CNAF, Myriade, qui reproduit la législation socio-fiscale à un échantillon représentatif. Il est amplement mobilisé en réponse aux commandes de la direction de la CNAF ou des ministères de tutelle. Il sera également exploité dans le cadre de recherches visant à éclairer des débats de politiques publiques dans le champ de la redistribution. Ces travaux peuvent être ponctuels (fournir la répartition des familles bénéficiaires d'une prestation petite enfance par niveau de vie, par exemple) ou s'inscrire dans d'importants exercices d'évaluations ex ante dans le cadre de réflexions sur les réformes à venir. Les qualités recherchées dans cet outil sont notamment sa capacité à mieux décrire certains publics parfois difficilement repérables par le biais des fichiers administratifs disponibles (comme l'ensemble des familles ayant recours à un mode de garde, par exemple) et à appréhender l'enchevêtrement des différents dispositifs concourant à la redistribution.

Adaptation du panel de la CNAF (suivi des allocataires des Caf au cours du temps) aux utilisateurs et automatisation de résultats annuels comportant la dimension longitudinale sur les prestations et les allocataires. PANAME sera exploité dans le cadre du nouveau rapport pour le comité d'évaluation de RSA à horizon 2014, ainsi que dans des études visant à améliorer la connaissance des trajectoires des bénéficiaires de prestations sociales et familiales, et ainsi, mieux évaluer les politiques publiques mises en œuvre.

4.4 Aspects « européens »

5. Opérations répétitives

Opérations	Type	Objectifs
<i>Fichier statistique national des allocataires des Caf :</i> . Bénéficiaires des prestations légales . Bénéficiaires du Rsa . Bénéficiaires des prestations logement	Données trimestrielles	Connaître le nombre de bénéficiaires de chaque prestation à une date donnée
<i>Cahier des données sociales</i>	Données annuelles	Politiques et actions des Caf en matière de prestations légales et d'action sociale
<i>Suivi social logement</i>	Données annuelles	Statistiques sur le suivi social logement
<i>Fichiers de paye – Gestion du personnel</i>	Données annuelles	Effectif du personnel de la branche Famille
<i>Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale</i>	Données annuelles	Statistiques des bénéficiaires de l'action sociale
<i>Aide à domicile</i>	Données annuelles	Données statistiques sur l'aide à domicile
<i>Accueil du jeune enfant</i>	Données annuelles	Données statistiques sur l'accueil des enfants de 0 à 6 ans et sur la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, un des axes majeurs des politiques en faveur de la petite enfance

Revues à paraître au cours de 2013

La brochure statistique (annuelle)

- . Statistiques nationales - Les Prestations Familiales – Année 2012

Les fascicules (annuels) - disponibles sur le site caf.fr

- . Les Bénéficiaires de Prestations légales – Aides au logement - Revenu minimum d'Insertion au 31 décembre 2012
- . La ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale – Année 2012

Le cahier des données sociales (annuel) – Année 2012

L'accueil du jeune enfant (annuel) – Année 2012

Les thèmes des dossiers d'études, du bulletin « l'e-ssentiel » et des revues « Informations sociales » et « Politiques sociales et familiales » pour 2013 cités ci-dessous ne sont pas arrêtés à ce jour.

Les dossiers d'études (mensuels) - 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site caf.fr

La Revue "*Informations Sociales*" (annuelle) - 6 numéros à paraître dans l'année – sommaires et résumés disponibles sur caf.fr

La Revue "*Politiques sociales et familiales*" (trimestrielle) - 4 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site caf.fr

L'e-ssentiel (mensuel) - 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site caf.fr

6. Allègement de la charge des entreprises

Néant

Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)

Direction Statistiques, Prospective et Recherche (DSPR)

1. Exposé de synthèse

Les projets statistiques de la CNAV rentrent dans le cadre des Conventions d'Objectifs et de Gestion (COG) passées entre l'Etat et la CNAV.

L'Assurance retraite est confrontée à d'importants enjeux, et ce dans un contexte économique difficile, tels que le nécessaire maintien de la solidarité intergénérationnelle et le souci des assurés de pouvoir bénéficier au moment de la retraite d'un niveau de vie suffisant, alors que se pose la question récurrente des voies et moyens pour assurer l'équilibre financier du régime.

La Convention d'Objectifs et de Gestion, cadre de référence pour l'activité de la branche retraite pour les cinq prochaines années, s'intègre naturellement dans le processus permanent de réflexion et d'action dans le domaine de la retraite. Une rubrique spécifique détaille les aspects statistiques dont l'objectif est « d'éclairer et favoriser la prise de décision du Conseil d'administration de la CNAV et de la puissance publique grâce aux outils de suivi, aux modèles statistiques et actuariels mis à disposition par l'Assurance retraite et grâce aux études et recherches ». Dans cet axe s'inscrit l'amélioration de la capacité d'expertise de la CNAV afin d'assurer le suivi et l'impact des réformes et de préparer les rendez-vous désormais réguliers sur le sujet des retraites.

Lors de la période 2009-2013 les points suivants font l'objet de développements particuliers suivants.

Dans le domaine de la production d'information statistique, le système d'information est enrichi pour prendre en compte les évolutions de la réglementation. Le système de prévisions, de simulations et de projection continue d'être développé, pour tenir compte du besoin accru de visibilité sur l'équilibre financier du régime.

En matière d'études les principaux sujets traités visent à :

- analyser le comportement de départ en retraite des assurés au regard des dispositifs d'incitation à la prolongation d'activité existants (surcote, cumul emploi-retraite, retraite progressive) et études sur l'emploi des seniors,
- étudier l'évolution du régime général et des systèmes de retraite,
- étudier l'articulation des logiques de contributivité et de solidarité au sein du régime général,
- analyser l'évolution projetée des taux de remplacement, et des minima de pensions (minimum contributif, minimum vieillesse) au régime général au regard du risque de pauvreté,
- ...

Depuis 2003, des développements statistiques importants ont été opérés. En effet la préparation puis le suivi des différentes réformes sur les retraites, les réflexions menées par le Conseil d'Orientation des Retraites et l'arrivée à la retraite des générations d'après guerre ont suscité une forte demande qui s'est concrétisée principalement par :

- la mise en place d'un suivi statistique plus fréquent et plus complet : de nouvelles remontées statistiques mensuelles ou trimestrielles complètent le dispositif existant, permettant le suivi de la montée en charge de certaines mesures, tant sur le plan de la population concernée et des dépenses que sur le plan de la gestion. Le rythme de centralisation du SNSP¹ est passé en 2006 du semestre au trimestre. Ainsi, un système de données conjoncturelles a été mis en place,
- un échantillon au 1/20^{ème} des assurés et retraités des référentiels nationaux SNGI, SNGD, SNGC² et SNSP est tiré tous les deux ans (2004, 2006, 2008, 2010), servant de base aux outils d'évaluation et de simulations sur la retraite de changements de législation et des études de modélisation et de projection des charges du Régime Général,

¹ SNSP « Système National Statistique Prestataires »

² Systèmes Nationaux de Gestion : « Identification », « Dossiers », « Carrières ».

- la réalisation et l'amélioration de « PRISME »³, le modèle de projection de prévisions et de simulations de la Cnav,
- un accès facilité aux données statistiques : constitutions de bases d'infocentres sur les retraités, échantillon couvrant l'ensemble des assurés du régime général contenant les données sur les carrières (et sur les retraites),
- des évaluations des droits familiaux, le minimum contributif, des paramètres de calcul de la retraite (indexations, salaire annuel moyen, etc.),
- le développement des études d'évaluation des effets des réformes sur les retraites et sur l'équilibre du régime,
- l'Infocentre sur le SNSP déployé sur un Univers sur la population des retraités (« Stock ») et un Univers sur les nouveaux retraités (« Flux ») permet des requêtes au niveau national et régional, avec une programmation de requêtes d'entreprises.

3. Travaux nouveaux pour 2013

3.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2013

Mise en place du suivi des nouvelles mesures : dans le cadre du suivi des nouvelles mesures (2003, 2008, 2010 et 2012) à partir des fichiers flux et stock du SNSP (décote, surcote, minimum contributif, réversion, âge de départ, ...), d'autres tableaux ont été élaborés après les premières analyses tirées des tableaux à fréquence trimestrielle ou mensuelle (« stock », entrants, sortants). La réforme sur les retraites de 2010 et le décret de juillet 2012 sur l'élargissement des possibilités de départ à 60 ans génèrent des besoins nouveaux en suivis et en évaluations : le système d'information statistique est adapté à cet effet (recul des bornes d'âges, pénibilité, etc.). Ces suivis sont désormais le plus souvent mensuels.

3.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2013

Amélioration des outils de simulations et du modèle de projection « Prisme »

PRISME est utilisé depuis 2005 dans le cadre des projections de long terme pour les travaux du COR. Il a également été mobilisé pour les projections de court terme et les simulations en projection, en particulier pour la préparation de la réforme 2010 et des mesures adoptées suivantes.

Si des travaux ont déjà été menés : actualisation et enrichissement des données de la base de la projection, amélioration de certains modules (module de départs à la retraite, module de transitions au cours de la carrière), en revanche, la modélisation de certains dispositifs non pris en compte jusqu'à présent tels que le minimum vieillesse, le cumul emploi-retraite, etc. sera réalisée, débouchant sur des premiers résultats en 2013.

Réalisation d'un programme d'études et d'évaluations

La CNAV développera des études afin d'améliorer la compréhension des évolutions concernant le système de retraite. Dans cette optique, une attention forte sera accordée aux thématiques en lien avec le taux d'activité des seniors, le comportement de départ en retraite, sur l'évolution du système de retraite.

Pour mieux comprendre les besoins des nouvelles générations de retraités constituées des générations nombreuses du baby-boom, la CNAV conduira des recherches sur les fins de carrière et le passage à la retraite, les conditions de vie des retraités, ainsi que sur les questions spécifiques concernant les publics fragilisés. Les études sur la fragilité des retraités et l'aménagement de leur logement seront réalisées à partir de l'enquête « handicap-santé » 2008. L'enquête SHARE 2010 sera utilisée pour l'étude des fins de carrières.

Le déroulement du programme d'études est également fonction des mesures qui ont été prises dans le cadre des rendez-vous 2010 sur les retraites. Le programme a été adapté en fonction des premiers éléments sur les effets de cette réforme. Les principaux points suivants devraient être traités.

- *Le comportement de départ en retraite :*

Après l'analyse détaillée de l'enquête sur les choix de départ réalisée en 2010 et en 2012, en collaboration avec le Conseil d'Orientation des Retraites, la DREES et la Direction de la sécurité sociale, ce thème continue de faire l'objet d'études et d'évaluation. Les dispositifs de cumul emploi-retraite et de surcote continueront de faire l'objet d'évaluations des effets générés par les modifications

³ PRISME : Modèle de « Projections sur les Retraites : Simulations, modélisation, Evaluation ».

apportées ces dernières années (libéralisation du cumul emploi-retraite, hausse du taux de majoration pour la surcote, etc.).

- *Les trajectoires professionnelles des assurés, avec en particulier :*

l'analyse des trajectoires de fin de carrière des assurés du régime général, en lien avec le thème de l'emploi des seniors et le recul des bornes d'âge légales,

- l'étude des transitions au cours de la carrière,
- l'impact des aléas de carrière sur les droits à retraite.

- *L'évaluation des effets des réformes (1993, 2003, 2008, 2010, 2012) :*

- sur l'évolution des pensions versées par le régime général,
- sur les départs en retraite, compte tenu des évolutions réglementaires.

- *Premières évaluations du dispositif de la retraite « pénibilité »*

- *La situation des retraités ayant de faibles pensions :*

- participation à l'enquête auprès des bénéficiaires de minimum vieillesse/APSA en 2012,
- réalisation d'une synthèse et exploitation des informations disponibles sur la situation financière des retraités, dans l'objectif d'une prochaine enquête sur les conditions de vie des retraités ayant une faible pension totale.

L'analyse des trajectoires de fin de carrière des assurés du régime général, en lien avec des thèmes, tels que le niveau des pensions et son évolution, les éléments de solidarité (minimum contributif, droits familiaux, etc.) ainsi que l'analyse de la dimension redistributive du système de retraite continueront d'être traités dans le cadre des évaluations continues que réalise la CNAV.

Amélioration du système d'information statistique

Des investissements ont déjà été engagés sur le système d'information statistique, les méthodes, l'organisation, etc. Un entrepôt de données sera progressivement constitué pour répondre aux besoins de suivi, d'analyse, de prévision, de projections et de simulations propres à l'activité statistique, mais aussi aux nécessités du développement de la maîtrise des risques par la branche vieillesse du régime général.

Enfin, les grandes orientations du service en matière de diffusion des travaux sont les suivantes :

- La publication «Cadr'@ge» diffusée uniquement sur support électronique a été lancée en décembre 2007. De rythme trimestriel, elle a pour objectif de valoriser les travaux d'études, de recherche et de statistiques réalisés à la CNAV. Ces travaux portent sur la situation de la population vieillissante mais aussi sur les questions de trajectoires professionnelles, des droits accumulés à l'assurance vieillesse,
- un recueil statistique annuel allégé, avec un CD ROM complet,
- des parutions des résultats statistiques plus rapides et par thèmes :
 - sorties rapides après chaque exploitation trimestrielle du SNSP,
 - résultats statistiques de l'année 2012 dans le 1^{er} trimestre 2013 (bénéficiaires, nouveaux retraités, montants, ...),
 - résultats sur des points particuliers des réformes 2003, 2008, 2010 et 2012 chaque semestre ou annuels,
 - une base « statistiques nationales » mise à la disposition d'un plus grand public,
 - une publication d'études et de recherches dans "Retraite & Société",
 - une diffusion par voie électronique des études et recherches avec les « Les Cahiers de la Cnav »,
 - un séminaire de présentations des travaux d'études et de recherche favorisant la promotion et la valorisation des travaux d'analyse et d'études réalisés au sein de la CNAV à la fois en interne et en externe.

4. Aspects particuliers du programme 2013

4.1 Aspects « Territoires »

La base documentaire Lotus regroupe les principales statistiques nationales et régionales. Cette base devrait être accessible par internet sur le site de la Cnav.

La mise à disposition des fichiers SNSP sur les retraités en stock et résidents par région permet aux statisticiens des CARSAT de tirer les informations détaillées à des niveaux géographiques fins.

La création d'un Infocentre sur le SNSP en stock et en flux a permis de répondre aux différentes demandes par des "requêtes d'entreprises" partagées par l'ensemble des organismes (CNAV, CARSAT). Le programme de constitution de ces requêtes est complété en continu.

4.4 Aspects « européens »

Les statistiques annuelles des paiements émis à l'étranger dans le cadre de l'union européenne et des conventions internationales sont établies en lien avec le CLEISS.

Les données sur les effectifs de retraités résidant à l'étranger au 31 décembre 2012 seront établies.

La CNAV participe au pilotage de l'enquête européenne SHARE sur le vieillissement et à des études comparatives européennes sur les conditions de vie des plus de 50 ans.

5. Opérations répétitives

5.2 Exploitation des fichiers administratifs

Exploitation exhaustive des fichiers du Plan statistique :

assurés cotisants à partir des référentiels nationaux : SNGI, SNGD, SNGC⁴ (validité 2009)

prestataires SNSP : « Stock » et « Flux » chaque trimestre (*)

« Flux » et fichiers « carrières » 2011 (2012 en 2013)

Le SNSP sera enrichi au fur et à mesure de nouvelles données liées à la réforme 2010.

L'Infocentre SNSP sur le stock et le flux a pris le relais sur un ensemble de requêtes pré-établies. Cet infocentre sera trimestriel.

(*) à partir du mois d'août 2012, un essai de mensualisation de cette extraction est testée, afin de fournir un suivi plus rapproché des évolutions et des effets des changements de réglementation.

Exploitation sur échantillon

Assurés cotisants au 1/20^{ème} des référentiels nationaux SNGI, SNGD, SNGC et SNSP tiré en mai 2004, en mars 2006, mars 2008 et juin 2010.

⁴ SNGI, SNGD, SNGC : respectivement **S**ystème **N**ational de **G**estion d'**I**dentification, des **D**ossiers, des **C**arrières.

ANNEXE

Liste des publications 2011-2012

- Le recueil statistique 2010 est paru en décembre 2011 avec un CD ROM permettant l'accès direct aux données.
- L'abrégé statistique 2010 est paru en août 2011.

Circulaires de résultats pour 2011, parues en 2011 et 2012

Numéro	Date circulaire	Objet
2011-53	27/07	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - STOCK - Premiers résultats - Retraités au 30 juin 2011 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites.
2011-54	27/07	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX - Attributions des premières demandes au cours du 2ème trimestre 2011 . Premiers résultats.
2011-55	27/07	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX DES DEPARTS AVANT L'ÂGE LEGAL - Premiers résultats - Attributions des retraites anticipées " longue carrière " et " assurés handicapés " au cours du 2ème trimestre 2011 et bilan depuis l'origine de la mesure.
2011-64	23/08	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - Régime général - Retraités au 30 juin 2011 selon la catégorie et le montant mensuel.
2011-65	02/09	Résultats statistiques - Cotisants à l'Assurance Vieillesse du Régime Général Année 2009 - Métropole et Départements d'Outre-mer - Dénombrements par région, genre, âge et niveau de salaire.
2011-75	28/10	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - - Premiers résultats - Attributions des retraites anticipées " longue carrière ", " assurés handicapés " et " travailleurs handicapés " au cours du 3ème trimestre 2011 et bilan depuis l'origine de la mesure.
2011-76	28/10	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - STOCK - Premiers résultats - Retraités au 30 septembre 2011 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites.
2011-77	28/10	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX - Attributions des premières demandes au cours du 3ème trimestre 2011 . Premiers résultats.
2012-8	25/01	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX DES DEPARTS AVANT L'ÂGE LEGAL - Premiers résultats - Attributions des retraites anticipées (longue carrière), (assurés handicapés) et (travailleurs handicapés) au cours de l'année 2011 et bilan depuis l'origine de la mesure.
2012-9	25/01	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - STOCK - Premiers résultats - Retraités au 31 décembre 2011 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites
2012-10	25/01	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX - Attributions des premières demandes au cours de l'année 2011 - Premiers résultats
2012-18	15/02	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX DES DEPARTS AVANT L'AGE LEGAL : EFFECTIFS, MONTANTS et ELEMENTS DE CALCUL - Attributions des retraites anticipées " longue carrière ", " assurés handicapés " et " travailleurs handicapés " au cours de l'année 2011 , quelle que soit leur date d'effet.
2012-21	27/02	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - Retraités au 31 décembre 2011 - Pyramide des âges - France entière.

2012-24	06/03	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - France, Métropole et DOM - Compléments de retraite - Prélèvements sur les retraites - 31 décembre 2011 .
2012-30	27/03	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FRANCE. Les attributions effectuées en 2011 et les décès enregistrés au cours de la même année.
2012-32	04/04	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - Retraités du Régime général au 31 décembre 2011 - RESIDENCE
2012-34	11/04	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - Régime général - Retraités au 31 décembre 2011 selon la catégorie de prestation et le montant mensuel.

Circulaires de résultats pour 2012, parues en 2012

Numéro	Date circulaire	Objet
2012-38	20/04	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX. Attributions des premières demandes au cours du 1^{er} trimestre 2012 . Premiers résultats.
2012-39	20/04	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - STOCK - Premiers résultats. Retraités au 31 mars 2012 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites.
2012-40	20/04	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX DES DEPARTS AVANT L'AGE LEGAL - Premiers résultats. Attributions des retraites anticipées "longue carrière", "assurés handicapés" et "travailleurs handicapés" au cours du 1^{er} trimestre 2012 et bilan depuis l'origine de la mesure.
2012-54	19/07	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - STOCK - Premiers résultats - Retraités au 30 juin 2012 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites
2012-55	19/07	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX - Attributions des premières demandes au cours du 2^{ème} trimestre 2012 . Premiers résultats
2012-56	19/07	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX DES DEPARTS AVANT L'ÂGE LEGAL - Premiers résultats - Attributions des retraites anticipées "longue carrière", "assurés handicapés" et "travailleurs handicapés" au cours du 2^{ème} trimestre 2012 et bilan depuis l'origine de la mesure

Les bilans parus en 2011/2012

- Bilans de l'assurance veuvage : 2010, 2011
 - Tableau récapitulatif des attributions de 1963 à 2011
- Bilans sur la retraite progressive : 2010, 2011
- Bilans sur la MFE (majoration forfaitaire pour enfant) : 2010, 2011
 - Les différents minima des pensions et le minimum vieillesse, France entière au 31/12/2010
 - Les différents minima des pensions et le minimum vieillesse, France entière au 31/12/2011
- Bilans ARA (Aide au Retour à l'Emploi – DOM) : 2010, 2011
 - Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (31/03/2010)
 - Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (30/06/2010)
 - Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (30/09/2010)
 - Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (30/12/2010)

- Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (30/06/2011)
- Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (30/12/2011)
- - Bénéficiaires de la surcote : 2010, 2011
- Bilan sur les VPLR (Versements Pour la Retraite) : 2010, 2011
- Attributions des droits dérivés au 1^{er} trimestre 2010 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au 1^{er} semestre 2010 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2010 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours de l'année 2010 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours au cours du 1^{er} semestre 2011 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours de l'année 2011 – premiers et deuxièmes droits – Total France

Etudes parues en 2011/2012

- **Parues dans Retraite et Société n° 60 (février 2011)**
 - La surcote : premiers éléments de bilan d'une mesure emblématique de la réforme des retraites de 2003 - Samia Benallah
 - Simulation d'un passage du régime général en comptes notionnels à l'aide du modèle de projection Prisme - Christophe Albert, Jean-Baptiste Oliveau
 - Les prélèvements sociaux au régime général (*Faits & Chiffres*) - Corinne Mette
- **Parues dans Retraite et Société n° 61 (août 2011)**
 - Les aides liées à la présence d'enfants sur le cycle de vie - C.Bac, I.Bridenne, C.Marc, M.Pucci
 - Articulation entre les branches famille et retraite : une illustration avec l'AVPF - C.Bac
 - Profils des retraités nés au Maroc selon le lieu de résidence à la retraite – A.Di Porto
 - Regards croisés sur le « risque famille » et le « risque vieillesse » - I.Bridenne
 - La notion d'enfant à charge est-elle fluctuante ? - C.Bac, S.Chaslot-Robinet, C.Marc, M.Pucci
- **Parues dans Retraite et Société n° 62 (février 2012)**
 - Patrimoine immobilier et retraite : regard sur les couples - Jim Ogg, Rémi Gallou et Catherine Bonvalet
 - Le prêt viager hypothécaire – Jim Ogg
- **Parues dans Les cahiers de la CNAV**
 - Les Cahiers de la Cnav n° 5 - Vivre chez soi : comparaison franco-britannique des adaptations de l'habitat et du logement - avril 2012, Jim OGG, Sylvie RENAUT, Sarah HILLCOAT-NALLETAMBY, Catherine BONVALET, 106 pages.
 - Les Cahiers de la Cnav n° 4 - Le niveau d'information des salariés sur leurs droits à la retraite : mesure et implications - mars 2012, S.Benallah, 50 pages.
 - Les Cahiers de la Cnav n° 3 - Les retraites pour inaptitude - Comparaison avec les retraites "normales" - juin 2011, A.Di Porto, 98 pages.
- **Réunions plénières du COR – 2011/2012**
 - **26 janvier 2011**
 - « Les motivations de départ à la retraite » - CNAV, DREES, DSS - Etudes et Résultats N°745 Samia BENALLAH - Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) Patrick AUBERT, Nadine BARTHELEMY- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) - Marianne CORNU-PAUCHET et Julien SAMAK - Direction de la sécurité sociale (DSS)
 - **16 mars 2011**
 - Les retraités inaptes et ex-invalides : importance et caractéristiques Alessandra Di Porto, Isabelle Bridenne, CNAV-DSP, Etude N°2011-017, Février 2011
 - **25 mai 2011**
 - Contribution des périodes assimilées, AVPF et MDA à la durée d'assurance - éclairage sur la génération 1944, Jonathan Massela, Isabelle Bridenne, CNAV - DSP, N°2011-041

- Années sans validation au cours de la carrière, génération 1944
Jonathan Massela, Isabelle Bridenne, CNAV - DSP, N°2011-036
11 avril 2012
- Présentation du Cadr@ge N°17, Jonathan Massela, CNAV - DSP

Participation à l'élaboration du 9^{ème} rapport du COR
28 septembre 2011

- « Retraites : la situation des polypensionnés »

Participation à l'élaboration du 10^{ème} rapport du COR
19 octobre 2011

- « La rénovation des mécanismes de compensation »

Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 14 (paru en mars 2011)

- « Les écarts d'activité et de rémunération entre hommes et femmes - Illustration avec la génération 1944 »
(Julie Vanriet-Margueron)

Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 15 (paru en mai 2011)

- « La réforme des retraites 2010 : quelles conséquences pour le régime général ? »
(Paul Beurnier, Julie Couhin, Nathanaël Grave)

Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 16 (paru en septembre 2011)

- « Evolution des aides et des situations conjugales des retraités »
(Sylvie Renaut)

Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 17 (paru en décembre 2011)

- « L'importance des années sans validation de droits à la retraite au cours de la carrière »
(Jonathan Massela)

Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 18 (paru en mars 2012)

- « Espérance de vie différenciée des retraités du régime général »
(Jonathan Aquereburu et Samuel Goujon)

Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 19 (paru en juin 2012)

- « Les polypensionnés : du rapprochement à la coordination entre les régimes »
(Sylvie Chaslot-Robinet)

Economie et Statistique – INSEE n°441-442 : (paru en octobre 2011)

- « Comportements de départ en retraite et réforme de 2003 – Les effets de la surcote »
(Samia Benallah)

Séminaire OFCE– Paris – février 2011

- Les retraités inaptes et ex-invalides : importance et caractéristiques
Alessandra Di Porto

2nd International Social Security Symposium organisé à Ankara par l'Adecree – mai 2011

- The French pension system - Logics, Constraints and reforms – Isabelle Bridenne

Assemblée générale de la plate-forme européenne de Sécurité Sociale à Bruxelles – février 2012

- Consistency between family policy and pension system in France (Présentation du N°61 de Retraite & Société) – Isabelle Bridenne

Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ)

Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (ONDRP)

1. Exposé de synthèse

L'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) est un département de l'INHESJ (*Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice*), un établissement public sous tutelle du Premier Ministre.

Le décret n° 2009-1321 du 28 octobre 2009 relatif à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) fournit dans son article 8, les missions de l'ONDRP :

- 1. Recueillir les données statistiques relatives à la délinquance et à la criminalité auprès de tous les départements ministériels et organismes publics ou privés ayant à connaître directement ou indirectement de faits ou de situations d'atteinte aux personnes, aux biens ou à l'ordre public ;*
- 2. Centraliser les données relatives au prononcé, à la mise à exécution et à l'application des mesures et sanctions pénales : données juridiques, données statistiques et analyses des questions soulevées dans le cadre des différentes disciplines concernées (données produites en France, mais aussi dans les autres Etats membres de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et dans les pays d'autres continents) ;*
- 3. Exploiter les données recueillies mentionnées au 1. et au 2. pour réaliser des études et analyses globales ou spécifiques sur les phénomènes criminels constatés par les services de police et les unités de gendarmerie, sur les infractions révélées par les enquêtes de victimation, sur l'activité des services de sécurité et sur les réponses pénales apportées par les autorités judiciaires ou administratives ;*
- 4. Assurer la mise en cohérence des indicateurs, de la collecte et de l'analyse des données afin de disposer d'analyses sur le fonctionnement de l'ensemble de la chaîne pénale ;*
- 5. Contribuer au développement d'outils pédagogiques permettant de synthétiser les informations les plus importantes et mettre sa production à la disposition des responsables de formation initiale et continue dans les établissements d'enseignement supérieur et les conseiller quant à leur exploitation*
- 6. Assurer une fonction de veille sur les phénomènes criminels actuels ou émergents, sur leur perception par les citoyens, ainsi que sur l'ensemble des politiques publiques, françaises ou étrangères, visant à mieux connaître la délinquance et la criminalité et les réponses qui y sont apportées en vue de les prévenir ou de les réprimer ;*
- 7. Coopérer avec l'ensemble des producteurs de données, publics ou privés, en vue de l'élaboration d'instruments statistiques innovants ayant vocation à fournir des statistiques régulières ;*
- 8. Faciliter les échanges avec d'autres organismes d'observation ou de recherche ainsi que la coopération avec l'ensemble de nos partenaires européens ou extra-européens afin de favoriser une meilleure connaissance des phénomènes criminels, des systèmes juridiques, des pratiques et des résultats du traitement des infractions pénales par le développement de méthodes de comparaison adaptées ;*

9. Organiser la communication à l'ensemble des citoyens de ces données à travers des publications régulières et leur mise en ligne sur un site internet, dans le cadre des protocoles passés entre l'institut et les ministères concernés ;

10. Communiquer les conclusions qu'inspirent ces analyses aux autorités concernées et aux partenaires de l'observatoire à travers la publication annuelle d'un rapport rendu public ;

11. Formuler toutes propositions utiles au développement de la connaissance scientifique des phénomènes criminels, de l'activité des services de sécurité ou des réponses pénales, et à l'amélioration des performances des politiques publiques en matière de prévention, de réinsertion et de lutte contre la récidive.

Chaque année, depuis 2007, le dispositif d'enquête nationale de victimation « **Cadre de vie et sécurité** » INSEE-ONDRP s'enrichit d'une enquête supplémentaire conduite en moyenne auprès de 17 000 ménages ou personnes de 14 ans et plus de France métropolitaine et auprès de 13 000 personnes de 18 à 75 ans interrogées sur les violences sensibles.

En 2013, ce dispositif permettra à l'Observatoire de publier et d'analyser des séries statistiques sur la victimation et les opinions en matière de sécurité avec un recul allant jusqu'à 7 enquêtes. Il sera de plus envisageable de mener des études structurelles sur le profil des victimes ou les caractéristiques des atteintes subies en y introduisant notamment une dimension conjoncturelle ou localisée.

Cela nécessitera, au préalable, de déterminer un cadre méthodologique adapté. Avant 2012, l'ONDRP a publié de nombreuses études structurelles qui cumulaient les résultats des enquêtes alors disponibles. Elles n'avaient pas alors de dimension conjoncturelle car les résultats étaient cumulés sans comparaison dans le temps.

L'élargissement des possibilités d'exploitation offertes par le dispositif « Cadre de vie et sécurité » conduira l'ONDRP à chercher à définir les caractéristiques de publications de types « banques de données thématiques » dès la fin 2012. Cela pourrait devenir le mode de diffusion récurrent des résultats détaillés des enquêtes.

* * *

En novembre 2004, dès sa première publication (*« Comment appréhender l'outil statistique des faits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie », Résultats et Méthodes n°1*), ce qui était alors l'Observatoire national de la délinquance avait jugé « dépassée » l'architecture de l'**outil d'enregistrement des crimes et délits non routiers**, l'état 4001. L'OND ajoutait alors qu'« à l'avenir, il serait souhaitable de s'appuyer sur des bases de données modernes ».

Depuis le 1^{er} janvier 2012, la gendarmerie nationale dispose d'un nouveau système d'information appelé « PULSAR » qui est alimenté par une nouvelle application de saisie LRPGN (« logiciel de rédaction de procédures de la gendarmerie nationale »). Son équivalent pour la police nationale, LRPPN, est en cours de déploiement. La mise à disposition de statistiques annuelles sur les infractions constatées extraites de « bases de données modernes » est donc envisageable en 2013 pour la gendarmerie et en 2014 pour la police.

En 2013, dans ce nouveau contexte, l'ONDRP devra vraisemblablement mener des études de faisabilité sur la modernisation de la présentation des statistiques sur la délinquance enregistrée.

Il s'agira notamment de tester s'il est possible de dépasser les fortes contraintes imposées actuellement par l'état 4001, soit : l'exclusion des infractions routières et des contraventions relatives aux atteintes aux personnes ou aux biens ; le repérage dans le temps et dans l'espace en fonction du lieu d'enregistrement là où il sera bien plus intéressant de disposer du lieu et de la date de commission ; des unités de compte rigides dont l'hétérogénéité gêne l'analyse alors qu'il serait préférable de disposer de grandeurs homogènes comme le nombre de procédures, de plaignants, d'infractions ou de victimes ; ou encore l'absence de profil détaillé par sexe, âge et nationalité des personnes mises en cause.

L'ONDRP souhaitera aussi en 2013 évaluer avec la sous-direction de la statistique et des études du ministère de la Justice les possibilités de suivre le devenir des procédures après leur entrée dans la chaîne pénale.

* * *

Les travaux de l'Observatoire sur l'état 4001 se poursuivront avec, entre autres objectifs, le développement d'outils d'aide à **l'interprétation des disparité dans le temps ou dans l'espace qui sont observées pour les faits constatés, les faits élucidés, les personnes mises en cause ou les gardes à vue** et le suivi du devenir des mis en cause lors de l'orientation des procédures par le parquet par comparaison avec des données sur la réponse pénale.

Pour l'analyse des disparités, il s'agira notamment de développer une méthodologie innovante de comparaison à l'échelle départementale en s'inspirant de travaux de l'INSEE dans ce domaine et en s'appuyant sur des enseignements de terrain.

Début 2012, l'ONDRP a publié une étude inédite sur le profil des mis en cause pour vols à partir d'extraction de la base de données de la gendarmerie alimentant l'état 4001, la BNSD (base nationale des statistiques de la délinquance) et du STIC (système de traitement des infractions constatés) de la police nationale, une **base de données opérationnelles** incompatible avec l'état 4001.

Dans le cadre de projets d'études sur les homicides, les violences sexuelles, les vols avec violences dont ceux à main armée ou les mises en cause multiples, et plus généralement pour en savoir plus la nature des infractions constatées, le profil des victimes ou des mis en cause, en 2013, l'ONDRP tentera de déterminer s'il est possible d'obtenir des données exploitables à partir de ce type de sources.

Sur des thématiques qui intéresse l'Observatoire, comme les violences au sein de la famille, celles visant certaines populations de victimes (enfants, femmes ou personnes âgées), certains types de vols (téléphones portables ou métaux) ou les d'actes à caractère discriminatoire, des statistiques sont collectées par la police ou la gendarmerie à l'aide de ce que l'on peut appeler des « remontées manuelles ». Leur exhaustivité dépendant de la propension de signalement des policiers et des gendarmes, à nouveau, leur exploitation à des fins statistiques exigera de l'ONDRP en 2013 des études de faisabilité.

Les études de l'ONDRP reposant sur des **recensements effectués par d'autres administrations ou organisations** concerneront en 2013, à partir de données inédites ou de mises à jour, des thèmes comme les infractions dans le sport, les atteintes visant les agents de la sécurité privée, la délinquance dans les transports en commun ou la contrefaçon et les saisies des douanes.

Par ailleurs, l'Observatoire souhaite se développer dans le domaine des comparaisons internationales, en premier lieu dans le cadre d'Eurostat et du projet d'enquête de victimation prévu pour 2013 mais reporté pour l'heure à 2014, ainsi que dans celui des recherches à caractère criminologique. Ces souhaits pourraient aboutir à une intensification des relations avec des organismes nationaux européens ou plus lointains (États-Unis, Canada, Mexique, Russie ou Australie) ou avec des organismes de recherche.

2. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Calendrier	Observations	Suivi
Collecter et diffuser les statistiques sur toutes les infractions enregistrées par la police et la gendarmerie	Depuis 2009	Les publications régulières à ce sujet sont le bilan annuel de la délinquance enregistrée, le bulletin mensuel et désormais les « Crimes et délits constatés par département ».	Pas de progrès quant à la mise à disposition de données sur les contraventions enregistrées par la police nationale
Mieux connaître les lieux de commission des faits constatés	Au plus tôt en 2013	L'ONDRP attend l'entrée en service des bases de données modernisées de la police (2014) et de la gendarmerie (2013) pour disposer de données nationales. Au niveau local, une étude a été publiée en 2011 sur Paris.	Au regard de la situation actuelle, les premiers progrès significatifs ne sont pas attendus avant 2013.
Mieux connaître le profil des victimes et des mis en cause	Depuis 2009	Les différentes publications sur les victimes sont extraites des enquêtes « Cadre de vie et sécurité » et celles sur les mis en cause exploitent les données de l'état 4001	L'étude sur le profil détaillé des mis en cause pour vols de février 2012 illustre à la fois l'intérêt de la démarche mais aussi sa complexité avec les bases de données actuelles.
Analyser des échantillons de procédures pour répondre aux demandes qualitatives des phénomènes complexes ou émergents	Depuis 2009	Thèmes d'études reposant sur des informations collectées auprès de sources obtenus par extraction spécifique des procédures : homicides et tentatives, violences sexuelles, vols à main armée, incendies volontaires	Les extractions à l'aide de grilles de saisie développées par l'ONDRP sont très « chronophages » mais elles s'avèrent bien plus riches que les données pouvant être extraites des bases de données opérationnelles existantes (STIC ou JUDEX) qui n'ont pas été conçues à des fins statistiques et qui s'y prêtent difficilement
Coordonner la collecte et l'analyse des statistiques sur les atteintes subies par les personnels et les biens	Depuis 2009	De nombreuses fiches du rapport annuel sont l'aboutissement de ce travail de coordination	
Déterminer le devenir des plaintes dans les statistiques judiciaires	Au plus tôt en 2013	L'ONDRP n'est pas en mesure de dire si les outils en cours de déploiement permettront d'y parvenir.	Des possibilités de tests en 2013 ne sont pas à exclure.
Etablir les évolutions des atteintes touchant les ménages et les personnes de 14 ans et plus à partir de l'enquête annuelle de victimation INSEE-ONDRP	Depuis 2009	Résultats de l'enquête dont la collecte se déroule de janvier à avril à partir du mois de novembre de la même année dans le rapport annuel de l'ONDRP	

Etablir des indicateurs structurels sur les faits subis et les victimes par regroupement d'enquêtes successives	Depuis 2009	A l'automne 2010, 2 articles de la collection « Grand Angle » ont été publiés dans ce cadre (par cumul des 4 enquêtes « Cadre de vie et sécurité » 2007 à 2010). L'un d'entre eux portait sur les ménages se déclarant victimes de cambriolages de la résidence principale et tentatives.	
Etendre l'enquête de victimation aux DOM et développer les extensions locales	2011	Grâce à la participation de la Réunion, l'enquête a été conduite sur l'île en 2011.	
Contribuer au développement des enquêtes de victimation au sein des organismes confrontés aux phénomènes de violence	2011	L'enquête de victimation en milieu scolaire est conduite par l'éducation nationale	Une enquête au niveau du collège a été lancée. Le lycée, voire l'école élémentaire sont aussi des lieux où ce type d'enquête peut être conduit.
Etablir un bilan annuel multi sources	Depuis 2009	Dans le bulletin annuel sur la délinquance enregistrée en 2011 publié en janvier 2012, on trouve un bilan multi sources à l'aide d'«éclairage victimation» sur les vols, les destructions, dégradations ou les violences physiques.	Les possibilités de comparer les sources sont parfois entravées par l'absence de disponibilité de certaines données, dont celle sur les contraventions de la police nationale.
Diffusion des statistiques	Depuis 2009	L'ONDRP a de nombreux projets d'articles en cours qui s'ajoutent à ses publications régulières, cela illustre sa politique de diffusion qui consiste à rendre public toutes ses études	

3. Travaux nouveaux pour 2013

3.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

L'enquête de victimation d'Eurostat appelée « safety survey » (SASU) était initialement prévue pour 2013. Elle a dû être reportée à 2014 au plus tôt en raison de retard pris dans le processus de vote par le parlement européen de son texte de règlement.

À court terme, cela signifie que l'enquête « Cadre de vie et sécurité » INSEE-ONDRP de 2013 ne verra pas son questionnaire être modifié significativement par rapport aux 6 enquêtes précédentes afin d'inclure les questions ou les modes de questionnement de l'enquête SASU. Leur éventuel impact négatif sur la continuité des séries ne concernera donc pas l'enquête « Cadre de vie et sécurité » 2013.

En 2011, l'INSEE et l'ONDRP qui avait souhaité renouveler l'avis d'opportunité de l'enquête pour 5 ans, comme ce fut le cas en 2007, ont accepté de réduire cette durée à 2 ans, ce qui incluait les enquêtes 2012 et celle à venir de 2013. Un passage devant le CNIS sera nécessaire pour l'enquête de 2014, celle qui devrait comporter l'extension SASU.

3.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2013

À partir des sources statistiques existantes, état 4001 de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et « main courante informatisée » de la direction centrale de la sécurité publique (DCSP), l'ONDRP souhaite mener des études qualitatives de terrain afin d'affiner sa grille de lecture des statistiques nationales et départementales.

Il s'agira notamment de tenter de comprendre selon quel processus se répartit le temps d'activité d'« Éluclidation / Mises en cause » en fonction du nombre de faits constatés à la suite de plainte, du niveau d'activité d'initiative et du nombre d'agents disponibles. Il serait alors possible, à partir d'une modélisation de l'activité d'« Éluclidation / Mises en cause », de comparer les données annuelles ou départementales en tenant compte de la nature des infractions comptées comme « élucidées ».

Pour ce qui est des faits constatés, l'Observatoire cherchera pour chaque département à définir une série d'indicateurs descriptifs, puis, en y ajoutant éventuellement des indicateurs extraits d'autres sources, démographiques, sociales ou judiciaires, il tentera d'en extraire une typologie. L'objectif est à nouveau d'améliorer les conditions de comparabilité entre départements.

Le devenir des déclarations à la main courante pourra faire l'objet d'une étude afin, en particulier, d'évaluer avec quelle fréquence elles peuvent être suivies d'une plainte.

À partir de bases de données opérationnelles, JUDEX de la gendarmerie nationale et STIC de la police nationale, l'Observatoire s'intéressera en 2013 non seulement au profil des mis en cause, mais, sous réserve de faisabilité, à celui des victimes d'infractions constatées ainsi qu'à leur mode opératoire. Cela pourrait concerner les faits d'homicides, de violences sexuelles ou de vols avec violences.

Des informations très fines de localisation et de datation des faits constatés pourraient, si l'Observatoire arrive à en disposer, contribuer à une étude sur les éventuelles conséquences de la météorologie sur la fréquence des faits constatés.

Si des extractions statistiques sont possibles dès 2013 à partir des nouvelles applications de la police et de la gendarmerie nationales, l'ONDRP pourra mener de premières exploitations à caractère méthodologique de ce qui pourrait, à terme, devenir les principaux indicateurs sur la délinquance enregistrée.

De façon rétrospective, l'Observatoire s'intéresse aussi à la possibilité de constituer des séries à partir de l'état 4001 qui débuteraient avant la période 1994-1996 qui a vu l'entrée en vigueur d'un nouveau code pénale et d'un nouveau guide méthodologique de l'état 4001. Cette démarche pose la question de la relation entre les évolutions législatives et l'enregistrement des statistiques sur les faits constatés.

3.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2013

L'Observatoire souhaite mettre en valeur la richesse du contenu des enquêtes « Cadre de vie et sécurité » INSEE-ONDRP par l'intermédiaire de « banques de données thématiques » qui, dans un premier temps, seraient diffusées sous forme de recueil de statistiques comportant tableaux et graphiques.

Pour une victimation, un regroupement de victimations ou une question d'opinion sur la sécurité, la banque de données thématiques comporterait une première partie avec l'évolution des statistiques extraites de chaque enquête annuelle ; dans une deuxième partie, on trouverait les variations des réponses collectées en fonction du profil démographique des répondants (ménages, personnes de 14 ans et plus ou personnes de 18 à 75 ans), des caractéristiques du ménage (composition, statut d'occupation du logement) ou du lieu d'habitation (type de quartiers ou de communes), avec éventuellement une dimension conjoncturelle selon des modalités à définir ; enfin dans une troisième partie, seront proposés des résultats obtenus à partir de méthodes statistiques comme la régression logistique ou l'analyse de données « à la française ».

Indépendamment de ce projet, l'Observatoire publiera des articles thématiques à partir des résultats des enquêtes « Cadre de vie et sécurité », sous la forme de « Grand Angle » si l'étude demande l'introduction d'une méthodologie nouvelle, ou dans la collections « Repères » si elle s'inscrit sur un cadre déjà défini précédemment.

L'analyse multi sources du profil des victimes, et tout particulièrement des personnes les plus jeunes ou les plus âgées, est un projet dont la partie « victimation » est assurée mais pas celle sur la délinquance enregistrée. L'Observatoire cherchera à déterminer la disponibilité de données sur les victimes en provenance de toutes les sources administratives envisageables, bases de données statistiques anciennes ou nouvelles, bases de données opérationnelles et même « recensement manuel ». Il sera aussi intéressant de vérifier l'existence d'informations sur le lien « victime / auteur ».

L'étude visant à estimer l'impact de la réforme de la garde à vue sur les statistiques d'activité d'« Éluclidation / Mises en cause » devrait nécessiter la conception d'une méthodologie spécifique, s'appuyant par exemple sur des résultats quantitatifs et/ou qualitatifs obtenus auprès d'acteurs de terrain.

Afin de comparer les statistiques des mis en cause pour vols violents à celles des condamnées, l'Observatoire a sollicité la sous-direction de la statistique et des études du ministère de la Justice au sujet de la disponibilité de données sur l'orientation des procédures. Il s'agit, à partir de cet exemple, d'essayer d'en savoir plus sur la notion de mis en cause et sur le devenir pénal des personnes comptées comme telles dans la statistique de l'état 4001. Cet objectif sera poursuivi en 2013, soit à partir des sources actuelles, soit à partir de premières extractions des nouvelles applications de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de la Justice.

3.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2013

L'Observatoire souhaite promouvoir un outil de collecte uniformisé de statistiques sur la délinquance dans le sport qui pourrait être exploité par toute fédération intéressée.

L'ONDRP étudie la faisabilité d'une extension de son recensement des atteintes visant certaines professions aux agents de sécurité privée.

4. Aspects particuliers du programme 2013

4.1 Aspects « Territoires »

L'ONDRP cherchera à définir en 2013 des méthodes nouvelles permettant de comparer à l'échelle départementale les statistiques de délinquance enregistrée, faits constatés, faits élucidés et personnes mises en cause, en tenant compte de l'hétérogénéité des situations. La réussite de la démarche dépendra notamment de la capacité de l'Observatoire à obtenir des informations auprès des acteurs de terrain de la police et de la gendarmerie.

Le projet de constitution de « banque de données thématiques » à partir des résultats des enquêtes « Cadre de vie et sécurité » INSEE-ONDRP devrait comporter une forte composante « territoire » : au mieux à l'échelle régionale pour ce qui est des découpages administratifs, mais surtout selon des variables propres à l'enquête comme la taille de l'unité urbaine, le type de commune (ville-centre, communes de banlieue ou péri-urbaines) ou le type d'environnement du quartier (quartiers pavillonnaires, quartiers d'immeubles ou autres). L'extension de l'échantillon aux quartiers classés zones urbaines sensibles (ZUS) permettra de s'intéresser tout particulièrement à la victimation et aux opinions sur la sécurité des ménages et des personnes de 14 ans et plus habitants de ces territoires urbains.

4.2 Aspects « environnement et développement durable »

Les infractions à l'environnement font l'objet d'une fiche du rapport annuel de l'ONDRP. Elle est réalisée à partir des données collectées par les militaires de la Gendarmerie nationale, les agents de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) ainsi que par les agents de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

4.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Jusqu'au début 2012, l'évaluation des services de police et des unités de gendarmerie par le ministère de l'Intérieur en matière de lutte contre la délinquance s'effectuait par l'intermédiaire de deux statistiques agrégées, le total des faits constatés de crimes et délits non routiers et un taux dit « d'élucidation » qui est en fait le rapport entre le total des faits élucidés et celui des faits constatés.

Ces deux statistiques ne sont, d'après la grille de lecture de l'ONDRP, pas exploitables ni afin de connaître l'évolution de la délinquance enregistrée ou de la fréquence d'élucidation, ni *a fortiori* afin d'évaluer les services.

Si l'Observatoire est sollicité par le ministère de l'Intérieur afin de contribuer, grâce à son expertise statistique, à la définition de nouveaux indicateurs d'activité, il pourra s'appuyer sur ses travaux en matière de comparaison d'activité d'« Éluclidation / Mises en cause » dans le temps et dans l'espace et sur les développements envisagés dans ce domaine en 2013.

Concernant l'évaluation de l'accueil des victimes, l'ONDRP peut aussi contribuer à la conception d'une enquête auprès des usagers. L'exploitation des résultats des enquêtes « Cadre de vie et sécurité » peut fournir, à ce sujet, des données de cadrage national.

4.4 Aspects « européens »

Le report de l'enquête d'Eurostat « safety survey » (SASU) de 2013 à 2014, au mieux, retardera d'autant les éventuelles possibilités de comparaison entre les pays de l'Union européenne. Un autre projet d'enquête mené par l'UE dont la collecte est en cours en 2012 pourrait fournir de premiers résultats en 2013 : l'enquête sur la violence à l'égard des femmes de l'agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA).

D'après les informations dont l'Observatoire dispose un échantillon de 1 500 femmes seraient interrogées en face à face dans chaque État membre à partir d'un questionnaire très détaillé reposant sur une notion élargie de la violence. On peut s'interroger sur l'existence d'un tel projet en dehors du système statistique européen (Eurostat), soit sans garantie d'indépendance. Les résultats seront sans doute associés dans la presse à l'Union européenne, sans noter que l'agence des droits fondamentaux qui est à l'origine de l'enquête se trouve en situation de juge et partie.

En 2008, l'OND avait comparé les résultats des deux premières enquêtes « Cadre de vie et sécurité » en matière de vols à ceux de l'enquête d'Angleterre et Pays de Galle, la British Crime Survey. En 2012 et 2013, l'Observatoire aimerait poursuivre ces comparaisons entre pays disposant d'un dispositif d'enquêtes annuelles de victimation en mettant à jour la comparaison avec l'Angleterre et le Pays de Galle et en incluant les Pays-Bas.

Un autre projet impliquant ces deux mêmes pays comme « éléments moteurs », l'enquête internationale ICVS (*international crime victims survey*) intéresse aussi l'ONDRP. L'exploitation des résultats de ces enquêtes en tendance entre la fin des années 1980 et le milieu des années 2000 pour la France (enquêtes en 1989, 1996, 2000 et 2005) et en comparaison avec les autres pays européens participants pourrait s'avérer très instructive.

5. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Observations
Enquêtes	
« Cadre de vie et sécurité »	Pierre angulaire du dispositif de mesure de l'évolution des phénomènes de délinquance – Premiers résultats de l'enquête de l'année publiés en novembre dans le rapport annuel dont la date de publication a été modifiée à cet effet
Exploitation de fichiers administratifs	
Etat 4001	Statistiques sur les faits constatés, les faits élucidés et les personnes mises en cause publiées de façon régulière dans le bilan annuel, les bulletins mensuels, les « Repères » et les fiches thématiques du rapport annuel. Les études introduisant des méthodologies nouvelles font l'objet d'une publication de type « Grand angle »
Autres données sur la délinquance enregistrée par la police ou la gendarmerie (main courante informatisée, contraventions enregistrées par la gendarmerie nationale, infractions à la sécurité routière)	Statistiques publiées de façon régulière dans le bilan annuel, les bulletins mensuels et les fiches thématiques du rapport annuel
Autres travaux répétitifs	
Les statistiques sur les atteintes subies par certaines professions ou les infractions collectées par certains organismes	Statistiques publiées dans le rapport annuel (voir sommaire en annexe). Exemples : les douanes, les impôts, les sapeurs pompiers, les entreprises de transports (RATP, SNCF, UTP), la violence en milieu hospitalier ou les faits d'insécurité dans l'habitat social

6. Allègement de la charge statistique des entreprises

Les enquêtes de victimation auprès des entreprises se développent à l'échelle européenne. Si la France veut disposer de sa propre expertise dans ce domaine, il faudrait que l'INSEE et l'ONDRP envisage une collaboration comparable à celle qui s'est établie depuis 2004 pour les enquêtes auprès des ménages. Une enquête sur échantillon alourdirait modérément la charge des entreprises.

7. Diffusion des travaux

Les études publiées en 2011

L'ONDRP a publié en 2011 neuf nouveaux articles d'études selon différents formats : des approches thématiques s'appuyant sur des sources multiples (Collection « Focus »), des études thématiques avec des nouveautés méthodologiques (Collection « Grand Angle »), une étude thématiques dont le cadre méthodologique a été défini précédemment (Collection « Repères ») et un article permettant d'introduire une nouvelle méthodologie (Collection « Résultats et Méthodes »).

- **Focus n°5**, « Les incendies volontaires de véhicules - Éléments de compréhension et de comptage », *Janvier 2011*
- **Grand Angle n°24**, « Analyse géolocalisée des atteintes volontaires à l'intégrité physique commises sur la voie publique à Paris en 2008 », *Février 2011*
- **Focus n°6**, « La contrefaçon en France - Éléments de mesure et d'analyse du phénomène », *Juin 2011*
- **Repères n°15**, « Violences physiques ou sexuelles au sein du ménage », *Juillet 2011*

- **Grand Angle n°25**, « Les mains courantes sur les territoires du Grand Paris : une autre approche des faits connus de la DSPAP » , *Septembre 2011*
- **Grand Angle 26**, « Le nombre de personnes mises en cause pour crimes et délits non routiers a diminué de 2.4 % entre 2009 et 2010 », *Octobre 2011*
- **Résultats et méthodes n°11**, « Comment comparer les variations dans le temps et les disparités dans l'espace de l'activité d'Élucidation/Mise en cause des crimes et délits non routiers constatés par la police et la gendarmerie ? Vers la création d'un Indice pondéré d'activité d'Élucidation/Mise en cause – 1ère partie », *Octobre 2011*
- **Grand Angle 27**, « Étude des caractéristiques de sexe et d'âge des auteurs de crimes et délits à partir d'une approche multi-sources », *Novembre 2011*
- **Grand Angle 28**, « Opinion sur l'efficacité de l'action de la police et de la gendarmerie », *Décembre 2011*

Sommaire du rapport annuel de novembre 2011

Préambule méthodologique

Dossier I – La victimation

Victimation personnelle et opinions sur la sécurité mesurées lors des enquêtes « Cadre de vie et sécurité » de 2007 à 2011

Les atteintes aux biens déclarées par les ménages et les personnes de 14 ans et plus de 2006 à 2010 d'après les enquêtes « Cadre de vie et sécurité »

Dictionnaire méthodologique de l'enquête « Cadre de vie et sécurité »

En finir avec l'oppression quotidienne : prévenir le harcèlement à l'école

Résultats de la première enquête nationale de victimation au sein des collèges publics au printemps 2011

L'enquête de victimation européenne : Safety Survey

Dossier II – Crimes et délits constatés

Criminalité organisée et délinquance spécialisée : les tendances observées, au cours de l'année 2010, par les offices centraux de la DCPJ

L'activité des offices centraux de la police judiciaire de la Gendarmerie nationale

Les crimes et délits enregistrés en Île-de-France, dans le Grand Paris et à Paris en 2010

Éléments de mesure des violences au sein du couple

Éléments de connaissance de la fraude aux documents et à l'identité en 2010

Analyse et explication de la variation du taux d'homicide en Europe

Réponses pénales

L'activité judiciaire pénale

Les personnes prises en charge par l'administration pénitentiaire

Sanctions pénales prononcées en 2009 : quelles sont les infractions sanctionnées ?

À quoi condamne-t-on ? Quelles évolutions dans la façon de sanctionner ?

Démographie des lieux de privation de liberté

Démographie du placement sous écrou : population sous écrou, population détenue, inflation carcérale, déflation carcérale, surpopulation, densité, places inoccupées, détenus en surnombre

Les décès sous écrou en France en 2011

Le flux des mineurs délinquants

Fiches thématiques

1. Les atteintes aux biens constatées par les services de police et les unités de gendarmerie en 2010
2. Les atteintes volontaires à l'intégrité physique constatées par les services de police et les unités de gendarmerie en 2010
3. Les escroqueries et infractions économiques et financières constatées par les services de police et les unités de gendarmerie en 2010
4. Les infractions révélées par l'action des services de police et les unités de gendarmerie en 2010
5. Les « autres crimes et délits » constatés par les services de police et les unités de gendarmerie en 2010. Les infractions non comprises dans les indicateurs de l'ONDRP

6. Les personnes mises en cause pour crimes et délits non routiers en 2010
7. Les mineurs et les majeurs mis en cause par les services de police et les unités de gendarmerie en 2010
8. Les hommes et les femmes mis en cause par les services de police et les unités de gendarmerie en 2010
9. Français et étrangers mis en cause pour crimes et délits non routiers en 2010
10. Les mis en cause pour atteintes aux biens en 2010
11. Les mis en cause pour atteintes volontaires à l'intégrité physique en 2010
12. Les mis en cause pour escroqueries et infractions économiques et financières en 2010
13. Les mis en cause pour infractions révélées par l'action des services en 2010
14. Les faits élucidés et le rapport « élucidés / Constatés » de 2005 à 2010
15. Les gardes à vue pour crimes et délits non routiers et le rapport « Gardes à vue / Mis en cause » de 2005 à 2010
16. Les phénomènes criminels traités par la Direction générale des douanes et des droits indirects en 2010
17. Les infractions au code de la consommation et au droit de la concurrence en 2010
18. Les infractions fiscales en 2010
19. Les vols dans les coffres bancaires et les distributeurs automatiques de billets de banque recensés par l'OCLDI en 2010
20. Les vols de fret recensés par l'Office central de lutte contre la délinquance itinérante en 2010
21. Les infractions au droit de l'environnement constatées en 2010 par la gendarmerie nationale, l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques
22. Les signalements des usagers dans la main courante informatisée en 2010
23. Les signalements enregistrés dans la main courante informatisée de la préfecture de Police en 2010
24. Insécurité routière et délinquance routière en 2010
25. Les contraventions dressées pour violences par les unités de la Gendarmerie nationale en 2010
26. Les violences et les incivilités recensées dans le football amateur lors de la saison 2010-2011
27. Étude des atteintes contre le groupe La Poste, ses collaborateurs, ses clients et ses activités
28. Les signaux d'alarmes tirés abusivement à bord des trains SNCF
29. Les actes de violence recensés dans les établissements publics du second degré en 2010-2011
30. Les appels pour différends conjugaux enregistrés par le « 17 » à Paris en 2010
31. Les stupéfiants appréhendés par la direction générale des douanes et droits indirects en 2010
32. Les contrefaçons appréhendées par la direction générale des douanes et droits indirects en 2009 et 2010
33. Les contributions spéciales recouvrées par l'Office français de l'immigration et de l'intégration en 2009 et 2010

Les atteintes déclarées par certaines professions

1. Les atteintes aux personnels et aux biens de la Police nationale en 2010
2. Les atteintes aux personnels et aux biens de la Gendarmerie nationale en 2010
3. Les condamnations pour infractions dont sont victimes les magistrats (2000-2010)
4. Les agressions déclarées par les sapeurs-pompiers volontaires et professionnels en 2010
5. Les atteintes aux biens et aux personnels de la direction générale des douanes et des droits indirects en 2010
6. Les infractions à la législation du travail et les atteintes aux agents de contrôle en 2010
7. Les atteintes contre les personnels et les biens de la Ville de Paris recensées par l'Observatoire parisien de la tranquillité publique en 2010
8. Les atteintes physiques et verbales subies par les personnels des entreprises de transport sur les réseaux Île-de-France / hors Île-de-France
9. Les atteintes physiques et verbales subies par les personnels des entreprises de transport sur les réseaux bus / tram et métro / RER / train

10. Les atteintes subies par les personnels de la RATP et de la SNCF : distinction atteintes physiques/atteintes verbales
11. Les incidents déclarés par les médecins en 2010
12. Les actes de violence en milieu hospitalier en 2010 recensés par l'ONVH
13. Les atteintes déclarées par le corps arbitral de football en 2010-2011
14. Les faits d'incivilités recensés dans le parc HLM par l'Union Social pour l'Habitat
15. Les atteintes et incidents relevés sur les agents privés de sécurité du 1er février 2011 au 31 août 2011

La cybercriminalité

1. La cybercriminalité : état des lieux et enjeux
2. L'État doit se donner les moyens de cartographier et d'évaluer la cyber-insécurité
3. Cyber-conflits, quelques clés de compréhension
4. Le rôle de l'Association des Fournisseurs d'Accès et de Services Internet (AFA) dans la lutte contre les contenus illicites
5. Justice et cybercriminalité : état des lieux et préconisations
6. Les infractions de cybercriminalité condamnées et inscrites au casier judiciaire national
7. L'activité de l'office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication – OCLCTIC
8. L'action de la Gendarmerie nationale en matière de lutte contre la cybercriminalité
9. La cybercriminalité et les infractions liées à l'utilisation frauduleuse d'Internet : éléments de mesure et d'analyse
10. L'action de l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement (OSCP) en matière de lutte contre la fraude sur les paiements par carte en ligne
11. L'activité de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en matière de cybercriminalité
12. L'Hadopi : un juste équilibre législatif entre pédagogie et procédure pénale pour défendre la création à l'ère numérique
13. La menace sectaire sur Internet
14. L'efficacité de la répression pénale des atteintes aux données personnelles et à l'identité numérique
15. Le profil des cybercriminels
16. L'Europe en lutte contre la cybercriminalité
17. Le cyberspace : une valeur commune à protéger

Géographie criminelle de la France

Géographie départementale des crimes et délits enregistrés en 2010 dans les départements métropolitains et d'outre-mer

Regards sur l'étranger

La criminalité enregistrée aux états-Unis en 2010

La criminalité enregistrée au Canada en 2010

La victimation en 2010/2011 en Angleterre et au Pays de Galles selon la British Crime Survey

La criminalité enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles en 2010

La criminalité enregistrée en Allemagne en 2010

La criminalité enregistrée en Espagne en 2010

Les faits constatés de cambriolage dans huit états d'Europe et d'Amérique du Nord

Préconisations

Les préconisations 2011 du Conseil d'orientation de l'ONDRP

Annexes

Les indicateurs de l'ONDRP

Institut de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes)

1. Exposé de synthèse

L'INPES a pour principales missions de promouvoir et mettre en œuvre les programmes de prévention et de formation à l'éducation à la santé, ainsi que d'exercer une fonction d'expertise de conseil sur ces mêmes domaines. La vocation de la Direction des Affaires scientifiques de l'INPES est d'enrichir la connaissance sur les comportements de santé et de fournir le substrat scientifique aux différentes équipes travaillant aux programmes thématiques de l'Institut. La production de données cherche donc se situer à la fois dans la continuité de la réflexion menée au sein des équipes programmes et en complémentarité de la connaissance fournie par l'ensemble des autres acteurs de santé producteurs d'information. L'INPES gère depuis 1992 un dispositif d'enquêtes nommées « Baromètre santé » qui sont une des sources importantes d'informations utiles non seulement à l'INPES mais à l'ensemble des acteurs et décideurs du champ de la santé publique. Les Baromètres santé s'inscrivent dans l'ensemble du dispositif des enquêtes santé (enquête décennale INSEE, enquête santé protection sociale (ESPS) de l'IRDES, enquête Evénement de vie et santé de la Drees, autres enquêtes de la Drees, de l'InVS, de l'Inserm...) avec certaines spécificités (suivi des évolutions, centrage autour des attitudes et comportements de santé, liens comportements / représentations, surveillance épidémiologique, interrogation des moins de 18 ans...).

Au sein de la Direction des Affaires scientifiques Le département « Enquêtes et analyses statistiques » (EAS) est chargé de la conception, de l'analyse et de l'édition d'enquêtes sur les connaissances, attitudes et comportements de santé des Français. Il s'agit principalement d'enquêtes téléphoniques généralistes ou thématiques portant sur de gros échantillons. Les dernières enquêtes thématiques ont porté sur la santé-environnement, le cancer, les maladies infectieuses, la santé mentale, la pratique des médecins généralistes ou encore la nutrition. Les enquêtes sont pour la plupart menées en population générale. L'équipe réalise par ailleurs des analyses secondaires d'autres enquêtes.

Les missions sont assurées par huit chargés d'études et une assistante. Les chargés d'études sont pour moitié docteurs en démographie, sociologie ou psychologie et pour moitié ingénieurs statisticiens. Ces missions impliquent des collaborations et partenariats avec d'autres organismes d'études et de recherche françaises ou étrangères. L'équipe est fréquemment amenée à participer, à la demande du cabinet du Ministre de la santé ou de la Direction Générale de la Santé (DGS), à la gestion de situations urgentes ayant parfois des conséquences sanitaires collectives, notamment en fournissant de manière très réactive des points épidémiologiques sur les nombreux thèmes relevant de son champ de compétence.

Par ailleurs, la conception et l'évaluation des programmes de l'INPES sont accompagnées de nombreuses études qu'elles soient exploratoires, de prétest ou de posttest, ou de suivi spécifique lié à l'actualité comme le suivi de la cohorte de fumeurs et de non fumeurs ou le suivi du respect des lieux nouvellement non-fumeurs. En complément des enquêtes en population générale, l'INPES a collaboré à plusieurs enquêtes auprès des populations difficiles à joindre et en particulier des populations précaires. L'INPES contribue aussi à des recherches et à des colloques scientifiques par voie de subvention, à hauteur de 1 500 000 € en 2011.

Cinq ouvrages présentant les résultats des enquêtes et études portées par l'INPES ont été rendus publics en 2011-2012 :

Mai 2011. Parution de l'ouvrage ***Les conduites addictives des adolescents polynésiens : Enquête Ecaap 2009***, à partir d'une enquête menée en milieu scolaire en Polynésie française.

Juin 2011. Parution de l'ouvrage ***Baromètre santé médecins généralistes 2009 (sixième vague après 1992)***. Cette enquête vise à décrire les opinions, comportements et pratiques de ces professionnels de santé.

Novembre 2011. Parution de l'ouvrage *Médecins du travail / médecins généralistes : regards croisés*, issu d'une enquête complémentaire au Baromètre médecins généralistes.

Juin 2012. Parution de l'ouvrage *Baromètre cancer 2010 (second exercice après 2005)* mené, en partenariat avec l'INCa, auprès d'un échantillon aléatoire de 3 727 personnes francophones âgées de 15 à 85 ans, représentatif de la population résidant en France métropolitaine.

Septembre 2012. Publication de l'ouvrage issu de l'enquête en milieu scolaire **HBSC 2010** (Health Behaviour in School-aged Children) sur la santé des élèves de 11 à 15 ans. L'enquête aborde la perception qu'ont les élèves de 11 à 15 ans de leur santé et de leur vécu au sein de l'école, de leur groupe de pairs et de leur famille ainsi que d'en analyser les déterminants. L'enquête internationale HBSC est menée sous l'égide de l'OMS tous les 4 ans depuis 1982.

2. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Principaux terrains d'enquêtes réalisés sur 2009/2013 :

Baromètre santé 2010

Les objectifs du Baromètre santé 2010 peuvent être décomposés en 4 grandes rubriques, eux-mêmes déclinés en sous-objectifs :

Baromètre

Suivre l'évolution dans le temps de certains indicateurs fondamentaux sur les comportements et les attitudes en matière de santé sur l'ensemble de la population

Suivre les évolutions de manière fine par tranche d'âge, sexe, sous-populations... grâce à la taille importante d'échantillon

Étude et recherche

Nourrir les différents programmes de l'INPES d'information sur les comportements, l'opinion et les attitudes en matière de santé ainsi que sur les déterminants (facteurs associés) de ces opinions, attitudes et comportements

Étudier, grâce à la taille importante d'échantillon, les spécificités de sous-populations (jeunes, personnes âgées, étudiants, chômeurs...) et les comportements rares

Étudier les liens entre les représentations et les comportements en matière de santé

Ce qui distingue les Baromètres des autres enquêtes santé, c'est qu'elles sont des enquêtes sur les pratiques de prévention et les modes de vie en ce qu'ils ont un lien avec la santé. On ne cherche pas à mesurer précisément l'état de santé. Une part importante du questionnaire concerne des sujets sensibles comme les addictions, la santé mentale, les comportements sexuels...

Cohérence au sein du système statistique public

Être complémentaire avec les autres grandes enquêtes de santé (éviter la redondance, rechercher la cohérence), dans un souci collaboratif

Participer, grâce à la taille importante d'échantillon, à la production de données régionales, en lien avec les ORS

Participation à l'évaluation

Dans la dimension étude / observation il y a aussi l'idée de servir de point d'appui à l'évaluation des politiques publiques

Participer à l'évaluation des politiques publiques : indicateurs de suivi de la loi de Santé Publique, évaluation des plans gouvernementaux (ex : plans addictions)

Rappel de la chronologie des enquêtes « Baromètre santé »

Cette série d'enquête est composée de 12 enquêtes en population générale adulte, 1 enquête en population générale jeune, 5 enquêtes auprès des médecins généralistes et de plus en plus d'enquêtes régionales montées en parallèle :

1992	Population générale	2 099
1993	Population générale	1 950
1994	Médecins généralistes	1 013
1995	Population générale	1 993
1996	Population générale	1 984 (nutrition)
1997	12-19 ans	4 115
1998	Médecins généralistes	2 073 (+ 1 001 pharmaciens)

2000	Population générale	13 685 (+ 5 échantillons régionaux)
2002	Population générale	3 153 (nutrition)
2003	Médecins généralistes	2 073 (+ 1001 pharmaciens)
2005	Population générale	30 514 (+ 7 échantillons régionaux)
2005	Population générale	4 046 (cancer)
2005	Population générale	6 498 (dépression)
2006	Population générale+ MG	4 112 + 2 027 MG
2007	Population générale	6 007 (santé environnement) (+ 7 échantillons régionaux)
2008	Population générale	4 714 (nutrition) (+ 8 échantillons régionaux)
2008	Médecins généralistes	2 073 (+ 185 répondants « online »)

Principaux thèmes abordés :

- Perception de santé
- Qualité de vie
- Vaccination
- Troubles des conduites alimentaires
- Tabac
- Alcool
- Suicide
- Santé mentale
- Violence
- Sexualité, contraception et IST
- Drogues illicites
- Consommation de soins et de médicaments
- Dépistage des cancers
- Jeu pathologique
- Accidents
- Maladies chroniques et infectieuses
- Douleur
- Virus respiratoires
- Maladie d'Alzheimer
- Internet et santé
- Inégalités sociales de santé

L'échantillon du Baromètre santé 2010 comprend une part d'appels sur téléphones filaires (83% répartis en listes rouge, orange et blanche), une part sur des « exclusifs mobiles » (17%) comprenant les « exclusifs mobiles » (12%) une part sur numéros de téléphone « dégroupés » (5%).

Pour les lignes fixes, la méthode consistera à passer par la société *Survey Sampling International* (SSI) qui réalise des tirages aléatoires de numéros de téléphone (tirage parmi les 10 000 numéros de téléphones de chaque racine de 6 chiffres issue des zones déjà attribuées par l'ARCEP). Cette méthode remplacerait la méthode habituelle d'incrémentation à partir de l'annuaire France Télécom pour laquelle se pose la question de la représentativité des opérateurs téléphoniques.

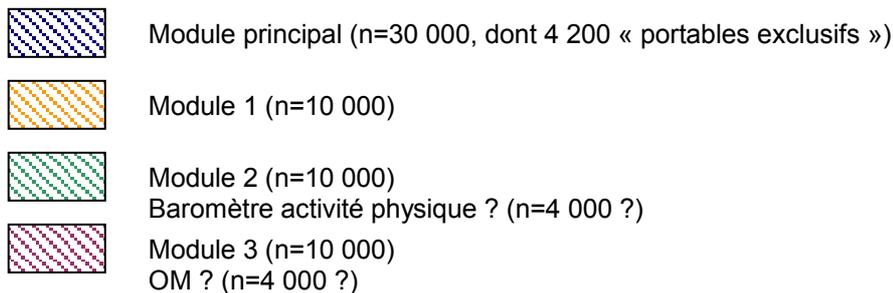
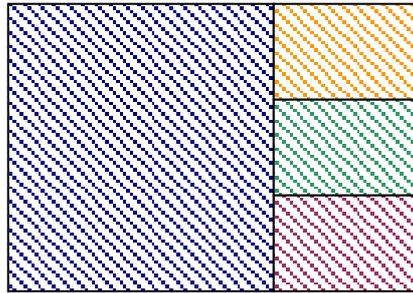
L'indicatif des numéros de téléphones mobiles devrait évoluer à partir du premier semestre 2010. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) propose en effet d'ouvrir de manière progressive, la tranche des numéros commençant par 07 aux services mobiles. Si cette mise en place intervenait rapidement, il sera nécessaire de prendre en compte ces nouveaux indicatifs.

Afin de sélectionner l'individu au sein de son foyer, c'est la méthode Kish qui a été retenue, car plus rigoureuse que la méthode anniversaire et bien appréciée des enquêteurs.

Structuration de l'échantillon du Baromètre santé 2010

Lors du Baromètre santé 2005, l'échantillon avait été décomposé en deux grandes parties : un questionnaire court – 20 minutes – posé à tout l'échantillon et un questionnaire long – 45 minutes – posé aux individus possesseurs d'une ligne téléphonique fixe mais pas aux individus joignables uniquement par portable. Concernant la première des enquêtes envisagées dans le dispositif (le Baromètre santé 2010 auprès de 30 000 individus), contrairement à ce qui avait été fait en 2005, il a été décidé de poser un module principal composé de variables utiles à l'ensemble des thèmes (variables sociodémographiques + variables transversales, pour une durée de 20 à 25 minutes) aux 30 000 et de tirer aléatoirement 3 sous-échantillons de 10 000 pour leur poser à chacun un module contenant plusieurs thématiques (pour une durée de 10 à 15 minutes). Certaines questions ne sont posées qu'à 5 000 personnes, par exemple, la plupart des questions d'opinions ou des questions sous-exploitées en 2005 et qui ont pour principal intérêt le suivi barométrique, ainsi que toutes les

questions qui n'ont pas vocation être transversales et ne nécessitent pas une grande taille d'échantillon.



L'inconvénient est, bien sûr, que les variables présentes dans un des trois modules ne peuvent être croisées qu'avec celles de leur module et celles du module principal, mais pas avec celles présentes dans les deux autres module.

Réalisé en avril-juillet 2010, dans le cadre de l'évaluation du Plan cancer en partenariat avec l'Inca, le **Baromètre cancer** repose sur un échantillon aléatoire de 4000 personnes de 15 à 85 ans est interrogé par téléphone, sur une méthodologie similaire à celle du baromètre santé 2010. Son objectif est de sonder les opinions et les perceptions du public face aux cancers, de mesurer les attitudes à l'égard de différents facteurs de risque et, par son caractère récurrent, d'en suivre les évolutions par rapport à 2005, date de la précédente enquête. Cette seconde édition contribue aussi à l'évaluation du nouveau plan cancer en constituant un point de situation entre les 2 plans. Le plan cancer comporte une action où le baromètre cancer est évoqué : « *Réaliser des enquêtes régulières sur les connaissances, les attitudes, le comportement et la perception des cancers et des facteurs de risques, notamment un baromètre cancers* ».

L'enquête KABP sida (connaissances, attitudes, croyances et comportements face au VIH sida, aux hépatites virales et aux IST dans la population générale adulte en France métropolitaine) a eu lieu début 2010, en partenariat avec l'ORS IDF, porteur historique de ce projet, et l'InVS. En 2009, ont eu lieu la finalisation du questionnaire, sélection de l'institut de sondage, réalisation de l'enquête pilote, analyse de l'enquête pilote, choix finaux sur la méthodologie. Il s'agit d'une enquête nationale auprès d'un échantillon aléatoire représentatif de femmes et d'hommes, âgés de 18 et plus vivant en France métropolitaine. Les personnes sont tirées au sort au moyen de numéros de téléphone générés au hasard et invitées à répondre à un questionnaire téléphonique. Les enquêtes sont répétées depuis 1992, environ tous les trois ans. La dernière a été réalisée en 2004. Elles fournissent aux pouvoirs publics des informations leur permettant d'orienter les politiques de santé. Plus particulièrement, cette recherche permettra d'étudier :

- Les connaissances sur certaines maladies
- Les attitudes face aux personnes malades
- Les opinions sur certains thèmes de débat autour de la santé
- Les comportements de prévention

Enquête Priminject : Cette enquête de l'INPES vise, dans le contexte de l'épidémie du VHC, à décrire les populations qui s'engagent dans l'injection par voie intraveineuse aujourd'hui en France et à comprendre les contextes et les pratiques des premières injections parmi les jeunes de 16-25 ans. L'enquête étant entièrement générée sur Internet, une campagne de communication visait à créer du

flux sur le site dédié pour maximiser les opportunités de réponse au questionnaire et de participation au volet qualitatif. Le dispositif poursuit donc deux sous-objectifs :

1) relayer et publiciser l'enquête dans le champ de la santé publique et dans celui de la prise en charge des addictions ; 2) appeler à la participation les personnes concernées.

L'enquête visait en priorité les jeunes de 16 à 25 ans (expérimentateurs de l'injection et nouveaux injecteurs), s'adressant aux différents publics concernés par l'injection quelles que soient les substances injectées et les sous-cultures de consommation associées. Il s'agissait d'atteindre à la fois, des jeunes consommateurs précarisés, marginalisés (sans emploi, décrocheurs scolaires, etc.) ; mais aussi des jeunes plus « intégrés » (lycéens, étudiants, jeunes salarié, etc.), consommant et injectant plus ou moins occasionnellement des drogues dans un cadre festif ou autres. Il est difficile d'estimer le nombre de personnes potentiellement concernées. Le nombre total estimé d'injecteurs en France se situe entre 80 000 et 120 000 personnes.

Afin de pouvoir à la fois décrire les populations de jeunes injecteurs mais aussi comprendre les logiques de transition et d'action qui entourent l'entrée dans l'injection de drogue par voie intraveineuse, l'enquête intègre un volet quantitatif et un volet qualitatif, tous les deux développés sur Internet.

Un site dédié permet aux volontaires de répondre à un questionnaire d'une cinquantaine de questions et d'échanger avec un enquêteur en temps réel par un dispositif de chat ou en différé en procédant par échange de courriels ou entretiens en face-à-face. L'anonymat et la confidentialité des réponses sont garantis aux répondants.

La promotion de l'enquête en ligne s'est faite *via* :

- une campagne de bannières web et/ou de communiqués sur les sites institutionnels mais surtout sur les sites associatifs et communautaires ;
- la diffusion de cart'com et d'affiches par les associations et/ou structures de prise en charge et les pharmacies impliquées dans l'échange de seringues en direction des publics potentiellement concernés par l'étude ;
- une communication sous forme d'articles ou de brèves dans la presse communautaire et associative ;
- la diffusion d'une lettre en version électronique présentant l'étude et contenant un lien vers celle-ci à partir d'une mailing liste constituée au fur et à mesure de l'avancée de l'étude.

Baromètre santé auprès des sourds et malentendants 2011 : Afin de prendre en compte une des limites du Baromètre santé : l'impossibilité pour les populations sourdes et malentendantes de participer, un projet d'extension de cette enquête a été lancé en 2009. Dans le cadre d'une convention de partenariat avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), l'Inpes a lancé le Baromètre santé sourds et malentendants (BSSM), première grande enquête nationale menées auprès des personnes sourdes, malentendantes ou ayant des troubles de l'audition (acouphènes, hyperacousie...). Cette enquête s'est déroulée jusqu'au début de l'année 2012. Les personnes concernées étaient invitées à répondre sur le site www.bssm.inpes.fr. L'étude permettra de décrire les comportements, attitudes et perceptions des personnes sourdes et malentendantes en matière de santé et de les comparer aux enseignements du Baromètre santé mené régulièrement en population générale par l'Inpes, avec pour objectif ultime de définir des stratégies d'action adaptées pour faire face aux difficultés identifiées. Des problèmes de communication au quotidien, un accès difficile aux soins et aux informations relatives à la santé peuvent se traduire par une forme de vulnérabilité, ainsi que par des perceptions et des comportements et nécessitant une prise en compte spécifique. L'édition de l'ouvrage issu de l'analyse de cette enquête est prévue en 2013.

Enquêtes en cours d'analyse :

En plus des enquêtes présentées ci-dessus réalisées en 2010, à savoir, le **Baromètre santé 2010**, le **Baromètre cancer 2010**, l'**enquête KABP sida** et l'**enquête Priminject**, plusieurs enquêtes sont en cours d'analyse à l'INPES :

Enquête santé et addictions en CHRS (OFDT et INPES). Dans la continuité des enquêtes initiées par l'INED et l'INSEE sur les sans domicile, l'enquête sur les personnes hébergées en centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) explore leurs éventuelles spécificités en termes de pratiques addictives et de comportements de santé. En effet, une telle population échappe en grande partie aux dispositifs d'enquêtes quantitatives classiques. De plus, les premières études françaises sur l'alcoolisation des sans domicile ont montré combien une telle pratique peut prendre des formes

multiples au sein des populations souffrant de précarité, certaines situations telles que le salariat étant de nature à éloigner de l'usage. Il s'agit ainsi de décrire les comportements de santé des hébergés en regard de ceux de la population générale. L'enquête s'est déroulée au printemps 2009. Les analyses sont en cours.

Enquête Samenta 2009 sur la santé mentale et les addictions chez les personnes sans logement personnel d'Ile-de-France (SAMUsocial) : Les objectifs de Samenta sont d'abord d'estimer la prévalence des principaux troubles psychiatriques présentés par les personnes sans logement personnel, ainsi que la prévalence des addictions : alcool, drogues illicites et médicaments détournés de leur usage, en termes de dépendance et de consommations à risque. D'autre part, il s'agit d'analyser les parcours sociaux, médicaux et comportementaux de ces personnes à partir d'éléments biographiques recueillis au cours de l'entretien, afin de saisir des éléments de contexte social de la santé mentale. Comment s'inscrivent ainsi les événements de santé mentale, les addictions (et de sevrage) dans le parcours de vie ? Les modalités de prise en charge de la pathologie mentale, les types de parcours de soins, en particulier les hospitalisations sous contrainte, sont également étudiés. Enfin, le retentissement des troubles et symptômes en termes de handicap, d'incapacités, de désavantage ou de dysfonctionnement social est analysé. Cette enquête vise au final à permettre une meilleure adaptation de l'offre de soins aux besoins, que ce soit en termes de soins psychiatriques ou d'aide au sevrage des addictions. Elle peut également aider à concevoir une offre d'hébergement, de logement et d'accompagnement qui tienne compte des problèmes de santé et de leur impact sur la vie de ces personnes. Un rapport de premiers résultats a été publié et un ouvrage est en cours de rédaction sous la responsabilité de l'Observatoire du SAMUsocial.

Enquête SD 2012 Dans la continuité des enquêtes initiées par l'INED et l'INSEE sur les sans domicile, et notamment l'enquête nationale SD 2001, l'enquête SD 2012 vise à décrire et quantifier les conditions de vie des personnes sans domicile en France, dans leur diversité. L'INPES, participant au comité de pilotage, a contribué à l'élaboration d'un module santé enrichi par rapport à l'édition de 2012, avec le souci de faire reposer l'enquête sur des indicateurs standardisés validés et déjà présents dans les enquêtes en population générale. En effet, cette population échappe en grande partie aux dispositifs d'enquêtes quantitatives classiques. De plus, les premières études françaises sur la santé des sans domicile ont montré la fragilité des populations souffrant de précarité. Il s'agit ainsi de décrire les comportements de santé des sans domicile en regard de ceux de la population générale. L'enquête s'est déroulée en 2012.

Abena2 (ORS Ile-de-France, InVS, INPES) Cette étude sur l'alimentation et l'état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire est réalisée dans le cadre d'une collaboration entre l'ORS Ile-de-France, l'InVS et l'INPES. Son objectif est de décrire la situation nutritionnelle d'une population caractérisée par des conditions de vie économiquement et socialement particulièrement difficiles conduisant à des risques nutritionnels élevés. Par ailleurs, la répétition de cette étude, menée en 2004-2005, permet de mesurer l'évolution des problèmes alimentaires et nutritionnels connus par les utilisateurs de l'aide alimentaire alors que le contexte économique, social et de l'aide alimentaire a profondément changé depuis 2005. Elle s'est déroulée de novembre 2011 à mai 2012. Elle comprend, d'une part une interview par questionnaire, mené dans les structures d'aide alimentaire, qui décrit les caractéristiques sociodémographiques et économiques et les comportements alimentaires des personnes. D'autre part, un examen paraclinique et biologique est réalisé auprès des volontaires permettant de décrire leur état nutritionnel. Un objectif de 2400 personnes interrogées est visé. Ces informations seront très utiles pour décrire les besoins de ces populations et continuer à améliorer l'organisation de l'aide alimentaire en France. Elles feront l'objet, fin 2012, d'un rapport descriptif et d'analyses complémentaires en 2013 et 2014.

Baromètre santé médecins 2008-2009 : Deux mille médecins ont été interviewés par téléphone au cours du dernier trimestre. Le protocole a évolué pour tenir compte de la difficulté croissante à interroger des médecins surchargés de travail. Une indemnisation a été mise en place ainsi que la possibilité pour les médecins qui le souhaitent de réaliser l'interview par Internet, à un horaire qui leur convenait, en dehors des plages horaires de consultations et de visites.

Enquête auprès des médecins du travail 2009 : 750 médecins ont été interviewés par téléphone en mai-juin 2009. L'implication des médecins du travail dans le champ de la santé publique est encore peu documentée. Cette enquête poursuit les objectifs suivants :

- Identifier l'importance, pour les médecins du travail, des différentes thématiques de santé au travail et de santé publique
- Évaluer les opinions et les sollicitations reçues par les médecins du travail de la part de DRH sur des problèmes liés aux conduites addictives
- Identifier les pratiques des médecins du travail en matière de démarche de prévention collective en entreprise
- Relations générales avec les médecins généralistes : perceptions du rôle des médecins généralistes dans la prise en charge des problèmes de santé au travail, contacts pris par les médecins généralistes avec les médecins du travail, perception des différents rôles.

Enquête sur les addictions des jeunes Polynésiens 2009 : la Direction de la santé polynésiens et l'Inpes ont élaboré, dans le cadre d'une convention de partenariat, l'Enquête sur les Conduites Addictives des Adolescents Polynésiens (ECAAP). Il s'agit d'une enquête en milieu scolaire qui permettrait de dresser un bilan épidémiologique et sociologique de la situation. Un certain nombre de questions sur leur santé et leurs conditions de vie, ainsi que des questions sur leurs préoccupations de tous les jours, leur niveau de bien-être et leurs centres d'intérêt, permettant ainsi de dresser un profil de l'adolescent polynésien. Les principaux objectifs de l'enquête ECAAP sont de connaître la prévalence de consommation régulière ou occasionnelle des différentes substances psychoactives (licites et illicites), les âges de début de consommation de ces différentes substances et d'avoir une indication sur l'évolution de ces indicateurs depuis 1999 (voire 1988) et sur la comparaison avec la situation de France métropolitaine.

3. Travaux nouveaux pour 2013

3.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Baromètre santé DOM 2013

Dans la mesure où le Baromètre santé se limite depuis son origine à la France métropolitaine, et face à la demande légitime et pressante des acteurs locaux de ces départements de disposer d'indicateurs de surveillance épidémiologique fiables, un projet d'extension de cette enquête aux DOM a été lancé en 2009. Il a abouti à une recension des différentes enquêtes portant sur la santé menées dans les DOM et les TOM, publiée dans la collection *Evolutions* de l'INPES. La principale conclusion de ce travail souligne les importantes singularités méthodologiques par rapport à la métropole, comme entre ces différents territoires. Ainsi, les méthodologies d'enquête en population générale, incluant la base de sondage, l'échantillonnage et les modes de collectes envisageables, devront être pensées territoire par territoire pour être en adéquation aux contraintes locales. Un groupe d'experts pluridisciplinaire issus des champs de la prévention, de l'observation et des méthodes d'enquêtes, et impliquant majoritairement des acteurs locaux a été mis en place. Une étude pilote est prévue en fin d'année 2012, afin notamment de déterminer le mode de collecte le plus approprié et les thématiques abordées dans chacun des territoires. Le terrain de l'enquête est prévu au second semestre 2013.

L'objectif est de mettre en œuvre une série d'études quantitatives permettant de mesurer des indicateurs clés sur les opinions, attitudes et comportements en matière de santé des populations des DOM. Il s'agira d'une part de pouvoir suivre des indicateurs classiquement utilisés en métropole (extension du Baromètre santé), d'autre part d'être capable, en partenariat avec les acteurs locaux, les équipes Programme de l'INPES et les différents acteurs de santé publique, de se focaliser sur des comportements de santé particuliers et de produire des données permettant d'appréhender des enjeux de santé publique spécifiques (par exemple HTA en Guadeloupe, IVG à la Réunion, VIH/Sida dans les DFA...).

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

Sans objet

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2012

Sans objet

4. Aspects particuliers du programme 2013

4.1. Aspects « régionaux et locaux »

Le Baromètre santé 2010 est un système d'observation nationale qui peut efficacement se décliner au niveau régional, à la fois en termes d'harmonisation des indicateurs (ils sont de fait strictement identiques d'une région à l'autre) et de rationalisation de la dépense publique (au lieu de monter des enquêtes régionales *ad hoc*, la déclinaison régionale d'un outil national, tel que décrite ci-dessous, permet une réelle économie d'échelle). Le Baromètre santé 2010 pourrait en effet devenir l'un des éléments du système d'information dont auront besoin les ARS pour leur pilotage régional et également la tutelle en termes de pilotage national.

Le Baromètre santé 2010 porte sur un échantillon de 28 000 individus. Contrairement à ce qui a été fait lors des exercices précédents, les suréchantillons régionaux ont pu être construits en complément des individus de l'enquête nationale, les deux échantillons étant agrégés (individus de la région issus de l'enquête nationale + individus issus d'un échantillon régional spécifique à la charge de l'ORS) en une base régionale. Cela offre la perspective d'échantillons régionaux beaucoup plus importants en taille que s'ils étaient constitués sur la seule base de financements régionaux. Au-delà de la diminution du coût global de leur enquête, un des gros avantages pour les ORS est de pouvoir avoir dans leurs échantillons les individus ou foyers avec « portables exclusifs » ce qui n'est possible dans le cadre d'une enquête régionale seule. Des extensions ont été opérées dans huit régions, parfois sur la population « jeune adulte ». Elles étaient à la charge des ORS et dépendantes de financements locaux.

En 2013, il est également prévu que le Baromètre santé soit décliné dans les DOM. Une étude méthodologique de faisabilité d'une extension du Baromètre santé dans les DOM-COM (notamment autour des problèmes de langue et de couverture téléphonique) est en cours, en lien étroit avec les équipes ayant déjà réalisé des enquêtes en population générale sur ces territoires, c'est-à-dire les instituts statistiques de ces territoires, les ORS des DOM et l'ORS IDF (qui a piloté un KABP sida dans les DFA il y a quelques années) pour bénéficier de leur expérience. Les extensions de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes (ENVEFF) à Mayotte, à la Réunion et en Polynésie française seront également mobilisées pour la compréhension des spécificités rencontrées sur ces terrains et des possibilités de s'y adapter.

4.1. Aspects « environnement et développement durable »

L'INPES participera à deux enquêtes nationales intégrant des dimension de santé environnementale en 2013-2014 :

- **Enquête Biosurveillance santé nutrition (InVS, INPES)** Cette enquête fait l'objet d'une collaboration en cours d'élaboration entre l'InVS et l'INPES). Ses objectifs concernent : 1) la biosurveillance : décrire les niveaux d'imprégnation de la population résidant en France, à certaines substances de l'environnement (ex. : pesticides) pour établir des valeurs de référence nationales et rechercher certains de leurs déterminants (notamment alimentaires) ; 2) les maladies chroniques : estimer les prévalences de certaines maladies chroniques : diabète, hypertension artérielle, dyslipidémies, maladie rénale chronique, BPCO, asthme, allergies... ; 3) la nutrition : décrire les consommations alimentaires, l'activité physique, la sédentarité, et l'état nutritionnel (corpulence et marqueurs biologiques) de la population résidant en France, notamment au regard des objectifs du PNNS (comme dans le cas d'ENNS). L'INPES a proposé, dans le cadre de cette partie, l'ajout d'un module sur les déterminants psycho-sociaux de la consommation de fruits et légumes. L'enquête sera menée en 2013-2014 auprès des 6-74 ans, incluant 4000 adultes et 1000 enfants de 6 à 17 ans.
- **Enquête INCA3 (Anses, INPES)** Cette enquête fait l'objet d'une collaboration en cours d'élaboration entre l'Anses et l'INPES. Son objectif principal est d'évaluer les risques et bénéfices nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation. Elle permet par ailleurs de quantifier les consommations alimentaires et certains de leurs déterminants. Concernant ces derniers, l'INPES a proposé l'ajout d'un module sur les connaissances et les perceptions relatives à l'alimentation et à l'activité physique, reprenant des questions du Baromètre santé nutrition 2008 afin d'en analyser l'évolution. L'enquête INCA3 se situe dans le cadre d'un dispositif européen coordonné par l'EFSA (*European Food Safety Authority*) visant la comparaison d'enquêtes nutritionnelles nationales qui suivront un protocole identique. Elle sera menée en

2013-2014 auprès de 4000 personnes âgées de 3 à 79 ans : 2500 adultes de 15 à 79 ans et 1500 enfants de 3 à 14 ans.

4.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Depuis 2004, l'INPES participe à l'alimentation des indicateurs de suivi des objectifs liés la loi de santé publique coordonné par la Direction de la Recherche, de l'Evaluation et des Etudes Statistiques (DREES) du Ministère du travail, de l'emploi et de la santé. La DREES publie régulièrement l'ouvrage « L'état de santé de la population », dont la dernière édition contient les données du Baromètre santé 2010 pour de nombreux indicateurs.

L'enquête ITC (International Tobacco Control Policy Evaluation Project ; voir ci-dessous) contribue à l'évaluation des politiques publiques de lutte anti-tabac. L'INPES est responsable du volet français de cette enquête internationale.

4.4 Aspects «européens »

L'INPES participe en tant qu'expert aux travaux de l'OMS Europe sur la définition d'indicateurs de suivi des facteurs de risques de maladies non transmissibles. L'INPES s'appuie par ailleurs sur les règlements ou directives européens (protocole EHIS) dans l'élaboration de ses questionnaires. D'autres travaux spécifiques sont à souligner :

- **Enquête ITC (International Tobacco Control Policy Evaluation Project)** projet d'évaluation des politiques publiques de lutte anti-tabac, piloté par une équipe internationale de chercheurs basée à l'Université canadienne de Waterloo, est la première étude de cohorte menée au niveau international sur la consommation de tabac. Ce projet s'appuie sur une collaboration initiée entre des organisations internationales de santé et les pouvoirs publics de 20 pays regroupant plus de la moitié de la population mondiale et 60% des fumeurs de la planète. Son objectif est d'aider les décideurs dans leur choix des différentes composantes de politiques de prévention du tabagisme en se fondant sur des preuves. Un premier rapport national ITC France est paru en 2009. Les résultats de la vague 2 française ont été rendus publiques en octobre 2011 sous forme d'un rapport. Par ailleurs, la dimension internationale de ce projet a donné lieu à la sortie de nombreux articles scientifiques récents, et notamment un numéro spécial de la revue *European Journal of Public Health*.
- **Etude de validation d'une échelle de repérage de l'usage problématique de cannabis** Le Cannabis Abuse Screening Test (CAST) a été conçu en France en 2002. Il est désormais la référence pour les enquêtes menées auprès d'adolescents, avec de bonnes propriétés psychométriques. Il a également été validé en clinique. Le Baromètre santé 2010 a été utilisé pour tenter de valider cette échelle en population générale adulte. Les travaux, menés en partenariat avec l'Institut National des Etudes Démographiques (INED) et l'Inserm, sont en cours, avec des soumissions d'articles à des revues anglosaxonnes.
- **Etude de validation d'une échelle de qualité de vie, les « Healthy days »** Le Baromètre santé utilisait traditionnellement le Duke comme échelle de qualité de vie. Le Baromètre santé 2010 a été utilisé pour tenter de valider une échelle de qualité de vie plus courte et validée aux Etats-Unis, les « Healthy days » en population générale adulte. Les travaux, menés en partenariat avec l'équipe de Serge Briançon de l'Université de Nancy, sont en cours, avec des soumissions d'articles à des revues anglosaxonnes.

5. Opérations répétitives

Sans objet

6. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

7. Diffusion des travaux

L'INPES édite des ouvrages de présentation des résultats des enquêtes, ainsi que des « 4 pages » (collection « *Evolutions* ») les synthétisant. Une revue de vulgarisation à destination de l'ensemble des acteurs de santé et du grand public, « *La santé de l'Homme* » publie aussi de nombreux articles à partir de ces enquêtes, qui servent aussi de point d'appui à de nombreuses brochures de prévention ou d'information. Depuis 2007, le rythme des publications produites au sein du département EAS s'est considérablement accéléré, qu'il s'agisse des ouvrages produits par l'Inpes ou des travaux publiés dans des revues scientifiques (Voir liste des publications diffusées en 2009-2010 jointe en annexe).

Annexe : liste des publications diffusées en 2011/2012 (1^{er} semestre)

Articles publiés dans des revues scientifiques à comité de lecture

- Baumann C, Erpelding ML, Perret-Guillaume C, Gautier A, Régat S, Collin JF, Guillemin F, Briançon S. Health-related quality of life in French adolescents and adults: norms for the DUKE Health Profile. *BMC Public Health*. 2011 May 27;11:401
- Beck F, Richard JB. Epidémiologie de l'alcoolisation en France ; EMC Endocrinologie-Nutrition 2012 ; 10 sous presse [Article 10-384-B-10]
- Beck F., Guignard R., Richard J.-B., Brugiroux M.-F., Paka, alcool, tabac et autres drogues : niveaux et contextes des usages des jeunes Polynésiens, *Agora*, 2012, n°61 (2), 35-50.
- Guilbert P., Beltzer N., Gautier A., Warszawski J., Riandey B. Pour de nouveaux indicateurs de qualité des enquêtes téléphoniques par sondage aléatoire. *Revue d'épidémiologie et de santé publique*, n°2 (vol 59), avril 2011, p91-96.
- Legleye S, Beck F, Khlaf M, Peretti-Watel P, Chau N, (2011) Adolescents from affluent families are more prone to cannabis experimentation but less to problematic use, *Journal of Adolescent Health*, 2012 Apr;50(4):395-402.
- Kennedy RD, Behm I, Craig L, Thompson ME, Fong GT, Guignard R, Beck F. Smoking cessation counseling from health care providers before and after the national smoke-free law: Findings from the ITC France Study, *European Journal of Public Health*, Vol. 22, Supplement 1, 2012, 23–28.
- Brown A, McNeill A, Mons U, Guignard R. *Perceptions of risks of cigarettes: Findings from the International Tobacco Control (ITC) Europe surveys*. N Vol. 22, Supplement 1, 2012, 35-40.
- Hitchman SC, Guignard R, Nagelhout GE, Mons U, Beck F, van den Putte B, Crone M, de Vries H, Hyland A, Fong GT. Predictors of car smoking rules in three EU countries: Findings from the ITC France, Germany, and Netherlands surveys. *European Journal of Public Health*, Vol. 22, Supplement 1, 2012, 17–22.
- Kennedy RD, Behm I, Craig L, Thompson ME, Fong GT, Guignard R, Beck F. Outdoor smoking behaviour and support for outdoor smoking restrictions before and after the France national smoking ban. Findings from the ITC France study. *European Journal of Public Health*, Vol. 22, Supplement 1, 2012, 29–34.
- Mons U, Nagelhout GE, Allwright S, Guignard R, van den Putte B, Willemsen MC, Fong GT, Brenner H, Pötschke-Langer M, Breitling LP. *Impact of national smoke-free legislation on home smoking bans – Longitudinal findings from the International Tobacco Control (ITC) Policy Evaluation Project Europe Surveys*. *Tobacco Control*, [E-pub ahead of print].
- Léon C., Benmarnhia T., Tordjman I., Gaillot J., Beck, F., L'exposition aux ultra-violets artificiels en France. Description de la population fréquentant les installations de bronzage et perception du risque en France, données du baromètre cancer 2010, *Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire*, 2012, n° 18-19, 205-210.
- Beck F., Guignard R., Legleye S., 2012, Is computer survey technology improving reports on alcohol, tobacco and other drug use in the general population ? A comparison between two data collection modes in France, *BMC Medical Research Methodology*, [E-pub ahead of print].
- Spilka S., Le Nézet O., Beck F., Ehlinger V., Godeau E., 2012, Alcool, tabac, cannabis durant les années collèges : Résultats du volet drogues, en France, de l'enquête Health Behaviour in School-Aged Children (HBSC) 2010, *Tendances*, 1-6.
- Escalon H., Beck F., Vuillemin A., 2012, Activité physique des personnes âgées de 55 à 75 ans : pratique, perceptions et connaissances des recommandations, *Soins Gérontologie*, 95, 28-35.
- Léger D, Beck F, Richard J.-B., Godeau E., Total sleep time severely drops during adolescence. Findings from the HBSC study on a nationally representative sample of 11 to 15 year old students. *PLoS ONE*, 2012 [E-pub ahead of print].
- Escalon H., Beck F., Bossard C., 2012, Associations entre la connaissance des recommandations du Programme National Nutrition Santé et les comportements en matière d'alimentation et d'activité physique, *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique*, [E-pub ahead of print].
- Ménard C., Richard J.-B., Demortière G., Beck F., L'implication des médecins du travail face aux pratiques addictives, *Archives des Maladies Professionnelles et de l'Environnement*, 2012, 73, 475-479.
- Beck, F., Firdion, J.-M., Legleye, S., Schiltz, M.-A., 2011, Risque suicidaire et minorités sexuelles : une problématique récente, *Agora*, n°58 (2), 33-46.

- Beck F., Guignard R., Obradovic I., Gautier A., Karila L., 2011, Le développement du repérage des pratiques addictives en médecine générale en France, *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique*, 59, 285–294.
- Beck F., 2011, Le tabagisme des adolescents : regards croisés de l'épidémiologie et de la sociologie, *Médecine/science*, 27, 308-310.
- Beck F, Guignard R, Richard J-B, Tovar M, Spilka S, Les niveaux d'usage des drogues en France en 2010, *Tendances*, 2011, n°76, 6p.
- Léger D, du Roscoat E, Bayon V, Guignard R., Pâquereau J, Beck F, 2011, Short sleep in young adults: is it insomnia or sleep debt? Prevalence and clinical description of short sleep in a representative sample of 1004 young adults from France, *Sleep Medecine*, 12, 454-462.
- Nagelhout G.E., Mons U., Allwright S., Guignard R., Beck F., Fong G.T., de Vries H., Willemssen M.C., Prevalence and predictors of smoking in "smoke-free" bars. Findings from the International Tobacco Control (ITC) Europe Surveys. *Social Science and Medicine*, 2011 72(10):1643-51.
- Beck F., Guignard R., Richard J.-B., Wilquin J.-L., Peretti-Watel P, « Augmentation récente du tabagisme en France : principaux résultats du Baromètre santé, France, 2010 », *BEH*, n°21-22, numéro spécial journée mondiale sans tabac, 31 mai 2011, 230-233.
- Firdion, J.-M., Beck, F., Schiltz, M.-A., 2011, Les minorités sexuelles face au risque suicidaire en France, *Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire*, numéro spécial suicide, 508-510.
- Beck F., Guignard R., Du Roscoat E., Saïas T. 2011, « Tentatives de suicide et pensées suicidaires en France en 2010 », *Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire*, numéro spécial suicide, 488-492.
- Beck F., Godeau E., Escalon H., Arwidson P. 2011, The French nutrition policy framework: Early years, family and education area, in *European Review on the Social Determinants of Health and the Health Divide*.
- Legleye S, Janssen E, Beck F, Chau N, Khlata M, Social gradient in initiation and transition to daily use of tobacco and cannabis during adolescence: a retrospective cohort study" *Addiction*, 2011 Aug;106(8):1520-31.
- Beck, F., 2011, Epidémiologie du tabac en France : où en sommes-nous ?, *Alcoologie et Addictologie*, 33 (2), 153-155.
- Legleye S, Khlata M, Beck F, Peretti-Watel P, Widening inequalities in smoking initiation and cessation patterns A cohort and gender analysis in France, *Drug and Alcohol Dependence* 2011 Sep 1;117(2-3):233-41.
- Legleye S, Baumann, M, Peretti-Watel P, Beck F, Chau N, 2011, Gender and age disparities in the associations of occupational factors with alcohol abuse and smoking in the French working population, *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique*, 2011 Aug;59(4):223-32.
- Chan Chee C., Bayon V, Bloch J., Beck F., Giordanella J.-P., Léger D, Epidémiologie de l'insomnie en France : état des lieux, *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique* 2011 Dec;59(6):409-422.
- Gautier A., Fournier C., Beck F., Pratiques et opinions des médecins généralistes en matière de prévention, *ADSP*, 2011, n° 77, 6-10.
- Eisinger F., Beck F., Viguier J., Blay, J., Coscas Y., Roussel C., Morere J., Pivot X., 2011, Increasing coverage rates for mammographic screening in France in older women - 16 years of follow-up, *The Breast Journal* 2011 Nov;17(6):686-688.
- Chan Chee C., Gourier-Fréry C., Guignard R., Beck F., Etat des lieux de la surveillance de la santé mentale en France, *Santé publique*, 2011, 6, S13-S30.
- Ménard C., Durand E., Demortière G., Bled J.-J., Beck F., 2011, Pratiques des médecins du travail face aux addictions, *Alcoologie et Addictologie*, 33 (1), 17-24.
- Hitchman SC, Mons U, Nagelhout GE, Guignard R, McNeill A, Willemsem MC, Driezen P, Wilquin JL, Beck F, Du-Roscoat E, Pötschke-Langer M, Hammond D, Fong GT. Effectiveness of the European Union text-only cigarette health warnings : Findings from four countries. *European Journal of Public Health*, 2011 Sep 15. (Epub, Ahead of print).
- Costes JM, Pousset M, Eroukmanoff V, Le Nezet O, Richard JB, Guignard R, Beck F, Arwidson P. Les niveaux et pratiques des jeux de hasard et d'argent en 2010. *Tendances* n°77, septembre 2011 : OFDT, 8 p.
- Castetbon K., Lafay L., Volatier J.-L., Escalon H., Delamaire C., Chauliac M., et al. Le programme national nutrition santé (PNNS) : bilan des études et résultats observés. *Cahiers de nutrition et de diététique*, 2011.
- Guichard A., Guignard R. La première injection au prisme de la réduction des risques, *Acta*, 2012.

Ouvrages

- Gautier A., Baromètre santé médecins généralistes 2009, Saint-Denis, Inpes, coll. Baromètre santé, 2011.
- Beck F., Gautier A., (dir.) Baromètre cancer 2010, Saint-Denis : Inpes, 2012, 272 p.
- Ménard C., Demortière G., Durand E., Verger P., Beck F., (dir.) Médecins du travail / médecins généralistes : regards croisés. Saint-Denis : Inpes, coll. Études Santé, 2011, 189 p.
- Beck F., Brugiroux M.-F., Cerf N. (dir.) (2011) Les conduites addictives des adolescents polynésiens : Enquête Ecaap 2009, INPES Coll. "Études santé", St Denis, 200 p.

Chapitres d'ouvrage

- Sitbon A., 2011, *"La relation aux malades en fin de vie, mise en perspective des regards des familles et des professionnels"* in : M. Castra, G. Cresson, M. Lorient, M. Mebtoul (dir.), "Familles et santé : regards des sciences sociales", Actes du colloque international AISLF- Clerse - Gras, Oran Algérie.
- Sitbon A., 2011, « *Construction et devenir d'une controverse autour de la notion de risque dans la communication publique sur le sida* », in : D. Carricaburu M., Castra, P. Cohen Risques et pratiques médicales, Presses de l'EHESP.
- Beck F., 2011, Perception des risques et surveillance des comportements de santé : l'apport des Baromètres santé, in Astagneau P. et Ancelle T., *Surveillance Epidémiologique*, Lavoisier, Paris, 296-302.
- Beck F., Choquet M., Préface, in Jeammet Ph. (dir.) Adolescence, La Découverte, Paris, 13-14.
- Beck F., Maillouche F., 2012, Genre, santé et soins, in Bimes-Arbus S *et al.*, E 7 - Santé - Société - Humanité (cours), Pass'Santé, Elsevier/Masson, Paris, 559-567.

Vulgarisation et autres publications

- Beck F., Richard J.-B., Godeau E., Léger D., 2012, Une forte baisse du temps de sommeil au cours de l'adolescence, *La Santé de l'homme*, INPES, n°416, 45-48.
- Guignard R., Beck F., Deutsch A., 2012, Une évaluation des politiques de lutte antitabac menées en 2007 et 2008, *La Santé de l'homme*, INPES, n°416, 4-6.
- Brugiroux M.-F., Beck F., Cerf N., Guignard R., Renou L., Richard J.-B., 2011, Les pratiques addictives des jeunes Polynésiens, *Bulletin d'informations sanitaires, épidémiologiques et statistiques*, n°4, 1-4.
- Gautier A., Fournier C., Beck F., 2011, Opinions et pratiques préventives des médecins généralistes en France, *La Santé de l'homme*, INPES, n°414, 4-6.
- Beck F., Brugiroux M.-F., Cerf N., Guignard R., Richard J.-B., Renou L., Spilka S., 2011, Les jeunes Polynésiens consomment plus de substances addictives qu'il y a dix ans, *La Santé de l'homme*, INPES, n°413, 4-6.
- Beck F., Blauel C., Fournier C., Le Lay E., Mammar E., Richard J.-B., 2011, Echanges autour d'un verre : la communication en appui du constat scientifique, *La Santé de l'homme*, INPES, n°412, 48-49.
- Beck F., Guignard R., Richard J.-B., Wilquin J.-L., Peretti-Watel P., 2011, Une augmentation du tabagisme confirmée en France, *La Santé de l'homme*, INPES, n°411, 9-10.
- Cavalin C, Beck F, Maillouche F, 2011, Enquête EVS : les conséquences de la violence sur la santé des personnes, *La Santé de l'homme*, INPES, n°411, 4-7.

Communications avec actes dans un congrès international ou national

- Beck F., Guignard R., Prévalence du tabagisme en France et comparaisons internationales, Colloque Journée Mondiale Sans Tabac 2012 du Haut Conseil de la santé publique, Paris, 22 mai 2012.
- Mayet A., Legleye S., Beck F., Falissard B., Chau N., Rôle de l'initiation de cannabis dans l'usage ultérieur d'autres drogues illicites : utilisation d'une cohorte rétrospective en population générale française. Colloque de l'ISAM à Genève en septembre 2012
- Mayet A., Legleye S., Beck F., Falissard B., Chau N., Cannabis - Is The Future More or Less Use?, 3rd World Forum Against Drugs, Stockholm on May 21-23, 2012.
- Mayet A., Legleye S., Beck F., Falissard B., Chau N., Preventing Tobacco and Alcohol Use to Prevent Illicit Drug Use, 3rd World Forum Against Drugs, Stockholm on May 21-23, 2012.

- Beck F., Legleye S., Guignard R., Du Roscoät E., Saïas T., *Suicidal attempts among French adolescents: what differences between those who use hospital care after the attempt and others?* Royal College of Physicians in London, 6th Biennial Congress of The International Society of Affective Disorders (ISAD), 18th-20th April, 2012.
- Beck F., Guignard R., Richard J.-B., Legleye S., *Depressive disorders in French Polynesia adolescents: Prevalence, associated factors and comparison with French adolescents*, Royal College of Physicians in London, 6th Biennial Congress of The International Society of Affective Disorders (ISAD), 18th-20th April, 2012.
- Beck F., Guignard R., Richard J.-B., *L'âge de premier usage de substances psychoactives des jeunes adultes*, Colloque MILDT "Drogues, alcool, tabac chez les plus jeunes : en savoir plus pour mieux prévenir" Paris, 03 avril 2012.
- Beck F., *La surveillance épidémiologique des attitudes et comportements de santé : un point d'appui pour l'action*, 4th China Health Education and Health Promotion Conference, Hangzhou, novembre 2011.
- Beck F., *L'évolution des pratiques addictives chez les jeunes en France et ailleurs en Europe*, Conférence biennale sur la santé des jeunes, DREES, décembre 2011. <http://www.polynome.fr/sante-jeunes/actes.pdf>
- Beck F., Firdion, J.-M., Legleye, S. et Schiltz, M.-A., 2011, « Les risques suicidaires des minorités sexuelles : état des connaissances », 13èmes journées nationales pour la prévention du suicide, Paris, UNPS, le 5 février 2011.

Communications orales sans acte

- Guichard A, Guignard R. Première injection de drogues, premiers résultats d'une enquête par Internet, PrimInject. Colloque Toxicomanie Hépatite Sida, Biarritz, 10-11 octobre 2011
- Nguyen-Thanh V, Guignard R. Evaluation de l'efficacité d'un coaching par e-mail pour l'arrêt du tabac : protocole et premiers résultats (poster). Congrès de la Société française de tabacologie, Nancy, 17-18 novembre 2011.
- Lopez A, Faugeron F, Adrien J, Beck F, Brion A., Gronfier C., Krieger J., Muzet A., Philip P., Vecchierini M-F., Paquerau J., Léger D. Daytime sleepiness. National survey of the Institut National du Sommeil. France 2011, European Sleep Research Society (ESRS) Congress, Paris, 4-8 septembre 2012.
- Léger D, Beck F, Richard J.-B., Godeau E., Normative data on total sleep time perceived by adolescents, European Sleep Research Society (ESRS) Congress, Paris, 4-8 septembre 2012.
- Beck F, Surveillance épidémiologique des consommations de substances psychoactives au cours de la grossesse : L'apport des enquêtes nationales représentatives, conférence franco-russe sur la prévention de la consommation d'alcool et de tabac pendant la grossesse, Moscou, Ambassade de France en Russie, 7 juin 2012.
- Mosnier-Pudar H., Gautier A., Charpentier G., Druet C., Fagot-Campagna A., Fournier C. Les personnes diabétiques de type 1 : perception des recommandations données pour le traitement du diabète et de la capacité à les mettre en œuvre. Communication affichée, Congrès santé éducation 2011, Paris, février 2011.
- Mosnier-Pudar H., Gautier A., Charpentier G., Druet C., Fagot-Campagna A., Fournier C. Les personnes diabétiques de type 2 : perception des recommandations données pour le traitement du diabète et de la capacité à les mettre en œuvre. Communication affichée, Congrès santé éducation 2011, Paris, février 2011.
- Ménard C., Demortière G., Richard J.-B., Durand E., Beck F., La prise en compte des pratiques addictives par les médecins du travail, 32^{ème} Congrès National de Médecine et Santé au Travail Clermont-Ferrand, du 5 au 8 juin 2012.
- Munerol L., Briçon S., Beck F, Gautier A, *Santé mentale, santé physique et limitation des activités de la vie quotidienne : une étude populationnelle à partir des données du Baromètre Santé 2010* Congrès joint « EPICLIN 6 / 19èmes Journées des Statisticiens des Centres de Lutte contre le Cancer, Lyon, 9-11 mai 2012.
- Beck F, Legleye S. M2S3
- Beck F, *Analysis of coverage errors in mixed-mode designs for the Dutch Labour force Survey and Health Survey*, discutant aux Lundis de l'INED, 6 février 2012.
- Mayet A., Legleye S., Beck F., Falissard B., Chau N., Rôle de l'initiation de cannabis dans l'usage ultérieur d'autres drogues illicites : utilisation d'une cohorte rétrospective en population générale française. Colloque Epiter, février 2012.

- Breining A, Moulias S, Pin S, Léon C, Lavallart B, Arwidson P, Beck F, Verny M, Enquête sur la représentation de la maladie d'Alzheimer dans la population française, Congrès National des unités de soins d'évaluation et de prise en charge Alzheimer, 15-16 décembre 2011, Paris.
- Lopez A, Faugeron F, Adrien J, Beck F, A. Brion, C. Gronfier, J. Krieger, A. Muzet, P. Philip, M-F. Vecchierini, J. Paquerau, D. Léger. La somnolence au quotidien. Enquête Institut National du Sommeil. Congrès du Sommeil 24 au 26 novembre 2011, Strasbourg.
- Beck F, *L'évolution des pratiques addictives chez les jeunes en France et ailleurs en Europe*, 10^{èmes} Journées de l'addictologie de terrain, Nîmes, 28 septembre 2011.
- Beck F., Guignard R., Legleye S., AUDIO-CASI vs CATI: the effect of data collection mode on the reports of alcohol and illicit drug use in the general population, 4th European Survey Researchers Association Conference, Lausanne, July 20th 2011.
- Legleye S., Spilka S., Guignard R., Beck F., Self-reported and measured BMI in adolescents, 4th European Survey Researchers Association Conference, Lausanne, July 20th 2011.
- Legleye S., Spilka S., Le Nézet O., Vivier G., Markou E., Beck F., Assessing the Quality of Teenagers' Self-reported Answers, 4th European Survey Researchers Association Conference, Lausanne, July 20th 2011.
- Beck F., Social Representation of dementia : conclusion of research conducted in France, International seminary « Communicating on Dementia through Europe », Stirling, May 11th 2011.
- Brugiroux M.-F., Beck F., Guignard R., Richard J.-B., 2011, Les jeunes Polynésiens et les substances addictives, 1er Colloque International de Psychiatrie, Prévention du Suicide, des maladies psychiatriques et des addictions de Papeete, 10 et 13 mai 2011.
- Beck F., « Jeunes & santé : entre actions publiques et comportements individuels, conférence-débat sur les jeunes et la santé » le 25 janvier 2011 à l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique de Rennes.
- Gautier A., Jestin C. Pratiques de dépistage des hépatites virales par les médecins généralistes, France, 2009. BEHWeb 2011(1).
- Gautier A., Jestin C. Opinions des médecins généralistes concernant la vaccination en 2009. Communication orale, Vème congrès de la médecine générale, Nice, juin 2011.
- Jestin C., Gautier A. Pratiques de vaccination contre la rougeole des médecins généralistes en 2010. Communication orale, Vème congrès de la médecine générale, Nice, juin 2011.
- Fournier C., Buttet P., Le-Lay E., Gautier A. Rôle et pratiques de prévention et d'éducation thérapeutique des médecins généralistes dans le Baromètre santé 2009. Communication affichée, Vème congrès de la médecine générale, Nice, juin 2011.
- Gautier A., Jestin C. Pratiques de dépistage des hépatites virales par les médecins généralistes en France métropolitaine en 2009. Communication affichée, Journées AFEF, Paris, septembre 2011.
- Gautier A. Bachelet S. Opinions et pratiques de la vaccination en 2010. Premiers résultats du Baromètre santé 2010. Communication orale, Journée de la semaine européenne de la vaccination 2012, Paris, octobre 2011.
- Mosnier-Pudar H., Fagot-Campagna A., Fournier C., Charpentier G., Boquet-Chabert A., Gautier A., Halimi S. People living with diabetes and their doctors' perceptions about their information level and the type of relationship - ENTRED 2007 survey. Communication affichée, International diabetes federation Congress, Dubaï, décembre 2011.
- Mosnier-Pudar H., Halimi S., Fagot-Campagna A., Gautier A., Charpentier G., Boquet-Chabert A., Fournier C. Patient education for people living with diabetes in France: Roles, practices and expectations of physicians in ENTRED survey 2007. Communication affichée, International diabetes federation Congress, Dubaï, décembre 2011.

Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)

Projet CONSTANCES

1. Exposé de synthèse

1.1. Rappel des objectifs généraux

L'objectif du projet CONSTANCES, qui a obtenu l'avis de conformité le 10 octobre 2008, est de mettre en œuvre une importante cohorte épidémiologique destinée à fournir des informations à visée de santé publique et de contribuer au développement de la recherche épidémiologique. Réalisé dans le cadre d'un partenariat avec la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés CNAMTS, le projet concerne la population adulte affiliée au Régime général de Sécurité sociale (au sens large, c'est-à-dire incluant les principales Sections locales mutualistes-SLM), qui couvre plus de 85 % de la population française, âgée de 18 à 69 ans à l'inclusion ; la structure de la cohorte est proportionnelle à la population cible pour le sexe, l'âge et la catégorie sociale. Les inclusions sont faites dans 17 Centres d'examens de santé (CES) implantés dans des départements différents.

Cette cohorte a vocation à constituer une « infrastructure épidémiologique » largement accessible à la communauté de la santé publique et de la recherche épidémiologique. Les objectifs scientifiques *CONSTANCES* sont largement centrés sur l'épidémiologie des déterminants professionnels et sociaux de la santé, le vieillissement, les maladies chroniques et l'environnement. La cohorte doit également permettre la réalisation de projets concernant des thèmes épidémiologiques variés, grâce à un accès largement ouvert à la communauté des chercheurs en santé publique ; un partenariat avec le Département Santé Travail de l'Institut de veille sanitaire concernant la surveillance épidémiologique des risques professionnels (DST-InVS) dans le cadre du programme « COSET » permettra de disposer de données pour des sujets affiliés au RSI et à la MSA. *CONSTANCES* a également été largement conçue comme un outil venant en appui des objectifs de santé publique de la CNAMTS et de l'État, et de l'évaluation de leur atteinte, par le caractère particulièrement complet du dispositif de suivi et de recueil d'informations très diversifiées, grâce à des méthodes diverses et complémentaires faisant appel à plusieurs sources de données, auprès d'un large échantillon représentatif de la population adulte couverte par le Régime général de Sécurité sociale.

La durée du projet *CONSTANCES* n'est pas définie : la cohorte qui sera constituée a vocation à faire l'objet d'un suivi longitudinal sans limite de temps.

1.2. Méthodes : éléments essentiels du protocole

L'inclusion de la cohorte se fera sur 5 ans, à raison d'environ 20 000 sujets la première année (2012) et environ 45 000 de 2013 à 2016, selon les modalités suivantes.

Sélection des sujets éligibles : les sujets éligibles seront tirés au sort par sondage stratifié avec probabilités inégales, en surreprésentant les individus ayant une probabilité de non volontariat plus forte en fonction des variables usuelles : âge, sexe, PCS. Le tirage au sort sera fait par la Cnav dans le Répertoire national inter-régimes des bénéficiaires de l'assurance maladie (RNIAM), apparié au Système National de Gestion des Carrières (SNGC).

Invitation à participer : elle s'effectuera par voie postale, conjointement à l'invitation à venir passer un examen de santé dans un CES.

Inclusion dans sujets volontaires dans la cohorte : les personnes ayant donné leur accord seront convoquées dans leur CES par un courrier incluant un auto questionnaire à compléter à domicile.

Recueil des données à l'inclusion : données de santé (examen clinique, analyse de sang, mesure de la tension artérielle, du poids, de la taille et du rapport taille/hanches, électrocardiogramme et spirométrie, examen de la vue et de l'audition), questionnaires complémentaires (questionnaire expositions professionnelles vie entière, autoquestionnaire spécifique pour les femmes).

Suivi de la cohorte

Suivi actif : un autoquestionnaire postal sera envoyé chaque année au domicile des sujets ; une invitation à venir au CES tous les 5 ans est prévue.

Suivi passif d'événements socioprofessionnels et de données de santé : les principaux événements socioprofessionnels seront régulièrement extraits des bases de données de la Cnav (Déclarations Annuelles des Données Sociales, Données Nominatives Trimestrielles, chômage, absences pour maladie, RMI, maternité). Les données de santé concerneront le statut vital et les causes de décès par l'accès au RNIPP et à la base de données du CépiDc-Inserm ; les principaux événements de santé seront extraits du Système national d'information inter régimes de l'assurance maladie (SNIIR-AM) : données de remboursement, Affections de longue durée (ALD), diagnostic principal et diagnostics associés, actes diagnostiques et thérapeutiques pour chacun des séjours hospitaliers.

Représentativité et effets de sélection

La structure de la population de l'ensemble des départements où sont situés les CES *CONSTANCES* est pratiquement identique à celle de la France métropolitaine pour les principales caractéristiques démographiques et socioprofessionnelles. La méthodologie de redressement pour non participation et attrition au cours du suivi est basée sur un échantillon de non participants pour lesquels on dispose de caractéristiques sociodémographiques, grâce aux fichiers de la Cnav, ainsi que de nombreuses informations de santé et de recours aux soins grâce aux données du SNIIR-AM. Une post enquête auprès d'un échantillon de non répondants est également prévue.

2. État d'avancement et perspectives à moyen terme 2009-2013

Une phase pilote a eu lieu en 2010 dans sept CES (Lille, Bordeaux, Saint Briec, Tours, Pau, Toulouse et Rennes). Elle a inclus environ 3 700 sujets, dont le tiers environ âgés de plus de 55 ans. Globalement, la phase pilote a montré d'une part qu'il est possible d'inclure des sujets qui présentent les caractéristiques attendues pour les principales variables d'intérêt, et que les procédures de mesure de ces variables (questionnaires ou examens) sont faisables et d'une qualité satisfaisante dans l'ensemble, malgré certains problèmes qui ont fait l'objet de diverses adaptations du protocole initial. Par ailleurs, une post enquête auprès des non participants a été réalisée, ainsi qu'une enquête de satisfaction auprès d'un échantillon de participants. Les CES n'ayant pas participé au pilote ont commencé en 2010 des inclusions selon les procédures de *CONSTANCES*, grâce à l'invitation de participants de la cohorte Gazel, également gérée par notre équipe ; cette campagne est terminée, plus de 3 000 sujets ayant été inclus. Une étude technique de la constitution d'une biobanque associée à la cohorte a été réalisée. L'analyse des données recueillies pendant le pilote a permis de modifier légèrement les instruments de recueil de données (questionnaires) ; les flux d'extraction de données du SNIIR-AM ont également été modifiés pour tenir compte d'évolutions intervenues dans la gestion de ce système. Le suivi passif dans les bases de données nationales a été testé avec succès à partir de l'échantillon des participants au pilote : 96,7 % des personnes ont été retrouvées dans les bases de la Cnav, et 96,8 % dans le SNIIR-AM ; pour les personnes ainsi retrouvées, les données renseignées pour 99,9 % dans les deux sources. Les données issues du SNIIR-AM et de la Cnav ont été intégrées à la base de données *CONSTANCES* du pilote en 2011.

Un nouveau dossier a été déposé auprès de la Cnil à la fin du mois d'octobre 2010 préalablement à l'envoi des premières invitations, afin de tenir compte des modifications qui ont été introduites pour différentes procédures (questionnaires, flux de données). L'autorisation de la Cnil a été reçue le 3 mars 2011.

Une première réunion du Comité d'orientation stratégique, qui réunit des représentants de l'Inserm, de la CNAMTS, de la DGS et de l'Université de Versailles Saint Quentin a eu lieu le 28 janvier 2011 ; il a notamment désigné les membres du Conseil scientifique international qui a été mis en place en septembre 2011, et qui s'est réuni à nouveau le 23 mars 2012

Les invitations à participer ont été envoyées à partir de janvier 2012, à raison d'un dixième de l'échantillon tiré au sort chaque mois (à l'exception de juillet et août).

Sur le plan institutionnel, *CONSTANCES* a obtenu en février 2012 le label d'Infrastructure nationale Biologie Santé et un financement de 35 millions € pour 8 ans dans le cadre des Investissements d'avenir.

2. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

La mise en place effective de la cohorte *CONSTANCES* prévue à l'automne 2011 n'a pu commencer qu'en janvier 2012, du fait de difficultés dans la passation des marchés d'imprimerie et de routage. Les invitations étant étalées sur l'ensemble de l'année, 2012 sera essentiellement consacrée à l'inclusion dans les 17 CES participants et à la mise en œuvre du suivi passif.

L'étude opérationnelle de la mise en place de la biobanque a été une des activités importantes de l'année 2012. Elle s'est traduite par un rapport technique qui a reçu l'approbation de l'Infrastructure nationale BIOBANQUES.

Un premier appel à projets de recherche nichés dans la cohorte devait être lancé durant le premier trimestre 2012 ; là aussi, nous avons pris du retard, du fait d'un remaniement en cours des instances de gouvernance à la suite de l'obtention du financement des Investissements d'avenir ; nous prévoyons de rendre public cet appel à projets d'ici la fin de l'année 2012 ; les proposant se verront demandé un dossier scientifique complet qui sera examiné par le Conseil scientifique.

3. Travaux prévus en 2013

Les principales activités prévues en 2013 sont les suivantes.

- Poursuite du recrutement des participants.
- Évaluation et démarrage des premiers projets de recherche.
- Préparation de la mise en place de la biobanque : appel d'offres pour le choix d'une structure d'accueil, travaux techniques divers.
- Publication d'un premier rapport présentant les données recueillies à l'inclusion en 2012.

4. Aspects particuliers du programme 2013

4.1 Aspects « Territoires »

Une des particularités de *CONSTANCES* est le recueil de données de localisation des adresses des participants à l'échelle la plus fine (géocodage X/Y) : il sera donc possible de procéder à des analyses territoriales à des échelles diverses.

4.2 Aspects « Environnement et développement durable »

À partir des adresses géocodées, il sera possible d'apparier les données individuelles de la cohorte avec diverses bases de données environnementales (qualité de l'air, pollution, etc.).

4.3 Aspects « Évaluation des politiques publiques »

CONSTANCES n'est pas destiné à de telles analyses.

4.4 Aspects « européens »

CONSTANCES est associée à divers consortiums européens, notamment au consortium IDEAR (*Integrated Datasets across Europe for Ageing Research*) qui s'intéresse au vieillissement ; les cohortes suivantes y participent : *Whitehall II* et *ELSA* (GB), *SLOSH*, *SADP* et *WOLF* (Suède) *Finnish Public Sector Study* (Finlande) et *Heinz-Nixdorf Recall Study* (Allemagne). Plusieurs analyses comparatives sont prévues dans ce cadre.

Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES)

1. Exposé de synthèse

Au cours de l'année 2013, l'IRDES poursuivra ses travaux selon les axes développés les années précédentes et en fonction de l'état d'avancement du programme de recherche 2010-2013.

Le programme statistique comprendra :

- La production, la gestion et la maintenance des sources statistiques ;
- La réalisation d'études et de recherches selon les pôles suivants :
 - Pôle 1 : Soins primaire et performance des systèmes de santé :
 - Nouvelles formes d'organisation des soins ambulatoires et méthodes d'analyse de leur performance ;
 - La définition et la mesure de la performance dans le champ des soins primaires.
 - Pôle 2 : Performance des soins hospitaliers et de long terme :
 - Mesure de la performance globale à différents niveaux : gouvernance, organisation, financement, délivrance des soins.
 - Pôle 3 : Inégalités sociales de santé et recours aux soins :
 - Améliorer la connaissance des mécanismes qui sous-tendent les inégalités sociales de santé ;
 - Mesurer les effets des politiques publiques sur les inégalités de santé.
 - Pôle 4 : Régulation du médicament :
 - Impact des politiques publiques de régulation du médicament sur la qualité et l'efficacité des prescriptions ainsi que sur la dépense de médicaments.
 - Pôle 5 : Economie de l'assurance en santé :
 - Rôle redistributif de l'Assurance maladie obligatoire ;
 - Rôle de l'Assurance maladie complémentaire dans l'accès aux soins avec analyse des phénomènes d'inefficacité et les inégalités d'accès ;
 - Place de l'assurance privée dans la couverture de ce risque ;
 - Rôle de la protection sociale sur la santé au travail.
 - Pôle 6 : Santé et territoire :
 - Organisation spatiale du système de soins
 - Analyse sociale et spatiale du recours aux soins.
 - Pôle 7 : Analyse des systèmes de santé et comparaisons internationales :
 - Contribuer aux débats internationaux sur l'économie et les politiques de santé ;
 - Développer l'étude des systèmes de santé pour mieux comprendre les liens entre les différentes caractéristiques des systèmes de santé et leurs performances globales.

Les travaux de l'IRDES s'appuieront, comme les années passées, sur plusieurs sources administratives et données d'enquête :

- Le système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie, SNIIRAM.
- Les données du Programme de Médicalisation des Systèmes d'Information (PMSI) et des enquêtes nationales de coûts communes aux secteurs public et privé (ENCC) qu'il s'agisse du court séjour (MCO : médecine, chirurgie, obstétrique), de l'hospitalisation à domicile (HAD), des soins de suite et de réadaptation (SSR) ou de la psychiatrie.
- La base Hygie couplant des données administratives individuelles issues des données de l'Assurance maladie et de la CNAV. Cette base de données est orientée sur l'analyse des

indemnités journalières et accidents du travail. L'accrochage de nouvelles données administratives sera testé.

- Les enquêtes Santé Protection Sociale (ESPS) appariées avec les données de remboursement de l'Assurance maladie.

L'IRDES réalisera l'enquête protection sociale complémentaire d'entreprise (PSCE) couplant une interrogation des établissements et des salariés afin de dresser un panorama de la complémentaire santé en entreprise. Le renouvellement de cette enquête menée en 2003 et 2009 a plusieurs objectifs : poursuivre l'analyse de l'évolution du marché de la complémentaire santé d'entreprise (diffusion et disparités d'offre et de couverture) ainsi que, dans un contexte de vieillissement de la population, analyser l'offre de couverture dépendance au sein des entreprises mais également l'aide apportée aux « salariés aidants », en termes d'assistance financière et en nature.

D'autre part, relativement au programme 2012 annoncé l'an dernier, il est à noter que l'Irdes n'est plus en charge de la réalisation de l'enquête Share. Les phases pilote et pré-test sont réalisées par la fondation Dauphine.

2. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Prévision	Observations	Suivi
SHARE	2013	L'IRDES n'est plus en charge de l'enquête pour la vague 2013	Vagues 2009 et 2011 réalisées.
Enquête santé et protection sociale (ESPS)	2009-2013	L'enquête EHIS (European Health Interview Survey) sera intégrée à l'enquête ESPS en 2014.	Vague 2010 : <ul style="list-style-type: none"> • Enquête réalisée • Géocodage effectué • Chaînage des données du Sniiram, du PMSI et chaînage des données de complémentaires santé (projet Monaco) en cours Vague 2012 en cours de réalisation. Mise à disposition des données et géocodage en 2013. Chaînage aux données du Sniiram et du PMSI en 2014.
Enquête sur la protection sociale complémentaire dans les entreprises (PCSE)	2009	Une troisième vague d'enquête a été programmée pour 2013.	Enquête 2009 réalisée. Enquête 2013 en préparation.
Eco santé	2009-2013		Elargissement des sources documentaires en projet.

Travaux non décrits dans le programme à moyen terme 2009-2013 mais intégrés dans les avant-projets de programmes statistiques transmis au Cnis depuis 2010

Opérations	Prévision	Observations	Suivi
Base OMG/SNIIRAM	2009-2012		Report sur 2013 de la finalisation de la base de données.
Hygie	2009-2013	Enrichissement de la base par des données d'entreprise en 2013.	Intégration des données de 2009-2010 reportée en 2013.

3. Travaux nouveaux pour 2013

3.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

L'Enquête Protection Sociale Complémentaire d'Entreprise (PSCE) 2013

La couverture d'entreprise représente un vecteur important de diffusion de la protection sociale complémentaire, en particulier des contrats d'assurance complémentaires santé. Ce type de couverture peut offrir de nombreux avantages en termes de coût pour les salariés, notamment lorsqu'elle est à caractère obligatoire. Les exonérations de charges sociales patronales sur cette participation font de la couverture d'entreprise un élément de rémunération avantageux pour les employeurs et donc une source de négociation salariale entre employeurs et salariés. La couverture d'entreprise peut donc influencer les équilibres sur le marché du travail, en particulier concernant les niveaux de salaire, les choix de mobilité professionnelle.

L'IRDES a mis en place depuis 2003 une enquête directement auprès des entreprises, l'Enquête sur la protection sociale complémentaire en entreprise (PSCE). Réalisée auprès de plus de 1 700 établissements, elle recueille des informations sur les couvertures santé proposées par les établissements. Cette enquête a été renouvelée en 2009 afin d'y intégrer un volet « salariés » permettant de recueillir des informations sur les caractéristiques socio-économiques, l'état de santé, les consommations de soins, les conditions de travail et la couverture santé de plus de 2 700 salariés travaillant dans les établissements interrogés.

Plusieurs éléments justifient la poursuite de l'enquête PSCE en 2013. Les primes de couverture santé devraient de nouveau connaître une nette hausse du fait de la mise en place de nouvelles taxes sur les contrats responsables, de la hausse des dépenses de santé et du désengagement de l'Assurance maladie obligatoire. Dans un contexte de crise économique, cette augmentation des primes pose la question de l'évolution de l'offre d'assurance complémentaire santé par les entreprises et de l'effort financier que cette couverture représente pour les salariés : les entreprises réduisent-elles leur offre de contrat ? Cherchent-elles à limiter le coût des contrats en développant des actions de prévention auprès de leurs salariés ? Répercutent-elles le coût des contrats sur les salariés ? Quel effort financier représente la cotisation salariale ? Par ailleurs, le vieillissement de la population pose pour les années à venir le problème du financement de la dépendance. L'offre de couverture complémentaire dépendance a connu un essor relativement important au cours de ces dernières années mais reste peu développée au sein des entreprises. Néanmoins, ce type de couverture peut présenter un intérêt pour les employeurs et les salariés, notamment en termes d'assistance financière et en nature aux salariés aidants.

L'enquête PSCE 2013 proposera un volet « établissements » et un volet « salariés ». Afin de disposer de suffisamment d'effectif pour pouvoir analyser des événements sur des sous populations d'établissements plus fines, la taille de l'échantillon sera, en fonction du budget de l'enquête, au minimum doublée. Un comité de pilotage sera mis en place pour accompagner la mise en place de l'enquête.

3.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2013

La base Hygie : enrichissement et exploitations

L'Irdes a construit une base de données couplant des informations individuelles sur les carrières issues de la Cnav à des données de liquidation de la Cnamts (Sniiram) pour analyser les mécanismes d'arrêts de travail des salariés du privé, en lien avec la nature et les spécificités des entreprises. Cette base Hygie est un panel d'environ 550 000 individus et 250 000 entreprises pour la période 2009 à 2012 qui permet l'analyse des relations « employeur-employé » dans le domaine de la santé.

En 2013, cette base sera enrichie d'autres données d'enquêtes et fichiers administratifs. Il s'agit notamment d'apporter des informations sur les contextes de travail avec l'enquête « changements organisationnels et informatisation » (COI) menée dans les entreprises. L'appariement des données individuelles avec les données administratives comme les DMMO-EMMO et les DADS-fichiers établissements sera également explorée.

3.3. Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2013

3.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2013

4. Aspects particuliers du programme 2013

4.1. Aspects « Territoires »

Sans objet

4.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

4.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

L'enquête ESPS a vocation à participer à l'évaluation des politiques publiques en santé, au travers de questionnements spécifiques ou grâce à sa dimension de panel.

4.4. Aspects «européens »

La préparation de l'enquête European Health Interview Survey (EHIS) de 2014 qui a débuté en 2011 en lien avec la Drees se poursuivra avec en particulier des analyses méthodologiques sur les modes de contact (téléphone vs face à face), des analyses qualitative des auto-questionnaires, des travaux sur les nomenclatures européennes de professions et de secteurs d'activité et la finalisation de la réflexion sur le protocole d'enquête.

5. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Enquêtes			
Enquête santé protection sociale (ESPS)	IRDES		Année sans enquête
Exploitation de fichiers administratifs			
Autres travaux répétitifs			
Eco santé	IRDES		Mis à disposition de séries statistiques permettant l'analyse des systèmes de santé

6. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

7. Liste des publications des chercheurs de l'Irdes 2011

1 - Questions d'économie de la santé en 2011

N° 171. [Surcoût des événements indésirables associés aux soins à l'hôpital. Premières estimations à partir de neuf indicateurs de sécurité des patients](#)
Nestrigue C., Or Z., 2011/12.

N° 170. [Le renoncement aux soins pour raisons financières : une approche économétrique](#)
Després C., Dourgnon P., Fantin R., Jusot F., 2011/11.

N° 169. [Le renoncement aux soins : une approche socio-anthropologique](#)
Després C., Dourgnon P., Fantin R., Jusot F., 2011/10.

- N° 168. [L'influence des États providence sur les conditions de vie des Européens de 50 ans et plus. Premiers résultats de l'enquête SHARELIFE sur les histoires de vie](#)
Briant N., Lenormand M-C., Sirven N., 2011/09.
- N° 167. [Le déremboursement des médicaments en France entre 2002 et 2010 : éléments d'évaluation](#)
Pichetti S., Sermet C., 2011/07-08.
- N° 166. [Récompense au travail ressentie et santé des seniors](#)
Lengagne P., 2011/06.
- N° 165. [Les personnes recourant aux 21 centres de santé de l'étude Epidaure-CDS sont-elles plus précaires ?](#) Afrite A., Bourgueil Y., Dufournet M., Mousquès J., 2011/05.
- N° 164. [Distances et temps d'accès aux soins en France métropolitaine](#)
Coldefy M., Com-Ruelle L., Lucas-Gabrielli V., 2011/04.
- N° 163. [Les transformations de l'offre de soins correspondent-elles aux préoccupations des usagers de médecine générale ?](#)
Krucien N., Le Vaillant M., Pelletier-Fleury N., (Cermes-Prosper) 2011/03.
- N° 162. [Le recours à l'Aide complémentaire santé : les enseignements d'une expérimentation sociale à Lille](#)
Guthmuller S., Jusot F., Wittwer J., en collaboration avec Després C., 2011/02.
- N° 161. [La complémentaire santé en France en 2008 : une large diffusion mais des inégalités d'accès](#)
Perronnin M., Pierre A., Rochereau T., 2011/01.

2 - Liste des documents de travail 2011

- N° 42 [Durée d'arrêt de travail, salaire et Assurance maladie : application microéconométrique à partir de la base Hygie](#)
Ben Halima M.A., Debrand T., 2011/09.
- N° 41 [L'influence des conditions de travail sur les dépenses de santé](#)
Debrand T., 2011/03.
- N° 40 [Social Capital and Health of Older Europeans](#)
Sirven N., Debrand T., 2011/02.
- N° 39 [Arrêts maladie : comprendre les disparités départementales](#)
Ben Halima M.A., Debrand T., Regaert C., 2011/02.
- N° 38 [Disability and Social Security Reforms: The French Case](#)
Behaghel L., Blanchet D., Debrand T., Roger M., 2011/02.
Paru dans : *NBER Working Paper* n° 17055. Cambridge : NBER, 2011/05, 33 p.
PSE Working paper n° 2011 – 02. Paris-Jourdan Sciences Economiques, 2011/01, 32 p.

3 - Rapports publiés en 2011

- 1848 L'enquête SHARE : bilan et perspectives. Actes du séminaire organisé par l'Irdes à Paris au ministère de la Recherche le 17 mai 2011. Rapport Irdes n° 1848, 54 pages.
- 1838 Les distances d'accès aux soins en France métropolitaine au 1^{er} janvier 2007, Coldefy M., Com-Ruelle L., Lucas-Gabrielli V., et Marcoux L. Rapport Irdes n° 1838, 2011/06, 121 pages.
- 1839 Les distances d'accès aux soins en France métropolitaine au 1^{er} janvier 2007 : Annexes méthodologiques, Coldefy M., Com-Ruelle L., Lucas-Gabrielli V., et Marcoux L. Rapport Irdes n° 1839, 2011/06, 135 pages.
- 1820 L'asthme en France en 2006 : prévalence, contrôle et déterminants, Afrite A., Allonier C., Com-Ruelle L., et Le Guen N. Rapport Irdes n° 1820, 2011/01, 118 pages.

4 - Articles publiés dans des revues scientifiques, institutionnelles et professionnelles en 2011

⇒ Revues scientifiques à comité de lecture

- 1862* Etat de santé des personnes âgées. [Sermet C.](#) In : Livre blanc de la gériatrie française – Gériatrie 2011, Claude Jeandel (coor). Paris : EVS Production, 2011, 30-37
- 1861* Do general practitioners overestimate the health of their patients with lower education?
Kelly-Irving M., Delpierre C., Schieber A.-C., Lepage B., Rolland C., [Afrite A.](#), Pascal J., [Cases C.](#), Lombrail P., Lang T., *Social Science & Medicine*, vol. 73, n°9, 2011/11, 1416-1421

- <http://www.sciencedirect.com/science/journal/02779536/73/9>
- 1849* Contribution of lifelong adverse experiences to social health inequalities: findings from a population survey in France. Cambois E., Jusot F., European Journal of Public health, vol.21,n° 5, 2011/10, 667-673
- 1845* Analysis of the impact of removing mucolytics and expectorants from the list of reimbursable drugs on prescription rates: A time-series analysis for France 1998-2010. Pichetti S., Sorasith C., Sermet C., Health Policy, vol.102, issues 2-3, 2011/10, 159-169
- 1841* Comparability of Health Care Responsiveness in Europe. Sirven N., Santos-Eggimann B., Spagnoli J., Social Indicators Research, 2011/06, en ligne, 17 p
<http://www.springerlink.com/content/m76t1476hv782440/>
- 1840* Soigner par la nature à la Réunion : l'usage des plantes médicinales comme recours thérapeutique dans la prise en charge du cancer. Després C., Anthropologie et santé, n° 2, 2011/05
- 1833* Crise et déficit de l'assurance maladie. Faut-il changer le paradigme ? Cornilleau G., Debrand T., In : Les finances publiques dans la crise, Revue de l'OFCE, n°116, 2011/01, 315-332
<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/116/r116-12.pdf>
- 1831* Situation testing: The case of health care refusal. Després C., Couralet P.-E., Revue d'Épidémiologie et de Santé Publique, vol 59, issue 2, 2011/04, 77-89
<http://www.sciencedirect.com/science/journal/03987620>
- 1828* L'influence à long terme du milieu social d'origine et du tabagisme des parents sur le tabagisme en France : les résultats de l'enquête Santé et protection sociale 2006. Bricard D., Jusot F., Tubeuf S., Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire. Numéro thématique - Inégalités sociales de santé. n° 8-9, 2011/03/08, 96-98
http://www.invs.sante.fr/beh/2011/08_09/beh_08_09_2011.pdf
- 1827* Do doctors and patients agree on cardiovascular-risk management recommendations post-consultation? The Intermède study. Schieber A.-C., Kelly-Irving M., Rolland C., Afrite A., Cases C., Dourgnon P., Lombrail P., Pascal J., Lang T. British Journal of General Practice, vol. 61, n° 584, 2011/03, 105-111
<http://www.ingentaconnect.com/content/rcgp/bjgp/2011/00000061/00000584/art00002>
- 1818* Policies to enhance prescribing efficiency in Europe: findings and future implications. Godman B., Shrank W., Andersen M., Berg C., Bishop I., Burkhardt T., Garuoliene K., Herholz H., Joppi R., Kalaba M., Laius O., Lonsdale J., Malmström R.E., Martikainen J.E., Samaluk V., Sermet C., Schwabe U., Teixeira I., Tilson L., Tulunay F.C., Vlahovic-Palcevski V., Wendykowska K., Wettermark B., Zara C., Gustafsson L.L., Frontiers in pharmacology, vol. 1, article 141, 2011/01, 1-16
http://www.frontiersin.org/pharmacoeconomics,_health_outcomes_and_pharmaceutical_medicine/10.3389/fphar.2010.00141/full

⇒ **Revue scientifique à comité de rédaction**

- 1858* Désavantages locaux et santé : construction d'indices pour l'analyse des inégalités sociales et territoriales de santé en France et leurs évolutions. Rican S., Rey G., Lucas-Gabrielli V., Bard D., Zeitlin J., Charreire H., Jouglu E., Salem G., Vaillant Z., Combier E., Oppert J.-M., Hercberg S., Castetbon K., Mejean C., Pampalon R., Environnement, risques et santé, vol.10, n°3, 2011/05-06, 211-215
http://www.revue-ers.fr/archives/sommaire.phtml?cle_parution=3542
- 1857* Le regroupement des professionnels de santé de premiers recours : quelles perspectives économiques en termes de performance ? Mousquès J. In : Le métier de médecin, Grignon M. (coord.), Revue française des affaires sociales, 2011/2 n° 2-3, p. 254-275
http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RFAS_112_0253
- 1856* Adhérer ou pas au CAPI : de quel clivage des généralistes le paiement à la performance est-il le révélateur ? Saint-Lary O., Plu I., Naïditch M. In : Le métier de médecin, Grignon M. (coord.), Revue française des affaires sociales, 2011/2 n° 2-3, p. 180-209

- <http://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2011-2-p-180.htm>
- 1850* Variations in preventive care utilisation in Europe. Jusot F., Or Z., Sirven N., European Journal of Ageing, 2011/10, 1-11
- 1844* L'évolution de la psychiatrie en France : novatrice, mais contrastée et inachevée. Coldefy M. La Santé de l'Homme, n°413, 2011/05-06
- 1832* La lutte contre les inégalités sociales de santé à travers les soins primaires : le grand soir ou les petits matins ? Bourgueil Y., Jusot F., ADSP (Actualité et dossier en santé publique), In : Les inégalités sociales de santé, n° 73, 2010/12, 38-40
<http://www.hcsp.fr/explore.cgi/adsp?ae=adsp&clef=113&menu=111282>
- 1825* Soins primaires : une voie d'avenir pour le système de santé français ? D'une approche globale centrée sur les besoins de base à une approche centrée sur l'organisation des soins. Bourgueil Y., Revue hospitalière de France, n°538, 2011/01-02, 12-16
<http://www.revue-hospitaliere.fr/Revue/Revue-Hospitaliere-de-France/Revue/538/Organisation-des-soins-primaires/Soins-primaires-une-voie-d-avenir-pour-le-systeme-de-sante-francais-D-une-approche-globale-centree-sur-les-besoins-de-base-a-une-approche-centree-sur-l-organisation-des-soins>
- 1817* Quels liens entre maladie et perte d'emploi ? Sermet C., Khat M., Santé & travail, n° 73, 2011/01, 2 p.

⇒ **Revue institutionnelles**

- 1860* Territoires de santé : comment les régions ont-elles organisé ce nouvel espace ? Coldefy M., Lucas-Gabrielli V. In : Les territoires de la santé. Guy Burgel, Jean-Marc Macé (eds). Villes en Parallèle, n°44, 2010/12, 131-147
- 1859* La géographie asilaire française : éléments d'analyse spatio-temporelle. Coldefy M. In : Les Territoires de la santé. Guy Burgel, Jean-Marc Macé (eds). Villes en Parallèle, n°44, 2010/12, 21-47
- 1852* Le territoire comme élément structurant de l'organisation des services de santé. Lucas-Gabrielli V., Coldefy M. Contact Santé, Hors-série n°4, 2011/09, 12-14
<http://www.elserevue.fr/wordpress/wp-content/uploads/2011/11/PARUTION-Sommaire-Territoires.pdf>
- 1837* Les inégalités sociales de santé. Jusot F., Cases C., In : Inégalités sociales de santé. Trannoy A. / éd. La Lettre du Collège des économistes de la santé, n°1, 2010/03, 2-4
http://www.ces-asso.org/docs/Let_CES_1-2010.pdf
- 1830* Comment évaluer les « vraies » dépenses de prévention en France ? Renaud T., Sermet C., La Lettre du Collège (CES), n°4, 2010/12, 2-4
http://www.ces-asso.org/docs/Let_CES_4-2010.pdf
- 1829* Coût de l'asthme en France. Laforest L., Com-Ruelle L., Broquet M., Devouassoux G., Van Ganse E., La Revue du Praticien, tome 61, n° 3, 2011/03, 336-338
- 1826* La réforme de la médecine de proximité. Deux questions à Yann Bourgueil, In Conseil constitutionnel et QPC : une révolution ? Regards sur l'actualité. Paris : la Documentation française, n° 368, 2011/02, page 5
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/3303332603688/>
- 1824* Mobilité et stabilité sur le marché du travail : une dualisation en trompe-l'œil. Amossé T., Ben Halima M.A. Connaissance de l'emploi, n°75, 2010/12, 1-4
http://www.cee-recherche.fr/fr/connaissance_emploi/75-mobilite-stabilite-marche-travail-dualisation.pdf

5 - Rapports ou chapitres de rapports publiés par d'autres éditeurs que l'Irdes en 2011

- 1855* France : Implementing homogeneous patient groups in a mixed market. Or Z., Bellanger M. In : Diagnosis-Related Groups in Europe. Moving towards transparency, efficiency and quality in hospitals, Busse R., Geissler A., Quentin W., Wiley M. (Eds). European Observatory on Health Care Systems Series. Maidenhead : Open University Press, 2011/11,

- 221-241
<http://mcgraw-hill.co.uk/html/0335245579.html>
- 1854* DRGs and quality: For better or worse? Or Z., Hakkinen U. In : Diagnosis-Related Groups in Europe. Moving towards transparency, efficiency and quality in hospitals, Busse R., Geissler A., Quentin W., Wiley M.(Eds). European Observatory on Health Care Systems Series. Maidenhead : Open University Press, 2011/11, 115-129
<http://mcgraw-hill.co.uk/html/0335245579.html>
- 1853* La tarification à l'activité, instrument bénéfique ou maléfique ? Or Z. In : L'hôpital en réanimation, Sous la Dir. de Mas B., Pierru F., Smolski N., Torrielli R. Broissieux : Editions du Croquant. 2011/11, 183-191
- 1851* The social economy of ageing: Job quality and pathways beyond the labour market in Europe. Pollak C., Sirven N. Working paper du Centre d'Economie de la Sorbonne, 2011, pp. 1-45
- 1847* Dépense de santé et accès financier aux services de santé : une étude du renoncement aux soins.
 Dougnon P., Després C., Jusot F., Fantin R. In : Les comptes de la santé 2010. Série Statistiques – Document de travail de la Drees n° 161, 2011/09, p. 85-96
<http://www.sante.gouv.fr/comptes-nationaux-de-la-sante-2010,9442.html>
- 1846* The French Health Care System. Or Z., Sirven N. In: Health Care Systems – A Global Survey. Dr Himanshu Sekhar Rout, 2011/07, 152-178
- 1843* Exercice de groupe et pratiques de prévention en médecine générale. Évrard I., Bourgueil Y., Le Fur P., Mousquès J., Baudier F. In Baromètre santé médecins généralistes 2009, Gautier A., dir. Saint-Denis : Inpes, coll. Baromètres santé, 2011/06, 221-237
<http://www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1343.pdf>
- 1842* Présentation de l'enquête : méthode et profil des médecins généralistes. Gautier A., Beck F., Évrard I. In Baromètre santé médecins généralistes 2009, Gautier A., dir. Saint-Denis : Inpes, coll. Baromètres santé, 2011/06, 23-40
<http://www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1343.pdf>
- 1836* Disparities in Regular Health Care Utilisation in Europe. Sirven N., Or Z., In : The Individual and the Welfare State. Life Histories in Europe. Borsch-Supan A., Brandt M., Hank K., Schroder M. (Eds). Heidelberg : Springer-Verlag, 2011, 241-254
<http://www.springerlink.com/content/q2v2131542524664/>
- 1835* Disability and social security reforms: The French case. Behaghel L., Blanchet D., Debrand T., Roger M., NBER Working Paper n° 17055. Cambridge : NBER, 2011/05, 33 p
http://www.nber.org/papers/w17055.pdf?new_window=1
- 1834* Etat de santé des travailleurs indépendants selon le secteur professionnel. Sermet C. In : Stress au travail et santé. Situation chez les indépendants, Collection : Expertise collective. Paris : Inserm, 2011/04, 83-97
- 1823* Disability and social security reforms: The French case. Behaghel L., Blanchet D., Debrand T., Roger M., Working paper n° 2011 – 02. Paris : PSE, 2011/01, 32 p.
<http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/55/67/22/PDF/wp201102.pdf>

Ministères des Affaires sociales et de la santé, de l'Economie et des finances, du Travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)

1. Exposé de synthèse

La DREES exerce une double mission au sein des ministères sanitaires et sociaux :

- ▶ Elle éclaire le débat économique et social en produisant une information statistique régulière, en réalisant des études et en suscitant les recherches dans les domaines de la santé et de la solidarité.
- ▶ Elle éclaire la conception et la mise en œuvre des politiques publiques dans ces domaines au sein des Ministères concernés, par la production d'analyses prospectives et par le suivi et l'évaluation des résultats et des impacts économiques et sociaux des politiques menées.

Le programme de statistiques de la DREES pour 2013 s'inscrit dans cette double mission. Il s'efforce notamment d'intégrer les demandes d'analyses et de statistiques formulées par les ministres, les partenaires sociaux et par les directions de l'administration.

2. Travaux nouveaux pour 2013

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquête nationale de santé en milieu scolaire

La préparation de l'enquête nationale de santé en milieu scolaire auprès des élèves en classe de CM2, qui sera collectée pendant l'année scolaire 2014-2015, commencera dès la fin de l'année 2012 ; elle impliquera l'ensemble des partenaires de l'enquête : DREES et DGS pour le ministère de la santé, DGESCO et DEPP pour le ministère de l'éducation nationale, avec l'appui de l'InVS. *Demande d'opportunité en 2013*

Enquête Conditions de travail 2012

La Drees finance une extension de l'enquête sur les Conditions de travail, pilotée par la Dares et l'Insee, sur le champ des salariés des établissements de santé. Cette enquête comporte deux volets : un volet « salarié » (entretien de 50 mn en face à face) et un volet « établissements de santé », par voie postale. L'opportunité du CNIS pour l'enquête nationale a été obtenu en 2010 et il a été confirmé sur le champ relatif aux extensions en 2012.

L'enquête auprès des salariés sera sur le terrain d'octobre 2012 à février 2013, celle auprès des employeurs aura lieu de novembre 2012 à août 2013.

Panel des médecins généralistes

Après le Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice des médecins généralistes réalisé par la DREES et l'ORS Paca de 2010 à 2012, qui s'est déroulé en 5 vagues d'enquêtes sur des thématiques diverses (vaccination, organisation du cabinet, prise en charge de la dépression, des personnes âgées dépendantes...), sur un échantillon de 2000 médecins (1000 au niveau national et 1000 ciblés sur 3 régions), un nouveau Panel sera reconduit dès la fin 2013, jusqu'en 2015. Son format resterait proche de celui du précédent panel (taille de l'échantillon, mode de collecte) mais des aménagements et de nouvelles thématiques seront proposés .

Enquête qualitative sur l'emploi du temps des infirmiers hospitaliers

Le but de l'enquête qualitative sur l'emploi du temps des infirmiers hospitaliers est de confronter les connaissances actuelles en matière de rythme de travail et d'emploi du temps à l'hôpital avec la réalité du terrain, en particulier dans le public. Il s'agit donc d'aborder, de façon qualitative (entre 50 et 100 entretiens semi-directifs), l'emploi du temps, les modes d'organisation et les conditions de travail des infirmiers. Les résultats compléteront ceux de l'enquête quantitative sur les conditions de travail pilotée par la Dares en 2012-2013, pour laquelle la Drees finance une extension sur le champ de l'hôpital.

Enquête sur les urgences hospitalières

L'enquête sur les urgences hospitalières aura pour objectif la connaissance de la diversité des organisations et des fonctionnement des services d'accueil des urgences ainsi que la compréhension de l'augmentation des recours au dispositif de prise en charge des urgences après les changements de contexte législatif et réglementaire (décrets urgences de 2006, permanence des soins ambulatoires, modifications intervenues depuis la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, dite loi HPST). Elle vient, d'une part, compléter les informations issues des recueils administratifs relatives aux moyens humains et techniques et à l'organisation de chaque service d'accueil des urgences (SAU), et d'autre part préciser pour chaque patient sujet de l'enquête la genèse et les caractéristiques du recours à un SAU.

Il s'agit de la reconduction d'une enquête réalisée en 2002. Le format de la nouvelle enquête a été défini après étude préalable des besoins et sources d'information : analyse bibliographique, entretiens institutionnels et analyse qualitative du fonctionnement des urgences dans cinq territoires. *Le projet a été présenté lors de la commission Services publics et services aux publics du CNIS du 13 juin 2013 qui lui a donné un avis d'opportunité favorable.*

Enquête Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants de 2013 (avis d'opportunité obtenu en novembre 2011).

L'enquête de 2013 est la troisième édition de l'opération après celles de 2007 et de 2002. Elle permet d'apporter une vision globale sur la question des modes de garde des jeunes enfants et, à ce titre, intéresse particulièrement la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), le Haut conseil de la famille et les chercheurs travaillant sur les thèmes de la petite enfance et de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. L'enquête présente l'originalité de placer l'enfant au centre de l'interrogation, la situation de chaque enfant y étant décrite de manière individuelle. Cette enquête d'initiative nationale a pour objectif principal, comme les précédentes éditions de dresser un panorama des différentes solutions de garde, formelles ou informelles, utilisées par les parents pour leurs enfants de moins de 7 ans. Les principaux thèmes abordés portent sur les modes de garde et d'accueil pour chaque enfant de moins de 7 ans, les combinaisons de ces modes d'accueil et de garde sur une semaine type, la situation détaillée des parents par rapport à l'emploi et leurs horaires de travail, le coût des modes de garde et d'accueil, les opinions des parents sur les services d'accueil et de garde.

Enquête ES difficulté sociale 2012

L'enquête auprès des établissements et services pour les adultes ou enfants en difficulté sociale a lieu tous les quatre ans.

Cette enquête est la source de référence pour connaître, par catégorie d'établissements, les caractéristiques des places, le personnel et les publics accueillis dans les établissements d'hébergement social et de la protection de l'enfance. Les DRJSCS et la DRHIL tiennent une place d'importance pour son bon déroulement.

Le champ de l'enquête ES difficulté sociale se compose de deux parties : une partie « adultes », qui concerne les établissements d'hébergement social et du logement accompagné (résidences sociales, FJT, FTM) ; une partie « enfants », qui concerne les établissements relevant de l'aide sociale à l'enfance (ASE).

L'enquête sur la situation de référence 2012, collectée au début 2013, sera étendue aux foyers, aux places d'urgence pour demandeurs d'asile gérées par l'État.

Echantillon inter-régimes de retraités (EIR) 2012.

L'EIR collecte auprès des régimes de retraite de base et complémentaires des informations sur les montants de pension sur un échantillon de personnes afin de connaître l'ensemble des pensions reçues par les personnes de l'échantillon. Il permet de produire des statistiques « tous régimes ». L'EIR est collecté tous les quatre ans. La collecte des données de l'EIR 2012 aura lieu en 2013.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

En 2013 sera réalisé en collaboration avec l'Insee un nouvel appariement des déclarations fiscales des foyers des professionnels libéraux (2042, DGFiP) relatives à leurs revenus de 2011 et leurs données d'activité libérale (Cnamts) de la même année. Cette source s'étant avérée précieuse pour la connaissance des revenus des médecins, mais aussi des autres professions de santé libérales : distribution, déterminants, analyse des dépassements, simulation de mesures de régulation des honoraires... L'appariement étant déjà disponible pour les années 2005 et 2008, la récupération de 2011 permettra de commencer à disposer de suffisamment de recul pour exploiter la dimension panel, les données étant appariables entre elles.

La DREES renouvelle en 2012 la collecte de données individuelles de bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) auprès des conseils généraux. L'opération avait déjà été menée en 2008. En 2013, la DREES exploitera cette nouvelle remontée de données, en actualisation les projections de bénéficiaires de l'APA et les calculs de reste à charge. Une étude plus spécifique sur l'ASH devrait pouvoir être menée à partir de cette nouvelle source.

L'échantillon national inter-régimes d'allocataires de minima sociaux (ENIAMS) est enrichi avec le panel DADS. Son exploitation donnera lieu à une publication en 2013 sur l'emploi et le retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux.

Le développement d'un modèle de micro simulation des carrières tous régimes de retraite, basé sur l'échantillon inter-régimes des cotisants (EIC), sera poursuivi en 2013.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux pour 2013

Les sources administratives sur l'emploi et les salaires dans le public (SIASP) seront mobilisées pour étudier les non-titulaires (effectifs, rémunération, évolutions de carrière...). Ces travaux se feront en lien avec l'Insee, la DGAFP et la DGCL, et des comparaisons seront ainsi possibles avec les non-titulaires de la FPE et de la FPT.

La DREES a depuis plusieurs années investi dans l'exploitation des recueils médico-économiques produits par l'ATIH à partir de données déclarées par les établissements (bases PMSI). L'expertise acquise sur chaque fichier pris indépendamment est maintenant suffisante. En 2012, des travaux de chaînage entre les différentes bases PMSI-MCO, PMSI-SSR, PMSI-HAD et RIM-P ont donc débuté. Il s'agira de reconstituer sur la période la plus longue possible le parcours hospitalier d'un patient donné identifié par une clé unique. Une méthodologie doit être mise en place pour retrouver la chronologie exacte et l'enchaînement des séjours. En effet la date de séjour n'est pas disponible dans les bases pour des raisons évidentes d'anonymat. Est calculé en revanche un délai entre la date d'admission en hospitalisation et une date fictive générée automatiquement et constante pour une même clé patient. Le chaînage permettra de mettre le patient au cœur de l'analyse, de ne plus compter des séjours dans l'un ou l'autre champ (MCO, SSR, HAD et Psychiatrie) mais bien des patients pris en charge et de commencer à regarder leur parcours de soins. Évidemment ces analyses nécessiteront de définir ce qu'on appelle un parcours de soins. Les sujets d'études potentielles sont nombreux.

La Drees a collecté en 2011 l'enquête quadriennale auprès des établissements et services pour personnes handicapées, dite « ES handicap » et en 2012 l'enquête quadriennale auprès des établissements d'hébergement des personnes âgées (dite « EHPA »). L'année 2013 sera consacrée à l'exploitation de ces deux enquêtes. L'exploitation de l'enquête ES « handicap » 2010 permettra notamment d'approfondir les connaissances sur les temps partagés entre prise en charge des enfants handicapés par le milieu scolaire et par le médico-social. De son côté, l'enquête EHPA 2011 contient un nouveau questionnement sur les outils de gestion et les données tarifaires des établissements qui, si la qualité des réponses le permet, pourra être mobilisé pour des études nouvelles.

La DREES continuera d'investir la question de la dépendance des personnes âgées, en conduisant des études sur les restes à charges, la prise en compte du patrimoine dans le financement de la dépendance ou, encore, la substitution entre aide formelle et aide informelle. La DREES débutera également les travaux de conception d'une enquête en population générale sur la dépendance prévue pour 2015, visant à améliorer notre connaissance des reste à charge..

Après avoir finalisé avec le groupe d'exploitation l'apurement des bases de l'enquête Famille et logements, la Drees mènera des réflexions visant à éclairer la question du recours aux modes

d'accueil des jeunes enfants à un niveau plus fin que le niveau national. Elle étudiera par ailleurs la possibilité d'enrichir les informations apportées par l'enquête sur la demande de garde par des éléments contextuels sur l'offre de garde dans les communes enquêtées.

La Drees continuera également ses travaux sur le veuvage à partir de l'enquête Patrimoine 2010 de l'Insee en s'intéressant notamment aux revenus des personnes veuves.

La Drees poursuivra par ailleurs son investissement sur la thématique de la jeunesse, en s'intéressant à la question de leur mode de vie et des inégalités au sein de cette tranche d'âge.

A partir d'études qualitatives, la Drees s'intéressera à la question de l'accueil des jeunes enfants de familles en difficultés ainsi que les questions de continuité/discontinuité de la prise en charge des enfants entre les différents lieux d'accueil et d'éducation qu'ils fréquentent.

3 - Opérations répétitives

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ					
SAE	Enquête administrative Annuelle	Établissements de santé publics et privés (lucratifs et non lucratifs)	Exhaustif	- Équipement, plateaux techniques - Activité - Personnel médical et non médical par établissement et par discipline	Mise à disposition des résultats sur internet : http://www.sae-diffusion.sante.gouv.fr Publication annuelle d'un ouvrage sur les établissements de santé http://www.drees.sante.gouv.fr/le-panorama-des-etablissements-de-sante-edition-2011,10175.html Publications d'études : Exemple : Évolution de l'offre et des prises en charge hospitalières entre 2001 et 2009, DSS n°25, mars 2012
Rapports d'activité de psychiatrie	Enquête administrative Périodicité à définir (quinquennale)	Ensemble des établissements ayant une activité de psychiatrie et structures extrahospitalières associées	Exhaustif	- Activité - Personnel - Patients - Organisations des soins - Pratiques professionnelles - Unités spécifiques	Base simplifiée mise en ligne Cartographie régionale de l'offre de soins en santé mentale http://www.drees.sante.gouv.fr/cartographie-regionale-de-l-offre,8450.html
Recueils médico-économiques sur l'activité des établissements de santé (PMSI)	Exploitation statistique de remontées administratives Annuelle	Établissements de santé publics et privés (lucratifs et non lucratifs)	Exhaustif Un recueil pour le court-séjour (médecine / chirurgie / obstétrique), un recueil pour le moyen séjour, un recueil pour la psychiatrie et un recueil pour l'hospitalisation à domicile	-caractéristiques des patients (âge / sexe) - mode de prise en charge - pathologies traitées - durées de séjour - modes d'entrée/sortie - code postal de résidence du patient - code commune de l'établissement de santé dans lequel le patient est pris en charge	Dossiers et fiches dans le panorama des établissements de santé Nombreuses études Évolution des parts de marché dans le court-séjour entre 2005 et 2009 (ER 785, novembre 2011) Travaux sur l'accès aux soins À quelle distance de chez soi se fait-on hospitaliser ? (ER 754, février 2011)

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Comptes financiers des établissements de santé	Exploitation des comptes des hôpitaux publics (bases DGFIP) et des cliniques privées (données COFACE) Annuelle	Établissements de santé publics et privés lucratifs	Éhaustif sur les hôpitaux publics et quasi exhaustif sur les cliniques (redressement)	-Résultat net -Rentabilité économique -Capacité d'autofinancement -Taux d'endettement -Effort d'investissement	Fiches ou éclairages dans les ouvrages Comptes nationaux de santé et panorama des établissements de santé Études : L'évolution de la situation économique et financière des cliniques privées à but lucratif entre 2009 et 2010 (ER 798, mars 2012)
Étude de l'accès géographique aux soins	Mobilisation de l'ensemble des bases de données existantes pour étudier spécifiquement l'accès aux soins 1ère année considérée 2010 Actualisation tous les 3 ou 4 ans	Soins de premiers recours et soins hospitaliers de court-séjour	Exhaustif Sur les professionnels de premier recours et l'hôpital (médecine / chirurgie / obstétrique)	-Temps d'accès au plus proche -Temps d'accès effectif -Flux de patients -Aires d'attraction des établissements de santé	Les disparités territoriales d'accès aux soins hospitaliers : comparaison de deux spécialités (ER 794, mars 2012)
PROFESSIONS DE SANTÉ					
ADELI RPPS	Système d'information national sur les professionnels de santé	Professionnels de santé, du social et psychologues	Exhaustif	état civil - situation professionnelle - activités exercées	Documents de travail N°167 février 2012 N°168 mars 2012
Écoles de formation aux professions de santé	Enquête menée en commun avec le Ministère de l'Enseignement supérieur, la DGS et les DRJSCS. Annuelle	140 000 étudiants pour l'enquête 2010 2011	Exhaustif	- Effectifs des élèves - Nombre de diplômés - Origines sociales et géographiques	Document de travail N° 165 février 2012
Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale	Avec le concours des observatoires régionaux de la santé (ORS) et des unions régionales de médecins libéraux (URPS-ML) de 3 régions 1 vague d'enquête tous les 6 mois. Renouvellement du panel en 2013 : première vague au 4ème trimestre.	Médecins généralistes	Échantillon : 1000 médecins représentatifs à l'échelon national + 1000 médecins dans 3 régions (Paca, Pays-de-la-Loire, Bourgogne)	- cadre d'activité, - environnement professionnel - rythmes de travail, - pratiques de prise en charge	Études et résultats N° 770 juillet 2011 N° 797 mars 2012

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Revenus libéraux des professions de santé	Rapprochement des données fiscales (DGFiP) et de l'Assurance maladie 1ère méthode : utilisation des taux de charge déclarées dans les BNC (périodicité : annuelle) 2e méthode : appariement entre honoraires issus de la Cnamts et déclarations de revenus 2042 (périodicité : tous les 3 ans ; prochain appariement en 2013 sur données 2011)	Professions de santé libérales	Exhaustif	Honoraires Charges Revenus salariaux complémentaires....	Études et résultats N° 786 décembre 2011 Comptes nationaux de la santé 2010, Drees, novembre 2011
Salariés des établissements de santé	Exploitation des déclarations sociales de salaire sur le champ hospitalier : DADS (champ privé) et SIASP (champ public). Annuelle	Salariés des établissements de santé	Exhaustif	Effectifs Salaires profession	Insee Références Emploi et salaires – édition 2012
ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION					
Santé de la mère et de l'enfant	Exploitation des certificats de santé 8ème jour, 9ème et 24ème mois Annuelle	Département	Exhaustif	-caractéristiques socio-démographiques et médicales des enfants- profession, âge de la mère -déroulement de la grossesse et de l'accouchement	Documents de travail série « Sources et méthodes » N°12, 13, 14 juin 2010 n°27, 28 et 29 juin 2012
Enquête en milieu scolaire	Examens de santé réalisés par la médecine scolaire Annuelle entre 1999 et 2009 ; tous les 2 ans à partir de l'année scolaire 2012-2013	Balayage successif de plusieurs classes d'âge(bilan à 6 ans, en classe de 3ème, en CM2), un niveau scolaire interrogé tous les 6 ans	Sondage stratifié par académie	Poids et taille, pathologies chroniques, vaccination, asthme et allergies, vision/audition, accidents de la vie courante	Études et résultats N° 573 mai 2007 N° 632 avril 2008 N° 737 septembre 2010
Suivi des IVG	Depuis 2001, la SAE sert d'unique référence pour la série du nombre d'IVG couvrant les années 1995 et suivantes. La structure par âge des femmes ayant eu recours à une IVG est celle du PMSI. Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	Nombre Structure par âge Répartition selon le mode d'intervention	Études et résultats N° 624, février 2008 N°713 décembre 2009 N° 765 juin 2011 N°804 juin 2012
DÉPENSES DE SANTÉ ET RELATIONS AVEC L'ASSURANCE MALADIE					

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Centralisation des documents comptables des établissements de santé	Exploitation des comptes administratifs et des budgets des établissements de santé. Annuelle	Établissements de santé	Échantillon		Comptes nationaux de santé n+1 n° 137, septembre 2009 N° 740 septembre 2010
Enquête auprès des organismes complémentaires	Enquête annuelle	Mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustive des institutions de prévoyance	Échantillon de mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustive des institutions de prévoyance	-activité des opérateurs complémentaires de l'assurance maladie -population couverte -cotisations et remboursements proposés par domaine (hospitalisation, dentaire, ...).	Études et résultats N° 752 février 2011 N° 789 février 2012
Médicament à l'hôpital	Recueil annuel	Établissements de courts séjours (MCO) de long séjour (SSR) et psychiatriques. France métropolitaine +DOM	Exhaustif	achats de médicaments par les établissements (prix et quantités) consommations réparties entre médicaments dispensés dans les unités de soins et ventes au public (rétrocession)	Fiche molécules onéreuses in Panorama des établissements de santé-édition 2011
COLLECTIVITES LOCALES					
Enquête sur la Protection Maternelle et Infantile	Exploitation d'informations administratives transmises via les conseils généraux Annuelle	Données transmises par les Conseils Généraux	Exhaustif	- Nombre d'établissements - Place d'accueil - Personnel-Consultations-Établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans	Document de travail N° 163, novembre 2011 Études et Résultats N° 803 juin 2012
Enquête auprès des établissements de formation aux professions sociales	Enquête annuelle	Établissements de formation, étudiants	Exhaustif	nombre d'étudiants en formation nombre de diplômes	Document de travail N° 165, janvier 2012 Études et Résultats N°781, novembre 2011
Bénéficiaires de l'Aide Sociale : -aux personnes âgées -aux personnes handicapées - à l'enfance Dépenses de l'aide sociale	Exploitation annuelle de formulaires normalisés transmis aux départements (Conseils Généraux) et de questionnaires remplis par les DDCCS (État) Remontée administrative	Départements DDCCS	Exhaustif : 100 DDCCS et 100 départements	- Bénéficiaires par forme d'aide - Dépenses brutes et nettes pour les départements par forme d'aide - suivi et évaluation des Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)	Études et Résultats N° 787 janvier 2012 Document de travail N° 156, avril 2011 Études et Résultats N° 792, mars 2012 Document de travail N°169, juin 2012
Personnels des conseils généraux pour l'aide sociale	Enquête annuelle	Départements	Exhaustif : 100 départements	ETP	
LUTTE CONTRE L'EXCLUSION					

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Base de données sur les minima sociaux	Tableaux de synthèse des gestionnaires de minima sociaux (CNAF, UNEDIC...) Semestrielle	Bénéficiaires	Exhaustif	Caractéristiques socio-démographiques (âge, sexe, situation familiale, diplôme, départements de résidence, ancienneté dans le dispositif)	Études et Résultats Annuel sur l'ensemble : n° 756, mars 2011 N°744 novembre 2010 N°727 mai 2010 Ouvrage annuel, Collection Études et statistiques Minima sociaux et prestations sociales en 2009. La redistribution au bénéfice des ménages modestes , juillet 2011 Les minima sociaux en 2008-2009. Années de transition , juillet 2010
ES (difficulté sociale)	Enquête Quadriennale	Établissements et services pour enfants sous protection administrative - adultes et famille en difficulté sociale	Exhaustif (10 000 établissements et services)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats n° 778, octobre 2011. n° 777, octobre 2011. n° 766, juin 2011. n° 743, novembre 2010. n°738 septembre 2010 Documents de travail série Statistiques n° 166, février 2012.
Échantillon national inter-régimes de d'allocataires de minima sociaux ENIAMS	Constitution de la septième vague de à partir de l'appariement du même échantillon démographique avec les fichiers administratifs d'allocataires au 31 décembre	Allocataires ou anciennement allocataires du RMI de l'API et de l'ASS ou de l'AAH.	Échantillon	Permet d'apprécier les flux d'entrées et de sorties des quatre régimes de minimum social et les transitions entre régimes	Études et Résultats n° 782, novembre 2011 N° 727 mai 2010 N° 680 février 2009 N° 683 mars 2009 Ouvrage annuel, Collection Études et statistiques Minima sociaux et prestations sociales en 2009. La redistribution au bénéfice des ménages modestes , juillet 2011 Les minima sociaux en 2008-2009. Années de transition , juillet 2010
RETRAITES					
Échantillon inter-régimes de retraités EIR	Exploitation statistique et consolidation des fichiers de caisses de retraite. Enrichissement du fichier à partir des DADS, du fichier de paye de la fonction publique et du fichier UNEDIC.	Individus nés en 1909, 1912, 1915, et générations paires entre 1918 et 1974, toutes les générations entre 1954 et 1942 : la quasi-totalité des caisses	Environ 150 000 en 2004, environ 200 000 en 2008	- Montant des retraites par individu - Durée des cotisations - Age à la liquidation - Données socio-démographiques - Dernière catégorie socioprofessionnelle - Dernier salaire d'activité ou indemnité chômage	Les retraités et les retraites en 2010*, ouvrage annuel, mars 2012 Le modèle ANCETRE : Actualisation annuelle par Calage pour l'Estimation Tous Régimes des Effectifs de retraités Série Sources et méthodes N° 24, septembre 2011

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S), OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Échantillon inter régimes de cotisants EIC	Exploitation statistique des données fournies par organismes gestionnaires des régimes de retraite obligatoires, l'Unedic, l'INSEE et services de l'État concernés	Individus nés entre le 1er et 12 octobre 1934 ou entre le 1er et le 10 octobre des années 1938, 1942, 1946, 1950, 1954, 1958, 1962, 1966, 1970, 1974	Échantillon de cotisants	- données socio-démographiques - situation d'activité et conditions d'emploi, durée de carrière, durée d'affiliation, montant des droits acquis...	Profils individuels des revenus d'activité au cours de la carrière Série Études et Recherche N° 103, décembre 2010 Le modèle PROMESS : Projection « méso » des âges de cessation d'emploi et de départ à la retraite Série Études et Recherche N° 102, décembre 2010
Suivi des bénéficiaires du minimum vieillesse	Exploitation statistique des fichiers d'allocataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse des caisses de retraite concernées	Allocataires	Exhaustif pour 12 caisses d'assurance vieillesse représentant 90% du total	- Sexe - Age - État matrimonial - Nationalité - Département de résidence	Les retraités et les retraites en 2010', ouvrage annuel, mars 2012 Document de travail N° 129 mars 2009
Épargne retraite Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées.	Système d'information statistique obligatoire. Données recueillies auprès des sociétés de gestion en épargne salariale, des sociétés d'assurance, des mutuelles et d'institutions de prévoyance	Données agrégées	France entière	Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées.	Les retraités et les retraites en 2010', ouvrage annuel, mars 2012 Études et Résultats N° 685 avril 2009 N° 626, février 2008
Enquête annuelle auprès des caisses de retraites	Exploitation statistique de données administratives		Quasi-totalité du champ des retraités : onze régimes de base et cinq complémentaires		Les retraités et les retraites en 2010', ouvrage annuel, mars 2012 Document de travail N° 86 mars 2009 Études et Résultats N°722 avril 2010
HANDICAP, DEPENDANCE					
Enquête trimestrielle sur les bénéficiaires de la prestation compensatrice du handicap (PCH)	Exploitation statistique de remontées d'informations des conseils généraux et des caisses de retraite	Département	France entière	- Nombre de bénéficiaires - Caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires - Montant moyen de la prestation	Mise à disposition des résultats sur internet et des notes trimestrielles d'exploitation
ES (handicap)	Enquête Quadriennale	Établissements et services pour - enfants handicapés - adultes handicapés	Exhaustif (10 000 établissements et services)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N°738 septembre 2010 Document de travail N° 141, janvier 2010 N° 148 septembre 2010

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
EHPA	Enquête Quadriennale	Établissements d'hébergement pour personnes âgées	Exhaustif (10 000 établissements)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N°699-aout 2009 N° 689 mai 2009 Document de travail N°142 janvier 2010
Département « méthodes et systèmes d'information »					
FINISS Fichier national des établissements sanitaires et sociaux	Répertoire des structures autorisées à installer des équipements sanitaires ou sociaux (Entité Juridique) et des lieux dans lesquels sont installés ces équipements et s'exercent les activités de soins ou de service social correspondant (Établissement).	Établissements sanitaires et sociaux	Exhaustif	Type d'établissement Catégorie Discipline Capacité Tarif Participation au service public hospitalier	En consultation internet
Sous-Direction « Synthèse, Etudes Economiques et Evaluation					
Les comptes de la protection sociale en 2007	Fiches thématiques - Vue d'ensemble	Les prestations de protection sociale perçues par les ménages Les ressources (hors transferts) de l'ensemble des régimes de protection sociale	Exhaustif		Document de travail, série statistiques, N° 170, juin 2012

4 - Allègement de la charge statistique des entreprises

Néant

5 - Aspects particuliers du programme 2012

5.1 Aspects territoriaux

La DREES et l'IRDES, au travers d'une convention pluriannuelle d'objectif (2011-2013) poursuivront leurs travaux sur les distances d'accès aux soins - hospitaliers et de ville - en temps et en kilomètres et développeront des approches complémentaires mêlant distances d'accès et densité de professionnels. Des analyses approfondies seront réalisées à partir de l'enquête Santé et protection sociale (ESPS) sur les déterminants de l'accès aux soins, tant du côté des patients que de celui de l'offre de soins, ou encore des caractéristiques du territoire. L'objectif est de mettre à disposition des ARS de véritables outils au service des politiques régionales de santé. L'évaluation des Schémas Régionaux d' Organisation des Soins (SROS) constitue la première démarche à laquelle ces travaux pourront contribuer au niveau régional dès 2012.

5.2 Aspects « environnement et développement durable »

Néant

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

5.4. Aspects « européens »

La DREES poursuivra la préparation de la prochaine enquête de santé européenne de 2014, à la fois en négociant le règlement communautaire qui sera adopté fin 2012 en participant aux différents groupes de travail Eurostat et en travaillant avec l'IRDES à la refonte de leur enquête *Santé et protection sociale* pour qu'elle puisse devenir le support qui permettra à la France de répondre à un rythme quinquennal à la demande européenne

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Enquête Handicap-incapacité-dépendance santé	DREES	Collecte 2013	Collecte de l'enquête européenne	
Enquête sur les liens entre santé, conditions de travail et parcours professionnels (SIP, deuxième vague)	DREES	Collecte 2010		Collecte réalisée au dernier trimestre 2010
Enquête nationale périnatale	DREES	Collecte 2009	Report 2010	L'enquête nationale périnatale 2010 a concerné toutes les naissances ayant eu lieu pendant la semaine du 15 au 21 mars 2010
Enrichissement enquête assurance maladie complémentaire	DREES	Collecte 2010	Report 2011	Passage en opportunité et au label en 2011
Effectifs et revenus des professionnels de santé	DREES	Collecte 2009	Disponibilité des données en 2011	Poursuite des travaux d'expertise des DADS
Rénovation de la collecte RAPSY	DREES	Collecte second semestre 2009	Disponibilité des données : deuxième trimestre 2011	
Enquête ENEIS	DREES	2009 puis 2013	Disponibilité des données en 2010	Premiers résultats + études associées présentées lors du colloque du 24/11/2010
Enquête modes de garde	DREES	2012		
Échantillon interrégime de cotisants (EIC)	DREES	Collecte en 2010 et 2011	Disponibilité des données en 2012	
Échantillon interrégime de retraités (EIR)	DREES	Collecte en 2012	Disponibilité des données en 2014	

7 - Diffusion des travaux

Nombre d'études simples publiées à la DREES, il s'agit d'ER ou fiches d'ouvrages (y compris hors DREES comme les TEF ou France portrait social) : 270 DREES

Nombre d'études complexes publiées à la DREES, il s'agit d'articles DSS, articles de revue, articles d'ouvrage, document de travail série recherche, études, etc... : 115 études complexes

Nombre d'études publiées sur des supports hors DREES : 40

Le sommaire est développé ci-après pour chaque ouvrage.

ÉTUDES ET RÉSULTATS

- N° 786 - Les honoraires des professionnels de santé libéraux entre 2008 et 2010
- N° 785 - Évolution des parts de marché dans le court-séjour entre 2005 et 2009
- N° 784 - Surcoût des événements indésirables associés aux soins à l'hôpital
- N° 783 - Les motifs de recours à l'hospitalisation de court séjour en 2008
- N° 782 - Les allocataires du RSA fin juin 2011 et leurs trajectoires
- N° 781 - Les étudiants en formation sociale ou de santé pour l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie
- N° 780 - L'évolution de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) de 2002 à 2009 - Série révisée
- N° 779 - Les enfants scolarisés à 2 ans vont à l'école surtout le matin et rarement l'après-midi
- N° 778 - 50 000 enfants et adolescents en difficulté sociale hébergés en établissements. Résultats de l'enquête ES 2008
- N° 777 - L'hébergement d'urgence en CHRS. Résultats de l'enquête ES 2008
- N° 776 - Les maternités en 2010 - Premiers résultats de l'enquête nationale périnatale
- N° 775 - La situation périnatale en France en 2010 - Premiers résultats de l'enquête nationale périnatale
- N° 774 - Les modalités de prise en charge des fractures du col du fémur en France de 1998 à 2009
- N° 773 - Les Comptes nationaux de la santé en 2010
- N° 772 - Les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne et de la prestation de compensation du handicap : deux populations bien différentes
- N° 771 - L'implication de l'entourage et des professionnels auprès des personnes âgées à domicile
- N° 770 - Attitudes et pratiques des médecins généralistes de ville relatives à la vaccination en général et à celle contre la grippe A/H1N1 en 2009
- N° 769 - Les prestations familiales et de logements en 2009
- N° 768 - Le parcours des étudiants en école de sages-femmes
- N° 767 - Les affectations des étudiants en médecine à l'issue des épreuves classantes nationales en 2010
- N° 766 - L'hébergement social (hors urgence) : 70 000 personnes sans logement accueillies en établissements
- N° 765 - Les interruptions volontaires de grossesse en 2008 et 2009
- N° 764 - Distances et temps d'accès aux soins en France métropolitaine
- N° 763 - L'offre d'accueil des enfants de moins de 3 ans en 2009
- N° 762 - Les dépenses d'aide sociale départementale en 2009
- N° 761 - Les événements indésirables graves dans les établissements de santé : fréquence, évitabilité et acceptabilité
- N° 760 - La démographie des infirmiers à l'horizon 2030
- N° 759 - La profession d'infirmière : situation démographique et trajectoires professionnelles
- N° 758 - Les retraites perçues fin 2008
- N° 757 - Les retraités et les retraites en 2009
- N° 756 - Les allocataires de minima sociaux en 2009
- N° 755 - Les Comptes de la protection sociale en 2009
- N° 754 - À quelle distance de chez soi se fait-on hospitaliser ?
- N° 753 - Éducation thérapeutique des patients et hospitalisation à domicile
- N° 752 - Les contrats les plus souscrits auprès des complémentaires santé en 2008
- N° 751 - Prendre un congé parental total : une décision qui dépend essentiellement du nombre d'enfants et de l'emploi occupé auparavant
- N° 750 - Situations professionnelles à l'entrée et à la sortie du complément de libre choix d'activité (CLCA)
- N° 749 - Travailler et garder son enfant en bas âge
- N° 748 - Une analyse des montants des plans d'aide accordés aux bénéficiaires de l'APA à domicile au regard des plafonds nationaux applicables
- N° 747 - L'état de santé de la population en France
- N° 746 - Le redressement des comptes des hôpitaux publics observé en 2008 se poursuit en 2009
- N° 745 - Les motivations de départ à la retraite

DOSSIERS SOLIDARITÉ ET SANTÉ

- N° 23 - Les soins de suite et de réadaptation en 2008 : patientèle traitée et offre de soins

- N° 22 - Les personnes âgées en institution
- N° 21 - La réactivité des établissements de santé aux incitations tarifaires
- N° 20 - L'enquête auprès des structures pour enfants et adolescents handicapés. Résultats de l'édition 2006
- N° 19 - Insertion socio-professionnelle, état de santé et recours aux soins des bénéficiaires de l'AME : le rôle des réseaux d'entraide
- N° 18 - La vie en établissement d'hébergement pour personnes âgées du point de vue des résidents et de leurs proches

DOCUMENTS DE TRAVAIL SÉRIE ETUDES ET RECHERCHE

- N° 112 - Les méthodes d'ajustement dans les modèles d'évaluation de la mortalité hospitalière - Partie 1 - Étude descriptive
- N° 111 - Présentation et applications de l'outil CALIPER (Calcul Interrégimes des pensions de retraite)
- N° 110 - Enquête Nationale sur les Événements Indésirables graves associés aux Soins - Description des résultats 2009
- N° 109 - Enquêtes Nationales sur les Événements Indésirables graves associés aux Soins - Comparaison des deux études ENEIS 2004 et 2009
- N° 108 - Acceptabilité des principaux types d'événements indésirables graves associés aux soins en population générale et chez les médecins
- N° 107 - Les écarts de niveaux de pension de retraite entre générations
- N° 106 - Étude sur la réactivité des établissements de santé aux incitations tarifaires
- N° 105 - Est-il profitable d'être médecin généraliste ?
- N° 104 - Jeunes diplômés de médecine générale : devenir médecin généraliste... ou pas ?

DOCUMENTS DE TRAVAIL SÉRIE SOURCES ET MÉTHODE

- N° 26 - Les estimations GIR dans les enquêtes Handicap-Santé 2008-2009
- N° 25 - Rapport du groupe d'expérimentation ADF-Drees « Indicateurs sociaux départementaux »
- N° 24 - Le modèle ANCETRE : Actualisation annuelle par calage pour l'estimation tous régimes des effectifs de retraités
- N° 23 - Projections du nombre de bénéficiaires de l'APA en France à l'horizon 2040-2060 - Sources, méthode et résultats
- N° 22 - Les distances d'accès aux soins en France métropolitaine au 1er janvier 2007
- N° 21 - APA à domicile : quels montants si l'APA n'était pas plafonnée ?
- N° 20 - Développement d'Indicateurs de la sécurité des soins (PSI) à partir des bases de données médico-administratives hospitalières - Rapport final
- N° 19 - Analyse critique du développement d'indicateurs composites : le cas de l'infarctus du myocarde après la phase aiguë
- N° 18 - Projet COMPAQH 2ème phase (2006-2009)

DOCUMENTS DE TRAVAIL SÉRIE STATISTIQUES

- N° 163 - L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 3 ans en 2009. Enquête annuelle auprès des services de PMI
- N° 162 - Les contrats les plus souscrits auprès des organismes complémentaires santé en 2008
- N° 161 - Comptes nationaux de la santé 2010
- N° 160 - Les services de soins infirmiers à domicile en 2008
- N° 159 - Dépenses d'aide sociale départementale en 2009
- N° 158 - Les professions de santé au 1er janvier 2011
- N° 157 - Les médecins au 1er janvier 2011
- N° 156 - Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2009
- N° 155 - Cartographie régionale de l'offre de soins en santé mentale
- N° 154 - La formation aux professions sociales en 2008 et 2009
- N° 153 - Les comptes de la protection sociale en 2009
- N° 152 - Les médecins au 1er janvier 2010
- N° 151 - Les contrats les plus souscrits auprès des organismes complémentaires santé en 2007

RECUEILS ET OUVRAGES

COMPTES NATIONAUX DE LA SANTÉ - 2010

Vue d'ensemble
Dossiers

- La redistribution opérée par l'Assurance maladie obligatoire et par les assurances complémentaires selon l'âge
- Choix du secteur de conventionnement et déterminants des dépassements d'honoraires des médecins
- Dépense de santé et accès financier aux services de santé : une étude du renoncement aux soins
- Une estimation du coût du dispositif des affections de longue durée en soins de ville pour le régime général de l'Assurance maladie
- Mobilité géographique des patients en soins hospitaliers de court séjour : comment la répartition de l'offre structure-t-elle le territoire ?

Éclairages

- Le redressement des comptes des hôpitaux publics se confirme en 2009
- Les hôpitaux du secteur public hospitalier de 2006 à 2009 : quelques aspects comptables
- L'évolution du marché du médicament remboursable en ville entre 2009 et 2010

Fiches thématiques

- 1 • La Consommation de Soins et de Biens Médicaux (CSBM)
 - 1•1 La consommation de soins et de biens médicaux
 - 1•2 La consommation de soins hospitaliers
 - 1•3 L'offre hospitalière
 - 1•4 La consommation de soins de médecins
 - 1•5 Les effectifs de médecins
 - 1•6 Les chirurgiens-dentistes
 - 1•7 Les infirmiers
 - 1•8 Les autres auxiliaires médicaux
 - 1•9 Les laboratoires d'analyses, les cures thermales
 - 1•10 La consommation de médicaments
 - 1•11 Le marché des médicaments
 - 1•12 Les autres biens médicaux
 - 1•13 Les transports de malades
 - 1•14 Les échanges extérieurs
- 2 • La Dépense Courante de Santé (DCS)
 - 2•1 La dépense courante de santé
 - 2•2 Les soins de longue durée
 - 2•3 Les indemnités journalières
 - 2•4 La prévention institutionnelle
 - 2•5 Les dépenses en faveur du système de soins
 - 2•6 Les coûts de gestion du système de santé
- 3 • La Dépense Totale de Santé (DTS)
 - 3•1 Comparaisons internationales de la dépense totale de santé
 - 3•2 Comparaisons internationales des dépenses hospitalières
 - 3•3 Comparaisons internationales sur les médecins
 - 3•4 Comparaisons internationales sur les médicaments
- 4 • Le financement de la santé
 - 4•1 Le financement des principaux types de soins
 - 4•2 Les financements publics
 - 4•3 La CSBM, la DCS et l'ONDAM
 - 4•4 Le financement par les organismes complémentaires
 - 4•5 Le reste à charge des ménages
 - 4•6 Le financement du Fonds CMU

Annexes

- 1 • Les agrégats des Comptes de la santé
 - 1•1 Le passage à la base 2005 des Comptes nationaux
 - 1•2 La consommation de soins et biens médicaux (CSBM)
 - 1•3 Les autres dépenses courantes de santé
 - 1•4 La dépense courante de santé (DCS)
 - 1•5 La dépense totale de santé (DTS)
 - 1•6 La révision des comptes
- 2 • La production des établissements de santé
 - 2•1 Définition du secteur public et du secteur privé hospitalier
 - 2•2 Les établissements de santé du secteur public
 - 2•3 Les établissements de santé du secteur privé
- 3 • Des indices spécifiques au secteur de la santé

- 3•1 Indices de prix et de volume en comptabilité nationale
- 3•2 L'indice de volume de la production dans le secteur non marchand de la santé
- 3•3 Le prix des soins dans les établissements privés
- 3•4 Le prix des soins de médecins
- 3•5 Le prix des médicaments
- 3•6 Le prix des autres biens médicaux

COMPTES DE LA PROTECTION SOCIALE 2009

Synthèse

Dossiers

- Les dépenses sociales des départements : évolution et disparités spatiales
- Dynamique des dépenses de protection sociale dans les pays de l'OCDE en période de crise économique

Fiches thématiques

Partie A - Les données macro-économiques

Fiche A1 - Éléments de contexte économique en 2009

Fiche A2 - La protection sociale en France en 2009

Partie B - Les prestations de protection sociale par agents

Fiche B1 - Les prestations de protection sociale par régimes

Fiche B2 - Les prestations versées par les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics

Fiche B3 - La protection sociale complémentaire et supplémentaire

Fiche B4 - Les prestations de protection sociale par secteurs institutionnels

Partie C - Les prestations de protection sociale par risques

Fiche C1 - Les prestations de protection sociale par risques

Fiche C2 - Les prestations maladie

Fiche C3 - Les prestations d'invalidité, d'accidents du travail et de handicap

Fiche C4 - Les prestations de vieillesse – survie

Fiche C5 - Les prestations afférentes au risque famille – maternité

Fiche C6 - Les prestations liées à l'emploi

Fiche C7 - Les prestations logement 114

Fiche C8 - Les prestations afférentes au risque pauvreté et exclusion sociale 116

Partie D - Les ressources de la protection sociale 119

Fiche D1 - La structure des ressources de la protection sociale 120

Fiche D2 - Les cotisations sociales

Fiche D3 - Les impôts et taxes affectés

Fiche D4 - Les contributions publiques

Fiche D5 - Les transferts entre régimes

Partie E – Comparaisons internationales

Fiche E1 - La protection sociale dans les pays de l'Union européenne en 2007

Annexes

Annexe 1 – Éclairage méthodologique

Annexe 2 – Glossaire

Annexe 3a – Nomenclature des régimes

Annexe 3b – Nomenclature des opérations

Annexe 3c – Nomenclature des risques

Annexe 4 – Emplois et ressources de la protection sociale par types de régimes, de 2000 à 2009

Annexe 5 – Prestations de protection sociale par types de risques et types de régimes, de 2000 à 2009

Annexe 6 – Ventilation détaillée par risques des prestations de protection sociale, de 2000 à 2009

Annexe 7 – Ventilation détaillée par régimes des prestations de protection sociale, de 2000 à 2009

Minima sociaux et prestations sociales en 2009

Avant-propos

Vue d'ensemble

Minima sociaux et prestations sociales en 2009 - La redistribution au bénéfice des ménages modestes

Dossiers

- Les aides au logement : des inégalités dans la couverture des dépenses
- Les parcours des bénéficiaires du RMI avant la mise en place du RSA

Analyses transversales

- La composition du revenu des ménages les plus modestes
- Les minima sociaux : effectifs et dépenses
- Les montants des minima sociaux
- Présence dans les minima sociaux et sortie des dispositifs
- Passé dans les minima sociaux

Les dispositifs et prestations

- Le revenu de solidarité active
- L'allocation de solidarité spécifique
- L'allocation équivalent retraite de remplacement
- L'allocation temporaire d'attente
- L'allocation aux adultes handicapés
- L'allocation supplémentaire d'invalidité
- L'allocation veuvage
- Les allocations du minimum vieillesse
- Le revenu de solidarité
- Les prestations familiales
- Les aides au logement
- La prime pour l'emploi
- La couverture maladie universelle complémentaire

LES RETRAITÉS ET LES RETRAITES EN 2009

Vue d'ensemble

- Les retraités et les retraites en 2009
- Les dépenses liées au risque vieillesse-survie dans les comptes de la protection sociale

Estimation des effectifs de retraités et du montant des pensions

- 1 • Le suivi du nombre de retraités et des montants des pensions - Sources et méthode

Les effectifs de retraités

- 2 • Les effectifs de retraités de droit direct
- 3 • Les effectifs de retraités de droit dérivé
- 4 • Les nouveaux retraités de droit direct

Le montant des pensions et son évolution

- 5 • Le niveau des pensions
- 6 • Les revalorisations des pensions individuelles et l'évolution des retraites
- 7 • Les pensions des nouveaux retraités

La liquidation des droits à la retraite

- 8 • L'âge minimal de départ à la retraite avant la réforme de 2010 - Conditions applicables
- 9 • Âges de liquidation d'une pension de retraite
- 10 • La surcote
- 11 • La décote
- 12 • Les bénéficiaires du minimum contributif ou garanti
- 13 • Le cumul emploi-retraite

Les bénéficiaires du minimum vieillesse

- 14 • Le minimum vieillesse - Dispositif et enquête
- 15 • Les bénéficiaires du minimum vieillesse et les montants versés en 2009
- 16 • Le profil des allocataires du minimum vieillesse

La retraite supplémentaire

- 17 • La retraite supplémentaire facultative - Dispositifs et enquête
- 18 • Le financement de la retraite supplémentaire facultative en 2009
- 19 • Adhérents et montant des cotisations pour les produits de retraite supplémentaire
- 20 • Bénéficiaires et prestations versées au titre de la retraite supplémentaire en 2009
- 21 • Le PERCO en 2008

Enquêtes d'opinion

- 22 • Les opinions et les souhaits des Français en matière de retraite

LE PANORAMA DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ - ÉDITION 2010

Dossiers

- À quelle distance de chez soi se fait-on hospitaliser ?
- Les patients en situation de précarité accueillis en court séjour restent-ils plus longtemps à l'hôpital ?

Fiches

1 – Les établissements de santé : cadre juridique et institutionnel

2 – Données de cadrage

- Les grandes catégories d'établissements de santé
- Les capacités d'accueil à l'hôpital
- L'activité en hospitalisation complète et partielle
- Les autres prises en charge hospitalières
- Emplois de médecins, odontologistes et pharmaciens
- Les internes dans les établissements de santé
- Sages-femmes et personnels non médicaux salariés
- Les salaires dans le secteur hospitalier
- Les établissements de santé dans les DOM : activité et capacités

3 – Médecine, chirurgie et obstétrique

- Médecine, chirurgie, obstétrique : activité et capacités
- Médecine, chirurgie, obstétrique : patientèle
- Médecine, chirurgie, obstétrique : motifs de recours
- La spécialisation en médecine
- La spécialisation en chirurgie
- La spécialisation en obstétrique

4 – Les plateaux techniques

- L'activité d'anesthésie et les équipements chirurgicaux
- L'équipement en imagerie des établissements de santé publics et privés à but non lucratif

5 – Quelques aspects spécifiques de l'activité hospitalière

- La lutte contre les infections nosocomiales
- La naissance : les maternités
- La naissance : caractéristiques des accouchements
- La médecine d'urgence
- Les établissements ayant une activité de psychiatrie et leurs structures
- L'offre de soins de psychiatrie dans les établissements de santé
- Les mesures d'hospitalisation sans consentement en psychiatrie
- Les structures d'hospitalisation à domicile
- Les patients hospitalisés à domicile
- Les établissements de soins de suite et de réadaptation (SSR)
- La patientèle d'hospitalisation complète des établissements de soins de suite et de réadaptation (SSR)
- Les interruptions volontaires de grossesse dans les établissements
- Les dépenses de médicaments dans les établissements de santé

6 – La situation économique du secteur

- La part des établissements de santé dans la consommation de soins
- Les disparités territoriales des dépenses de soins hospitaliers de court séjour
- La situation économique et financière des cliniques privées
- La situation économique et financière des hôpitaux publics

7 – Les grandes sources de données sur les établissements de santé

LE PANORAMA DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ - ÉDITION 2011

Dossiers

- Fréquence et part d'évitabilité des événements indésirables graves dans les établissements de santé : les résultats des enquêtes ENEIS
- Quelle acceptabilité des événements indésirables graves dans la population et chez les médecins ?
- Les inadéquations hospitalières en France : fréquence, causes et impact économique

Fiches

1 • Les établissements de santé : cadre juridique et institutionnel

2 • Données de cadrage

- Les grandes catégories d'établissements de santé
- Les capacités d'accueil à l'hôpital
- L'activité en hospitalisation complète et partielle
- Les autres prises en charge hospitalières
- Emplois de médecins, odontologistes et pharmaciens
- Les internes dans les établissements de santé
- Sages-femmes et personnels non médicaux salariés
- Les salaires dans le secteur hospitalier
- Les établissements de santé dans les DOM : activité et capacités

3 • Médecine, chirurgie et obstétrique

- Médecine, chirurgie, obstétrique : activité et capacités
- Médecine, chirurgie, obstétrique : patientèle
- Médecine, chirurgie, obstétrique : motifs de recours
- La spécialisation en médecine
- La spécialisation en chirurgie
- La spécialisation en obstétrique

4 • Les plateaux techniques

- L'activité d'anesthésie et les équipements chirurgicaux
- L'équipement en imagerie des établissements de santé publics et privés à but non lucratif

5 • Quelques aspects spécifiques de l'activité hospitalière

- La lutte contre les infections nosocomiales
- La naissance : les maternités
- La naissance : caractéristiques des accouchements
- La médecine d'urgence
- Les établissements ayant une activité de psychiatrie et leurs structures
- L'offre de soins de psychiatrie dans les établissements de santé
- Les mesures d'hospitalisation sans consentement en psychiatrie
- Les structures d'hospitalisation à domicile
- Les patients hospitalisés à domicile
- Les établissements de soins de suite et de réadaptation (SSR)
- La patientèle d'hospitalisation complète des établissements de soins de suite et de réadaptation (SSR)
- Les interruptions volontaires de grossesse en établissement
- Les dépenses de médicaments dans les établissements de santé

6 • La situation économique du secteur

- La part des établissements de santé dans la consommation de soins
- Disparités territoriales des dépenses de soins hospitaliers de court séjour
- La situation économique et financière des cliniques privées
- La situation économique et financière des hôpitaux publics

7 • Les grandes sources de données sur les établissements de santé

L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION EN FRANCE - RAPPORT 2011

Synthèse

Dossiers

- Conditions de travail pénibles au cours de la vie professionnelle, et état de santé après 50 ans
- État de santé et participation sociale des adultes atteints de limitations fonctionnelles
- Fréquence et part d'évitabilité des événements indésirables graves dans les établissements de santé : les résultats des enquêtes ENEIS Indicateurs de santé transversaux

Dossiers transversaux

- Cadrage démographique et social
- Données synthétiques de mortalité
- Indicateurs synthétiques relatifs à la morbidité déclarée
- Problèmes de santé spécifiques et état de santé global de la population
- Inégalités sociales de santé

Objectifs

Alcool

Objectif 1 : Consommation annuelle moyenne d'alcool par habitant

Objectif 2 : Prévalence de l'usage à risque ou nocif de l'alcool

Tabagisme

Objectif 3 : Prévalence du tabagisme quotidien

Objectif 4 : Tabagisme passif

Nutrition et activité physique

Objectif 5 : Surpoids et obésité chez l'adulte

Objectif 6 : Déficience en iode

Objectif 7 : Anémie et carence en fer

Objectif 8 : Rachitisme carenciel, carence en vitamine D

Objectif 9 : Sédentarité et inactivité physique

Objectif 10 : Consommation de fruits et légumes

Objectif 11 : Sel dans l'alimentation

Objectif 12 : Surpoids et obésité chez l'enfant

Objectif 13 : Risques de déficit en folates

Santé et travail

Objectif 14 : Accidents routiers mortels liés au travail

Objectif 15 : Exposition des travailleurs soumis à des contraintes articulaires

Objectif 16 : Exposition des travailleurs au bruit

Objectif 17 : Exposition aux agents cancérigènes en milieu professionnel

Santé et environnement

Objectif 18 : Exposition des enfants au plomb]

Objectif 19 : Exposition au radon dans les bâtiments publics

Objectif 20 : Exposition de la population aux polluants atmosphériques

Objectif 21 : Exposition aux polluants atmosphériques d'origine industrielle

Objectif 22 : Qualité de l'eau de distribution publique

Objectif 23 : Mortalité par intoxication au monoxyde de carbone (CO)

Objectif 25 : Incidence de la légionellose

Iatrogénie

Objectif 26 : Séjours hospitaliers au cours desquels survient un événement iatrogène

Objectif 27 : Événements iatrogènes d'origine médicamenteuse, survenant en ambulatoire et entraînant une hospitalisation

Objectif 28 : Événements iatrogènes « évitables »

Résistance aux antibiotiques

Objectif 30 : Résistance aux antibiotiques

Douleur

Objectif 31 : Prévention de la douleur

Objectif 32 : Douleurs chroniques

Précarité et inégalités

Objectif 33 : Accès aux soins

Déficiences et handicaps

Objectif 35 : Déficiences et handicaps : Limitations fonctionnelles et restrictions d'activité

Maladies infectieuses

Objectif 36 : Infection VIH-sida

Objectif 37 : Hépatites chroniques B et C

Objectif 38 : Incidence de la tuberculose

Objectif 39 : Vaccination contre la grippe des groupes à risque

Objectif 40 : Maladies diarrhéiques

Objectif 41 : Infections sexuellement transmissibles

Objectif 42 : Couverture vaccinale de la population

Santé maternelle et périnatale

Objectif 44 : Mortalité maternelle

Objectif 45 : Mortalité périnatale

Objectif 46 : Grossesses extra-utérines

Objectif 47 : Situations périnatales à l'origine de handicaps

Tumeurs malignes

Objectif 48 : Dépistage du cancer du col de l'utérus

Objectif 49 : Survie des patients atteints de cancers

Objectif 50 : Dépistage du cancer du sein

Objectif 51 : Cancer de la peau, mélanome

Objectif 53 : Dépistage du cancer colorectal

Pathologies endocriniennes

Objectif 54 : Surveillance des personnes diabétiques

Objectif 55 : Complications du diabète

Toxicomanies

Objectif 56 : Transmission du VIH et du VHC chez les usagers de drogues injectables

Objectif 58 : Prise en charge des toxicomanes

Affections neuropsychiatriques - Recours aux soins

Objectif 59 : Personnes dépressives n'ayant pas recours aux soins

Maladies des organes des sens

Objectif 68 : Atteintes sensorielles chez l'adulte

Maladies cardiovasculaires

Objectif 69 : Cardiopathies ischémiques et thromboses veineuses profondes

Objectif 70 : Hypercholestérolémie

Objectif 71 : Hypertension artérielle

Objectif 72 : Accidents vasculaires cérébraux

Objectif 73 : Insuffisance cardiaque, affections des voies respiratoires

Objectif 74 : Asthme

Maladies inflammatoires chroniques de l'intestin

Objectif 76 : Maladies inflammatoires chroniques de l'intestin

Pathologies gynécologiques

Objectif 78 : Incontinence urinaire

Insuffisance rénale chronique

Objectif 80 : Incidence de l'insuffisance rénale chronique terminale

Objectif 81 : Insuffisance rénale chronique et qualité de vie

Troubles musculosquelettiques

Objectif 82 : Ostéoporose

Affections d'origine anténatale

Objectif 88 : Drépanocytose

Affections bucco-dentaires - Santé bucco-dentaire des enfants

Objectif 91 : Indice carieux des enfants âgés de 6 et 12 ans

Traumatismes

Objectif 92 : Suicides

Objectif 93 : Accidents de la vie courante chez les enfants et les adolescents

Objectif 94 : Traumatismes liés à la violence routière

Problèmes de santé spécifiques à des groupes de population

Objectif 97 : Contraception

Objectif 99 : Chutes des personnes âgées

MÉTHODES D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES - ACTES DU SÉMINAIRE

Introduction

Définitions de l'évaluation

- l'évaluation des politiques publiques en France. Définitions et historique

- l'évaluation d'impact en économie du développement. L'approche expérimentale

L'identification de l'effet propre d'un programme

- le cadre général d'analyse, les méthodes d'appariement et les expériences contrôlées

- les méthodes de différences de différences, de variables instrumentales et de régressions sur discontinuités

Évaluation et changements organisationnels :

- l'apport des études de terrain

- l'approche par la recherche-intervention

- l'apport de l'approche monographique

Associer les usagers et les citoyens

- l'importance de la prise en compte des besoins et des attentes de la population dans les évaluations

- l'association des bénéficiaires et des citoyens au processus d'évaluation des politiques régionales

L'approche objectifs/indicateurs

- les indicateurs de la IOLF. Une occasion de débat démocratique ?

- l'approche objectifs/indicateurs pour l'évaluation des politiques sociales :

- le cadre européen.

Ministère de l'Agriculture et de l'agroalimentaire

Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER)

1. Exposé de synthèse

La mission de la stratégie et des systèmes d'information (MISSI) est située à la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche au ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire. La MISSI assure les missions suivantes: collecte, exploitation et valorisation des données statistiques de la DGER, coordination et pilotage d'enquêtes et d'études, développement du système d'information décisionnel sur l'enseignement agricole.

Les efforts en matière de diffusion des statistiques seront poursuivis :

La diffusion de données statistiques relatives à l'enseignement agricole prendra plusieurs formes :

- la poursuite de publication régulière du panorama de l'enseignement agricole qui après trois éditions annuelles est devenu le document de référence sur l'enseignement agricole. Publié pour la première fois fin 2009, il a été depuis actualisé et transformé pour partie et mis à disposition sur internet avec un tirage papier limité.
- le recentrage de la programmation mensuelle thématique des StatEA (bulletins d'information statistique de l'enseignement agricole) sur internet (www.chlorofil.fr)
- mise en œuvre d'une rénovation du site www.chlorofil.fr avec une meilleure visualisation de l'espace « statistiques »
- la mise en place de fiches diplômes permettant de visualiser par diplômes et par option, les grandes caractéristiques de l'insertion scolaire et professionnelle des diplômés fiches BTSA et CAPA mise à disposition en 2012, fiches Baccalauréat programmés pour 2013 (bac professionnel, bac généraux et technologiques, brevets professionnels)

De même que les actions suivantes :

- la poursuite de la dématérialisation des enquêtes statistiques via la mise à disposition d'un outil d'enquête en ligne permettant la saisie et la restitution des résultats.
- la fiabilisation des résultats et l'allègement de la sollicitation des enquêtés par l'utilisation des méthodes d'échantillonnage et par une plus grande collaboration avec les fédérations de l'enseignement agricole privé en évitant les enquêtes en doublons.
- La parution d'une note de service sur la programmation des enquêtes

Le calcul d'indicateurs, en particulier en lien avec la LOLF et le SPNF (Schéma Prévisionnel National des Formations), évolue avec la mise en place du DéciEA (le suivi de cohorte dans le DéciEA, a permis de mettre en place le calcul du taux d'efficacité scolaire qui va être proposé comme nouvel indicateur LOLF) et la mise en œuvre de nouvelles enquêtes (le suivi de l'insertion à court terme des élèves et des étudiants dans l'enseignement technique et dans l'enseignement supérieur), une exploitation plus opérationnelle des résultats des enquêtes insertion. Dans le cadre du 5ème Schéma Prévisionnel National de Formation, le suivi, de celui-ci est effectué par un tableau de bord annuel .

La mise en place du DéciEA entre dans sa phase opérationnelle et il est désormais possible de produire des études fines sur les parcours des élèves au sein de l'enseignement technique agricole. Il est aussi possible de calculer le taux d'efficacité scolaire qui va être proposé comme nouvel indicateur de performance Lof.

2. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Identification de l'élève et suivi de cohorte :

La phase juridique nécessaire à la mise en place d'un INE national est finalisée. L'arrêté interministériel du 16 février 2012 a créé le répertoire national des identifiants élèves, étudiants et apprentis dont l'objectif est l'attribution d'un identifiant national (INE). Lorsque, l'immatriculation des

apprenants sera effective, il sera possible de suivre leurs parcours dans et hors enseignement agricole y compris l'apprentissage.

Difficulté possible liée au déploiement de ce nouvel INE :

La Dger a fait un effort important ces dernières années pour développer le domaine suivi de cohorte au sein du décisionnel de l'enseignement technique agricole. Ce suivi repose sur l'appariement des fichiers utilisant l'identifiant national agricole crypté (INA). Ce domaine comprend 7 années d'historique. La DGER demande que les modalités de mise en œuvre de ce nouvel INE permettent de conserver et de prolonger cet historique.

Diffusion des résultats statistiques

De 2009 à 2011, 20 StatEA ont été produits. En 2012, il est prévu de sortir une dizaine de numéros (7 sont dans les circuits de validation).

Des fiches détaillées relatives à l'insertion scolaire et professionnelle sont réalisées par diplômes pour la voie scolaire et l'apprentissage (fiches CAPA et BTSA en 2012, puis BAC en 2013).

Trois éditions du « panorama de l'enseignement agricole », sont disponibles : 2009, 2010 et 2011.

Cette ouvrage est aussi accessible via un outil internet (calaméo) sur l'espace statistique du site de l'enseignement agricole (Chlorofil). Un tirage papier limité du panorama est réalisé.

Un infocentre est opérationnel (outil DeciEA).

Diffusion d'indicateurs :

En ce qui concerne le suivi du 5ème schéma prévisionnel national des formations (2009-2014), un tableau de bord est mis en place qui retrace les valeurs des différents indicateurs retenus de 2008 à 2010. Ce tableau de bord est mis à disposition sur le site Chlorofil.

L'enquête sur le suivi des élèves sortant des établissements d'enseignement technique agricole après avoir obtenu le label d'intérêt général et de qualité statistique en 2009 ; elle a été réalisée en 2010 ; 2011 ; 2012 . Les résultats sont restitués à travers des StatEA et sont également repris dans les panoramas ainsi que de manière synthétique dans les rapports annuels de performance

Ces derniers retracent également les résultats aux examens et des éléments de coût par élève,

L'outil décisionnel DeciEA permet depuis 2012 de calculer le taux d'efficacité scolaire. Cet indicateur désormais disponible sera introduit dans le tableau de bord du 5ème SPNF. Il a été proposé de le retenir comme indicateur de performance Lof pour le prochain triennal.

Évolutions de l'outil décisionnel de l'enseignement technique agricole

L'outil décisionnel en 2012, couvre les données élèves et étudiants de l'enseignement supérieur court, les résultats aux examens ainsi que le suivi de parcours. Pour le domaine suivi de parcours, les identifiants individuels sont cryptés et anonymisés avec l'outil mis à disposition par le ministère de l'éducation nationale. L'outil est accessible en administration centrale et dans les services régionaux. Il est envisagé de généraliser l'accès aux établissements si une solution technique peu coûteuse est trouvée.

3. Travaux nouveaux pour 2013

3.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Pas de nouvelles enquêtes

3.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2013

3.3. Travaux nouveaux d'étude et de diffusion pour 2013

Exploitation du nouveau domaine « suivi de cohortes » de l'outil décisionnel de l'enseignement technique agricole et réalisation d'études restituées au public sous forme de StatEA

4. Aspects particuliers du programme 2013

4.1. Aspects « Territoires »

4.2. Aspects « environnement et développement durable »

4.3 Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Cf partie 2 :

- 5ème schéma prévisionnel national des formations (2009-2014)
- le taux d'efficacité scolaire (nouvel indicateur Lolf envisagé)

4.4 Aspects «européens »

5. Opérations répétitives

La DGER réalise deux enquêtes insertion à court et moyen terme : « l'enquête sur le suivi des élèves sortant des établissements technique agricole » (dite enquête 7 mois) et « l'enquête sur le **cheminement** scolaire et professionnel des anciens élèves ; étudiants ou apprentis de l'enseignement agricole » (dite enquête 33 mois). Ces deux enquêtes ont reçu le label d'intérêt général et de qualité statistique respectivement valide pour la première de 2010 à 2014 et de 2011 à 2013 pour la seconde. La DGER souhaite redemander le label pour ces deux enquêtes au delà de leur période de validité. En conséquence la DGER demande que l'examen de ces deux enquêtes soit pris en compte dans le calendrier de travail du CNIS, de telle sorte à ce qu'il n'y ait pas d'interruption du label pour ces deux enquêtes.

6. Allègement de la charge statistique des entreprises

Les nouvelles enquêtes mises en œuvre par la DGER sont proposées au choix de l'utilisateur sous une version papier ou une version dématérialisée (suivi des élèves sortants , enquête satisfaction, enquête sur le cheminement scolaire et professionnel à 33 mois). Les résultats bruts sont restitués aux niveaux national, régional et local via ce même outil dématérialisé.

- La DGER met également à disposition un outil décisionnel qui allège la diffusion papier de statistiques.
- La sollicitation des établissements est diminuée par la mise en place d'échantillonnage et par une plus grande collaboration avec les fédérations de l'enseignement agricole privé en évitant les enquêtes en doublons.

Ministère de la Défense

Direction des affaires financières

Observatoire Économique de la Défense

1. Exposé de synthèse

L'Observatoire économique de la Défense (OED) est le service statistique du ministère de la défense. Rattaché à la sous-direction des questions économiques, fiscales et internationales de la Direction des affaires financières, il participe notamment aux travaux liés aux études d'impacts, à la couverture des risques et à la programmation budgétaire triennale.

Au titre de sa mission de service statistique, l'OED rassemble et synthétise les informations de nature économique et statistique qui concernent l'activité de défense. Dans ce cadre, l'OED met à jour le Recensement des agents de la défense, le compte satellite de la Défense et la base SANDIE sur les entreprises de défense. Il publie un *annuaire statistique* accessible sur internet.

La principale innovation en matière de statistiques concerne le rapprochement de la base Sandie et du fichier extrait de Chorus des paiements du ministère aux entreprises du secteur marchand.

2. Principales opérations

L'annuaire statistique de la Défense

L'*Annuaire statistique de la Défense* regroupe les principales informations de nature économique, budgétaire, humaine et industrielle du domaine de la défense. Il est diffusé par la Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense (DICOD), en 3 500 exemplaires environ. La douzième édition est parue en juin 2012 sur le site Internet du Ministère.

Le compte satellite de la Défense

Les travaux sur le compte satellite s'effectuent actuellement en base 2005. Ils se réfèrent à la nomenclature NAF révision 2.

Le recensement des agents de la Défense

Dans le cadre du système d'information sur les agents des services publics coordonné par l'Insee, l'OED élabore annuellement un recensement exhaustif des agents militaires du ministère de la Défense à partir des fichiers de paye, et saisit certaines caractéristiques importantes de cette population (âge, sexe, statut familial, grade, rémunérations diverses, arme ou service, zone géographique, etc.).

Ces données, collectées au niveau individuel, font l'objet d'exploitations et d'analyses systématiques (statistiques d'effectifs et de rémunérations, flux d'entrées-sorties, calculs de GVT) et d'une diffusion, en ce qui concerne les données agrégées, vers les services fournisseurs ainsi que la Direction des affaires financières.

Ces travaux sont utilisés par le Haut Comité d'évaluation de la condition militaire. Ils sont repris dans l'*Annuaire statistique de la Défense* et fournissent des éléments pour le pilotage de la masse salariale.

Exploitation de la base de données SANDIE « Statistiques ANnuelles sur la Défense, son Industrie et ses Entreprises »

L'OED actualise la base de données Sandie sur l'information économique concernant les entreprises résidentes liées à la défense. Il utilise cela plusieurs fichiers d'origine administrative du ministère de la Défense (fichiers d'habilitation..) ainsi que le fichier des paiements du ministère aux entreprises marchandes qui extrait du logiciel interne Chorus. Ce dernier a permis une définition statistique du périmètre de la Base industrielle et technologique de défense (BITD), et permettra de réaliser un suivi en panel de cette BITD.

Les travaux sur les entreprises de la BITD portent particulièrement sur les PME indépendantes, l'emploi direct, la diversification et la structure capitalistique, l'objectif étant de documenter les stratégies d'adaptation à l'évolution des commandes publiques. Ces travaux passent par l'appariement avec les bases de données Insee sur les entreprises (fichiers FARE, VAC et LIFI) et d'autres sources statistiques publiques ayant des rubriques « défense » (enquêtes R&D).

Etudes et analyses économiques et financières

Les questions d'investissement (marchés publics, contrat de partenariat, risques économiques et budgétaires, recherche & développement), d'externalisation (méthodologie, évaluation préalable, retour d'expérience, sociétés militaires privées) et industrielles sont les derniers thèmes abordés en interne par l'OED.

Les études externes de l'OED, confiées à des universitaires ou à des organismes d'étude indépendants et supervisées par l'OED, sont centrées sur les questions d'économie publique et d'économie industrielle. Elles sont accessibles sur le site du ministère.

3. Publications et séminaires

Publications

- *Annuaire statistique de la défense*
- Revue *ECODEF* (4 numéros / an)
- Les synthèses des études réalisées depuis 1998 sont accessibles 2010 sur le site du ministère.

Ministère de l'Économie et des Finances

Direction générale des finances publiques (DGFIP)

Service des retraites de l'État

1. Exposé de synthèse

Le service des retraites de l'État (SRE), service à compétence nationale de la DGFIP, gère le régime de retraite de la fonction publique d'État. Au plan statistique, le SRE dispose d'une base sur les pensions construite à partir de ses fichiers administratifs. Il assure la diffusion d'informations sur le régime de la fonction publique d'État à tous sur son site internet. Il répond également aux nombreuses demandes d'informations statistiques que lui adressent les Assemblées, la Cour des comptes, le Conseil d'Orientation des Retraites, les cabinets ministériels, la Direction du Budget, la DGAFP, la DREES. Le SRE s'est aussi doté d'outils permettant d'assurer un suivi des caractéristiques des nouveaux retraités et une prévision de la dépense de pensions. Le modèle PACO de prévision à moyen terme est central pour les prévisions et évaluations que réalise le SRE. Disposant d'un effectif très réduit, le SRE réalise assez peu d'études. Les études menées sont mises à disposition sur internet.

Les travaux de l'année 2013 seront orientés vers l'exploitation statistique de la nouvelle source d'information sur les carrières des fonctionnaires d'État et militaires, les comptes individuels retraites (CIR), qui retracent la carrière passée de tous les agents et seront complets fin 2012. A partir de cette nouvelle source d'information, le SRE commence à développer un nouveau modèle de prévision, PABLO. Ce modèle prévoira les effectifs, les dépenses et recettes à long terme en prenant en compte les différences entre individus. Ce nouvel outil servira au pilotage du régime de retraites de l'État.

2. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Le SRE n'a pas participé à la programmation à moyen terme 2009-2013. Le suivi n'est donc pas réalisable. Il est toutefois possible de donner quelques grandes tendances sur l'évolution de l'activité statistique du SRE sur cette période.

La réforme des retraites de 2003 a marqué un tournant puisqu'elle a modifié considérablement les règles de calcul des pensions des fonctionnaires et militaires et décale continuellement les règles auxquelles sont soumis les nouveaux retraités. Cette période a, de plus, coïncidé avec l'arrivée à la retraite des générations nombreuses du baby-boom qui a fait croître de manière importante les effectifs de nouveaux retraités jusqu'en 2008 et donc la dépense de pensions. Enfin, la création du compte d'affectation spéciale Pensions en 2006, instrument budgétaire retraçant l'ensemble des recettes et dépenses de retraite de l'État, devant fonctionner à l'équilibre, dont le principal programme est placé sous la responsabilité du directeur du SRE, a accru les exigences sur le suivi et l'anticipation des dépenses de pensions. La qualité de la prévision des dépenses de pensions est suivie depuis 2006 par un indicateur de performance examiné par les Assemblées et la Cour des comptes.

Cette complexification et le besoin de plus en plus prégnant de suivi des caractéristiques des nouveaux retraités et de prévisions de qualité de la dépense ont nécessité une adaptation de la fonction statistique du SRE depuis 2004. Des opérations d'amélioration de la qualité de la base statistique sur les pensions ont été menées de 2007 à 2012 ; la diffusion standard a été renouvelée autour de deux documents mis à disposition sur internet ; les modèles de prévision à court et moyen terme se sont améliorés, notamment par une prévision de plus en plus fine des effectifs de nouveaux retraités et la mise en place de modules d'évaluations ; quelques études ont également pu être réalisées.

Ces travaux sont réalisés avec des moyens réduits, sept agents travaillent actuellement dans les équipes statistiques et prévisions.

3. Travaux nouveaux pour 2013

3.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Néant

3.2 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2013

La mise en place du droit à l'information retraite, suite à la réforme des retraites de 2003, et la réforme de la gestion des pensions, décidée par la RGPP, ont conduit à la création de comptes individuels retraite (CIR) pour tous les fonctionnaires de l'État et militaires. Ces comptes retracent la carrière passée de l'agent dans le régime de retraite de la fonction publique d'Etat et sont tenus par le SRE. Après une opération lourde de complétude des carrières passées (reprise du stock) par les administrations employeurs, sous le contrôle et avec l'appui et l'animation du SRE, les comptes seront complets et fiabilisés fin 2012. A partir de 2013, ces informations seront complétées chaque année par les administrations ou organismes employeurs. Ce nouveau fichier administratif sera utilisé en gestion pour l'attribution des pensions et pour l'information des assurés. Il sera aussi exploité pour enrichir notre connaissance des assurés relevant du régime de la fonction publique d'Etat et améliorer notre capacité à prévoir les flux futurs de départ à la retraite (effectifs et caractéristiques des futurs pensionnés). Les travaux statistiques d'appropriation des CIR commencent en 2012 et se poursuivront en 2013.

3.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2013

La Direction du Budget et le SRE de la DGFIP piloteront à partir de 2013 une étude sur les comportements de départ à la retraite dans la fonction publique d'Etat. Cette étude sera réalisée par une équipe de chercheurs suite à un appel d'offre. Elle visera à modéliser les choix de départ à la retraite selon les caractéristiques des agents au moment de leur départ de manière à améliorer les méthodes de prévision des nouveaux retraités.

3.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2013

La base statistique des pensions, construite à partir des fichiers administratifs du SRE, a été renouvelée entre 2007 et 2012. Aucune évolution significative n'est prévue sur cette base en 2013.

4. Aspects particuliers du programme 2013

4.1 Aspects « Territoires »

Néant

4.2 Aspects « environnement et développement durable »

Néant

4.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Le bureau financier et des statistiques du SRE s'est doté d'outils de prévision et d'évaluation à moyen terme permettant de prévoir les effectifs de nouveaux retraités et la dépense à venir de pensions et évaluer des scénarios de réforme à un horizon de 10 ans. Le modèle PACO projette d'abord les effectifs de nouveaux retraités et de décès puis la dépense de pensions. Des modules lui ont été adjoints pour prévoir les effets de la réforme de 2010, notamment un module de microsimulation pour la mesure d'âge et une maquette spécifique pour les départs anticipés de parents de trois enfants.

Sur la base de la nouvelle source d'information sur les carrières des fonctionnaires et militaires (les CIR), le SRE commence à développer un modèle de prévision à long terme, PABLO. Ce modèle exploitera la richesse des informations sur les droits acquis au régime par les actifs pour prévoir les départs en retraite.

4.4 Aspects «européens »

Néant

5. Opérations répétitives

Le SRE diffuseannuellement des informations sur retraites de l'État sur internet, dans deux documents, les chiffres clés et le recueil statistique. Les chiffres clés diffusent au grand public des informations importantes sur les retraites de l'Etat. Ils sont diffusés durant le premier semestre n+1. Le recueil statistique a pour objectif une description plus complète du régime, il est destiné à un public d'experts. Il est publié en fin d'année n+1.

Le bureau financier et des statistiques répond aussi aux nombreuses demandes visant à apporter un éclairage sur le fonctionnement du régime de retraite de la fonction publique d'État ou à renseigner les ministères-employeurs sur les pensionnés issus de leur ministère. Les demandeurs d'informations sur le régime sont pour l'essentiel les Assemblées, la Cour des comptes, le Conseil d'Orientation des Retraites, les cabinets ministériels, la Direction du Budget, la DGAFP, la DREES.

6. Allègement de la charge statistique des entreprises

Non concerné

1. Exposé de synthèse

Conformément aux orientations de moyen terme du Conseil National de l'Information Statistique, la construction d'outils ou la collecte d'informations permettant de suivre les parcours des élèves au sein du système éducatif et ceci à des fins d'analyses statistiques, restera au cœur des préoccupations de la DEPP. Cet ensemble d'activités est organisé autour de deux dispositifs.

Le premier est le Répertoire National des Identifiants Élèves et étudiants (RNIE). L'arrêté portant création de son traitement a été publié en mars 2012. Rappelons que sa fonction est de délivrer un numéro identifiant unique à chaque jeune étudiant dans le système de formation initiale, qui ne vaut qu'au sein de ce système. Cette « brique élémentaire » est indispensable pour être en mesure d'analyser les parcours scolaires des élèves et, notamment, d'évaluer les réformes de politique éducative (la rénovation de la voie professionnelle, par exemple). La délivrance de l'INE et son usage seront entourés de fortes garanties de respect de la confidentialité : politique stricte d'habilitation à accéder à l'INE, traçabilité des accès, mise en place de procédés de cryptage, utilisation autant que faire se peut d'outils d'appariements sécurisés. Une étude d'impact, réalisée au cours de 2012, permettra de préciser la mise en œuvre du dispositif.

Le second dispositif est constitué des panels de suivi d'élèves, qui combinent sources de données d'origine administrative et enquêtes particulières auprès des élèves et de leurs familles. Ces panels viennent lever les limites des données d'origine administrative qui contiennent très peu d'informations sur l'environnement familial de l'élève, lieu de déterminants essentiels pour comprendre les trajectoires scolaires. Outre les deux panels déjà mis en œuvre et qui suivent, pour l'un, une cohorte d'élèves entrés en 6^{ème} en 2007, et pour l'autre une cohorte d'enfants entrés au cours préparatoire en 2011, un panel auprès d'un échantillon d'élèves handicapés devrait voir le jour en 2013.

Par ailleurs, la DEPP poursuit son effort de production de données localisées, par géolocalisation tant des élèves que des établissements d'enseignement d'une part, par le calcul d'indicateurs territoriaux d'autre part.

2. Travaux nouveaux pour 2013

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquête d'insertion dans la vie active des jeunes sortants de lycée (IVA)

L'enquête d'insertion dans la vie active 7 mois après la sortie du lycée (formation technologique ou professionnelle) est renouvelée pour diversifier les modes de collecte (papier et téléphone) en offrant aux jeunes la possibilité de répondre à l'enquête de février 2013 par internet (connexion à un site internet et saisie par les jeunes des réponses aux questions).

Les jeunes sont contactés par courrier. En 2013, le contact des jeunes par courriel sera testé avant une éventuelle généralisation en 2014 pour limiter les coûts de contact des enquêtés.

Enquête internationale TALIS 2013 (enquête internationale sur les enseignants)

Pilotée par l'OCDE, l'enquête est destinée à recueillir des données sur l'environnement pédagogique et les conditions de travail des enseignants de collège. Un test a été réalisé en avril 2012. La collecte auprès d'un échantillon de 4 500 enseignants de collège, se déroulera au second trimestre 2013.

Les évaluations-bilans CEDRE (Cycle d'Évaluations Disciplinaires Représentatives sur Échantillon)

Ces évaluations-bilans en fin d'école et en fin de collège sont organisées depuis 2003 selon un cycle dans lequel se succèdent les domaines disciplinaires : en 2003, ont eu lieu des évaluations de la maîtrise de la langue et des langages en fin d'école et de maîtrise des compétences générales en fin de collège, les acquis en langues vivantes étrangères ont été évalués en 2004, le comportement des élèves à l'égard de la vie en société l'a été en 2005, l'histoire-géographie-éducation civique en 2006, les sciences expérimentales en 2007 et les mathématiques en 2008. Le cycle a repris en 2009. Les évaluations CEDRE sont réalisées sur des échantillons nationaux d'élèves ; au-delà des épreuves proprement dites, des questionnaires de contexte sont soumis aux élèves, aux chefs d'établissements et éventuellement aux enseignants.

Les compétences de base des élèves en français et en mathématiques en relation avec le socle commun, en fin d'école et en fin de collège.

Cette évaluation annuelle des compétences, commencée en 2007, concerne des échantillons nationaux d'élèves de façon à permettre l'établissement d'indicateurs qui figurent dans les programmes annuels de performance de la mission « enseignement scolaire » de la LOLF. Les tests de français et de mathématiques, permettant le calcul de ces indicateurs, sont passés sur des échantillons nationaux d'élèves en fin de CM2 et en fin de collège, représentatifs en éducation prioritaire, dans le reste du secteur public, ainsi que dans le secteur privé. Il est ainsi possible de suivre au niveau national l'évolution des proportions d'élèves maîtrisant les compétences de base essentielles, ainsi que l'évolution des écarts entre les différentes populations. Ces indicateurs n'ont pas de déclinaisons académiques.

Evaluation des compétences des élèves (compétences 1, 2, 3, 5, 6 et 7 du socle commun), en fin d'école et en fin de collège (expérimentation).

Cette évaluation annuelle des compétences concerne des échantillons nationaux d'élèves de façon à permettre l'établissement d'indicateurs qui figurent dans les programmes annuels de performance de la mission « enseignement scolaire » de la LOLF.

Les tests, permettant le calcul de ces indicateurs, seront passés sur des échantillons nationaux d'élèves en fin de collège, représentatifs en éducation prioritaire, dans le reste du secteur public, ainsi que dans le secteur privé. Il est ainsi possible de suivre au niveau national l'évolution des proportions d'élèves maîtrisant ces compétences du socle, ainsi que l'évolution des écarts entre les différentes populations. Ces indicateurs n'ont pas de déclinaisons académiques.

Panel d'élèves du second degré entrés en 6^{ème} en 2007 – enquête sur l'orientation

La DEPP a mis en place à la rentrée scolaire 2007 un panel d'élèves entrés en 6^{ème} à cette date. L'échantillon comporte 35 000 élèves répartis sur tout le territoire national. Outre la procédure annuelle d'actualisation de la situation des élèves, en 2013, une enquête sur les souhaits d'orientation à l'issue de l'année scolaire en cours, sera effectuée auprès des élèves qui vont atteindre des paliers d'orientation en retard. Elle viendra compléter l'enquête similaire déjà élaborée en 2012 auprès des élèves « à l'heure ». Par ailleurs, pour ces élèves en retard, sera également mise en place une procédure de recherche des résultats au diplôme du brevet, comme cela avait été fait l'année précédente.

Panel d'élèves du premier degré recruté en 2011 – enquête auprès des familles

La DEPP a mis en place à la rentrée scolaire 2011 un nouveau panel d'écoliers recrutés au cours préparatoire et suivis tout au long de leur scolarité élémentaire. L'actualisation annuelle de la situation scolaire de l'élève va nécessiter, si les élèves ne peuvent pas être retrouvés dans les fichiers administratifs, une enquête par internet auprès de la dernière école fréquentée ou une enquête légère auprès des parents si cette dernière enquête ne permet pas de retrouver tous les élèves. La taille de l'échantillon est de 15 800 élèves scolarisés dans 980 écoles des secteurs public et privé.

Panels d'élèves handicapés recrutés en 2013

Plus de 210 000 élèves handicapés sont présents dans les écoles ou établissements scolaires à la rentrée 2011. Afin de suivre les parcours scolaires de ces élèves, la DEPP envisage de recruter deux panels d'élèves de deux classes d'âge théoriques, la première au milieu des années de l'enseignement élémentaire et la seconde au milieu des années collèges.

Enquête de victimation en milieu scolaire

Pour mieux appréhender les phénomènes de violence à l'école et prendre en compte le point de vue des victimes, la DEPP a organisé, en partenariat avec l'observatoire national de la délinquance et des

réponses pénales (ONDRP), une première enquête de victimation en milieu scolaire auprès de 18 000 élèves de collèges publics, en mars 2011. Cette enquête permet aussi de mesurer le climat scolaire dans les établissements. Elle sera renouvelée tous les deux ans, afin de mesurer l'évolution de ces phénomènes. La prochaine édition est donc prévue au printemps 2013.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2013

Système d'information du premier degré

Depuis 2005, le ministère de l'éducation nationale a mis en place un système d'information de gestion pour les directeurs d'écoles publiques et privées. Ce système permet la gestion individuelle des élèves et comporte des données sur la scolarité en cours de l'élève et sa scolarité de l'année antérieure. Les données de ce système d'information sont remontées à la DEPP sous forme d'un fichier national anonymisé qui a servi en grande partie à élaborer le constat des effectifs d'élèves du secteur public à la rentrée 2011. Les premières exploitations des fichiers sur les rentrées 2009 et 2010 ont déjà permis d'affiner les analyses sur les élèves du 1^{er} degré (calcul de taux de maintien). Le dispositif s'étend au secteur privé en 2012. Le constat des effectifs d'élèves à la rentrée 2012, s'appuiera encore davantage sur ce dispositif.

Système d'information sur la formation continue universitaire

Depuis 2012, le ministère de l'éducation nationale s'est rapproché des universités en tant qu'utilisateur de données de gestion sur les inscriptions pour discuter de ses besoins dans le cadre de la rénovation d'APOGEE, système de gestion des universités. Il s'agit d'analyser la faisabilité, à terme, de disposer de remontées de données individuelles anonymisées pour compléter ou remplacer la collecte de données agrégées sur l'activité de formation continue universitaire. La DEPP participe au groupe de travail sur la refonte d'APOGEE.

SIASP (système d'information sur les agents des services publics)

Les fichiers annuels SIASP sont préparés à l'INSEE à partir des sources mensuelles des TG et complétés par d'autres sources annuelles (TGE, militaires et DADS_U) pour couvrir l'ensemble du champ de la fonction publique. Leur exploitation permettra d'établir les effectifs de l'ensemble du champ du MEN et du MESR ainsi que les rémunérations complètes des agents, à partir de concepts et de mesure communs au système statistique public.

2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Mise en place d'un répertoire national des identifiants élèves, étudiants et apprentis (RNIE)

L'arrêté interministériel créant le traitement « RNIE » a été publié au premier trimestre 2012. Les travaux préliminaires à la mise en place du répertoire ont été lancés. Ils consistent dans une première phase à établir plusieurs scénarios de déploiement, en traitant plus particulièrement les questions de sécurité et de confidentialité (habilitations, traçabilité des accès, cryptage, ...).

Dans un second temps, les travaux d'implémentation dans le système d'information du ministère seront lancés. Ils se dérouleront sur les années 2013 et 2014.

Cryptage des identifiants d'élèves-étudiants (projet FAERE : Fichiers Anonymisés pour les Etudes et la REcherche)

La configuration du système de cryptage des identifiants d'élèves, d'étudiants et d'apprentis s'est terminée en 2011. En 2012, l'expérimentation de ce système s'est poursuivie : les bases élèves historiques ont été cryptées pour les années 2004 à 2010, les bases SIFA depuis 2008, ainsi que les bases des principaux résultats des examens DNB, CAP, BEP, BAC, BTS sur les sessions 2005 à 2011. En année courante, les fichiers SCOLARITE, SIFA et ceux des différents examens de l'année scolaire n-1 seront cryptés.

Géolocalisation des établissements de formation

Le besoin d'une information à des niveaux géographiques fins est de plus en plus pressant. La DEPP s'est donc engagée dans un projet de géolocalisation de tous les établissements de formation, de façon à disposer des coordonnées des établissements, assorties d'indicateurs de qualité de la géolocalisation effectuée. Cette géolocalisation se fait dans le cadre d'une convention avec l'Institut géographique national (IGN). Deux échanges sont prévus annuellement : la DEPP envoie les données des établissements, l'IGN les enrichit en retour des informations de géolocalisation. Deux transmissions de données ont été réalisées en 2011 et en 2012, avec une bonne qualité globale des informations recueillies. L'année 2013 poursuivra les efforts d'amélioration de la qualité.

Géolocalisation des fichiers d'élèves

Les fichiers individuels d'élèves recueillis par la DEPP constituent une source d'information riche, notamment sur les formations suivies, et remarquablement fine : elle est théoriquement exhaustive et les académies disposent des localisations géographiques précises via les adresses des élèves et des établissements.

La DEPP et l'INSEE ont réalisé en 2009 un processus de géolocalisation des élèves de sixième afin de répondre aux besoins de calculs d'indicateurs par ZUS (retard scolaire à l'entrée en sixième) au lieu de résidence des élèves et non plus seulement au lieu de scolarisation. La géolocalisation a été généralisée à l'ensemble des élèves du secondaire de l'année scolaire 2009-2010. Ce travail étant relativement lourd tant pour la DEPP que pour l'Insee, la géolocalisation sera effectuée de façon biennale. Le fichier de l'année scolaire 2011-2012 a été transmis à l'Insee. La fin des travaux est prévue pour le 1^{er} trimestre 2013. Parallèlement, des travaux sont en cours pour améliorer la qualité du codage, en particulier dans les zones rurales.

Système d'information sur les moyens des établissements publics du second degré

Par suite de la loi « Libertés et responsabilités locales » d'août 2004, les personnels d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général des lycées et collèges publics sont gérés par les collectivités territoriales. Ces dernières s'occupent des affectations de ces personnels et peuvent remplacer la mise à disposition de personnels par des contrats de service. Pour continuer à rendre compte de la répartition des moyens selon le département, la région, la zone (éducation prioritaire, ZUS,....) ou le type d'établissement, le service statistique du MEN doit obtenir des collectivités territoriales une information sur les moyens qu'elles affectent au niveau de chaque établissement (cf. décret en Conseil d'État 2007-572 et arrêté du 18 avril 2007). La mise en place de ce système d'information partagé a fait l'objet de discussions avec les associations de collectivités territoriales. En 2013, les efforts seront poursuivis pour encore améliorer la collecte de ces informations auprès des régions et départements.

Enquête sur les technologies de l'information et de la communication (ETIC)

Cette enquête annuelle s'adresse aux établissements publics des 1^{er} et 2nd degrés et porte sur les équipements et services en matière de TIC proposés par ces derniers. Suite à l'étude préalable sur la rénovation du dispositif de collecte menée en 2010-2011, les travaux ont débuté au 2^{ème} trimestre 2012 pour une mise en service projetée au début de l'année 2013. Le questionnaire devrait peu évoluer.

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Enquêtes			
Les effectifs dans les centres de formation d'apprentis (CFA) (enquête rapide).	DEPP A1		L'enquête rapide est actuellement réalisée par le remplissage de fichiers Excel. L'application pour l'alimentation de SIFA prévoit depuis 2012 (collecte des effectifs au 31/12/2011) un module de saisie de l'enquête rapide au sein de SIFA, comme alternative au renvoi des fichiers Excel par chaque acteur, afin d'alléger les traitements.
L'insertion professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement scolaire ou de l'apprentissage	DEPP A1		
Les effectifs d'élèves des établissements privés de l'enseignement secondaire, les classes préparatoires aux grandes écoles et les sections	DEPP B1		

de technicien supérieur.			
Suivi de la scolarité des élèves entrés au cours préparatoire en 1997	DEPP B1		
Suivi de la scolarité des élèves entrés en sixième en 2007	DEPP B1		
Suivi de la scolarité des élèves entrés au cours préparatoire en 2011	DEPP B1		
Violence en milieu scolaire - SIVIS	DEPP B3		
Exploitation de fichiers administratifs ou de collectes sous statut administratif			
La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement professionnel et technologique	DEPP A1		
La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement supérieur	DEPP A1		
Bilan des actions de formation continue dans les GRETA et les CAFOC	DEPP A1		L'application PROGRE se déploie progressivement dans les GRETA mais ne permet pas encore de disposer de données individuelles permettant de remplacer la collecte de données agrégées mise en place au moyen de tableaux Excel remplis par les acteurs.
Bilan des activités de formation continue universitaire	DEPP A1		La rénovation des systèmes de gestion des universités (réflexion dans le cadre d'APOGEE) pourrait permettre à terme de disposer de remontées de données de ses systèmes pour remplacer ou compléter la collecte de données agrégées actuelle (participation de la DEPP au groupe de travail sur la refonte d'APOGEE depuis 2012).
Système d'information sur la formation des apprentis - SIFA	DEPP A1		Informations au niveau individuel
Le personnel rémunéré au titre du ministère de l'Éducation nationale	DEPP A2		Fichiers de paye
Bases statistiques sur les personnels	DEPP A2		Extractions des bases de gestion
Le service des enseignants du second degré public	DEPP A2		Application « Base relais »
Concours de recrutement des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation du second degré	DEPP A2		Application OCEAN
Bilan des concours déconcentrés des ATSS	DEPP A2		Application OCEAN
Parc immobilier et capacité d'accueil des établissements publics du second degré (y compris le volet sur les ex-personnels TOS)	DEPP A3		Application EPI
Les technologies de l'information	DEPP A3		Application ETIC

et de la communication			
Les comptes financiers des établissements publics du second degré	DEPP A3		Application COFI-Pilotages
Recensement des subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements du second degré et les CFA	DEPP A3		Cette enquête se fera dorénavant tous les deux ans. L'enquête n'a pas lieu en 2012 mais aura lieu en 2013.
Répertoire national des identifiants élèves – RNIE	DEPP A4		
Répertoire des établissements - RAMSESE	DEPP A4		
Les élèves non francophones nouvellement arrivés en France	DEPP B1		
La scolarisation des élèves handicapés dans le premier degré et le second degré	DEPP B1		Informations au niveau individuel
Les élèves dans les écoles publiques et privées du premier degré - SI 1er degré	DEPP B1		Informations au niveau individuel
Les élèves dans les établissements publics et privés du second degré -Scolarité	DEPP B1		Informations au niveau individuel
Les résultats aux examens du Diplôme National du Brevet	DEPP B1		Enquête rapide sur les résultats agrégés par département, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Les résultats aux examens de l'enseignement technologique et professionnel	DEPP B1		
Les résultats du baccalauréat général, technologique et professionnel	DEPP B1		Enquête rapide sur les résultats agrégés par académie, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Absentéisme des élèves	DEPP B3		Collecte sous statut administratif
Absences non remplacées des enseignants	DEPP B3		Collecte sous statut administratif

4. Allègement de la charge statistique

Un des produits dérivés de l'enquête annuelle sur les subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements du second degré et les CFA (enquête n°8) est la fourniture d'informations à la DGEFP lui permettant d'établir les clés annuelles de répartition régionale du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage. Or, depuis quelques années, la DGEFP fait remonter des informations administratives à partir desquelles il est possible d'estimer ces clés de répartition. L'expertise de la qualité de cette source par la DGEFP, en lien avec la DEPP, doit se poursuivre en 2012-2013. L'enquête n°8 qui n'a déjà plus lieu que tous les deux ans, pourrait, à terme, voir ses collectes intervenir de façon plus espacée. Pour le moment, l'enquête n°8 reste toutefois nécessaire dans le cadre de l'élaboration du Compte de l'Education, pour disposer de clés de répartition internes au compte.

Dans le même esprit et dans la perspective de ne pas interroger en 2013 les EPLE pour la taxe qu'ils collectent, l'utilisation du dispositif COFI-Pilotages sur les comptes financiers de ces établissements, sera examinée fin 2012 début 2013 à travers deux variables spécifiques disponibles dans ces comptes (pour les années disponibles sur la passé à la fois dans COFI-Pilotages et dans l'enquête n°8). En cas de concordance avec l'enquête n°8, cette dernière pourrait ne plus être destinée qu'aux CFA publics et privés ainsi qu'aux établissements du second degré privés (sous contrat et hors contrat).

L'application de gestion de l'enquête Insertion dans la Vie Active (IVA) des sortants de lycée à été renouvelée pour permettre aux jeunes de répondre à l'enquête par internet. Cette application est testée en 2012 et pourrait être mise en place pour la collecte de février 2013 (diminution des coûts de saisie). La diversification des modes de contact des jeunes pourrait être testée dès la collecte 2013, en étudiant la faisabilité du contact des jeunes par courriels pour limiter à terme les coûts de contacts des jeunes.

5. Aspects particuliers du programme 2013

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Les travaux sur la déclinaison de l'indicateur européen des sortants précoces (Eurostat, calcul à partir des enquêtes emploi de l'INSEE pour la France) au niveau des académies se poursuivent. Un premier travail a été réalisé en 2011 en approximant le concept européen à partir des questions du recensement de la population, l'enquête emploi ne permettant pas de disposer d'effectifs suffisant localement. Il s'agit désormais d'analyser la faisabilité d'exploiter les données des enquêtes annuelles de recensement pour disposer d'indicateurs locaux pour des années plus récentes que celles du recensement (qui cumule cinq années d'enquêtes annuelles pour estimer la situation en milieu de période – 2008 par exemple pour les collectes 2006 à 2010).

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

La DEPP participe à des groupes de travail sur la définition d'indicateurs de développement durable.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Plusieurs travaux en collaboration avec des organismes extérieurs ou sous-traités à des centres de recherche sont et seront lancés.

5.4. Aspects « européens » et internationaux

La DEPP a une participation très active dans des groupes de travail internationaux, sous l'égide d'Eurostat ou de l'OCDE (réseau dit INES).

6. Diffusion des travaux

Le site ministériel education.gouv.fr a été renouvelé et enrichi d'un onglet « Statistiques », dont la responsabilité éditoriale est partagée par la Délégation à la Communication rattachée aux deux ministères et la DEPP.

Outre les publications (notes d'information, revue éducation et formation, ouvrages comme RERS ou l'état de l'école), des informations chiffrées sont aussi disponible de manière détaillé en éditant des tableaux dits paramétrés.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Evolution IVAL	DEPP B3			Publication à partir d'avril 2009 des IVAL selon une nouvelle méthodologie
Enquête de victimation en milieu scolaire	DEPP B3			Exploitation de l'enquête réalisée en 2011 auprès d'un échantillon de 18 000 collégiens. Préparation d'une nouvelle édition en 2013.
Indicateurs de valeurs ajoutées des collèges	DEPP B3			Diffusion au sein du ministère d'une première batterie d'indicateurs

Prolongation du panel étudiants-élèves pour constitution d'un panel démographique	INSEE		Reprise par l'INSEE de ce panel de la DEPP	Fait. Enquêtes réalisées en 2005, 2006, 2007 et 2008. Volet santé en 2007.
Evaluations bilans CEDRE	DEPP B2			Deuxième cycle qui permet d'observer les évolutions par rapport au Cycle 1 débuté en 2003
La maîtrise des compétences du socle commun	DEPP B2			Nouvel indicateur destiné à remplacer celui des compétences de base dans le PLF
Journée défense et citoyenneté (ex JAPD)	DEPP B2		Mise en œuvre d'un test expérimental en numéroté	En coordination avec le ministère de la Défense.
FAERE (fichiers académiques d'élèves pour la recherche et les études)	DEPP	Constitution de fichiers avec identifiants cryptés pour les académies et la DEPP	Mise en place d'un groupe de travail DEPP-services statistiques académiques (SSA) en 2010	

Annexe

Liste des publications diffusées en 2011

LES NOTES D'INFORMATION : 31 numéros en 2011

La croissance de l'apprentissage marque une pause en 2008 et 2009	NI 11.01 Janvier
Une présence plus affirmée des entreprises dans la formation continue universitaire entre 2003 et 2008	NI 11.02 Janvier
La validation des acquis dans les établissements de l'enseignement supérieur en 2009	NI 11.03 Janvier
Diplômes du second degré technologique et professionnel : la demande de VAE très concentrée	NI 11.04 Janvier
Les compétences des élèves en sciences expérimentales en fin d'école primaire	NI 11.05 Janvier
Les compétences des élèves en sciences expérimentales en fin de collège	NI 11.06 Janvier
Résultats définitifs de la session 2010 du baccalauréat	NI 11.07 Mars
La formation continue universitaire accentue son caractère professionnalisant en 2008	NI 11.08 Avril
Les élèves du premier degré à la rentrée 2010 dans les écoles publiques et privées	NI 11.09 Juin
Les élèves du second degré à la rentrée 2010 dans les établissements publics ou privés	NI 11.10 Juin
Résultats provisoires du baccalauréat - France métropolitaine et DOM - Session de juin 2011	NI.11.11 Juillet
Les comptes des EPLE : évolution comparée entre 1998 et 2009	NI 11.12 Octobre
Les actes de violence recensés dans les établissements publics du second degré en 2010-2011	NI 11.13 Octobre
Résultats de la première enquête nationale de victimation au sein des collèges publics au printemps 2011	NI 11.14 Octobre
La dépense par élève ou étudiant en France et dans l'OCDE	NI 11.15 Octobre
Compréhension de l'écrit en fin d'école – Évolution de 2003 à 2009	NI 11.16 Novembre
L'éducation à la santé dans les établissements du second degré (2008-2009)	NI 11.17 Décembre
La santé des enfants en grande section de maternelle	NI 11.18 Décembre
L'expérimentation d'un enseignement intégré de science et de technologie (EIST) en classes de sixième et de cinquième en 2008-2009	NI 11.19 Décembre
L'évolution sur trois ans des élèves accueillis en dispositifs relais - Années scolaires 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010	NI 11.20 Décembre
Intégrer le marché du travail avec un faible niveau d'études - Des situations académiques contrastées	NI 11.21 Décembre

L'absentéisme des élèves dans le second degré public en 2008-2009 et 2009-2010	NI 11.22 Décembre
L'accompagnement éducatif dans les collèges publics en 2008-2009	NI 11.23 Décembre
Les concours de recrutement de personnels enseignants du second degré dans l'enseignement public et privé	NI 11.24 Décembre
Concours de recrutement de professeurs des écoles dans l'enseignement public - Session 2010	NI 11.25 Décembre
Les élèves du premier degré à la rentrée 2011 dans les écoles publiques et privées	NI 11.26 Décembre
Les élèves du second degré à la rentrée 2011 dans les établissements publics et privés	NI 11.27 Décembre
Les évaluations en lecture dans le cadre de la Journée Défense et Citoyenneté - Année 2010	NI 11.28 Décembre
Le coût de l'éducation en 2010 – Évaluation provisoire du compte	NI 11.29 Décembre
La validation des acquis de l'expérience (VAE) dans les établissements d'enseignement supérieur en 2010	NI 11.30 Décembre
Les effets de l'expérimentation "Cours le matin, sport l'après-midi" (Année scolaire 2010-2011)	NI 11.31 Décembre

L'ÉTAT DE L'ÉCOLE – 21^e édition – Novembre 2011 (français, anglais,)

REPÈRES ET RÉFÉRENCES STATISTIQUES – 28^e édition – septembre 2011

FILLES ET GARÇONS À L'ÉCOLE SUR LE CHEMIN DE L'ÉGALITÉ – mars 2011

L'ÉDUCATION NATIONALE EN CHIFFRES – octobre 2011

LES DOSSIERS ÉVALUATION ET STATISTIQUES :

Le compte de l'éducation – Principes, méthodes et résultats pour les années 1999 à 2009-
Numéro 199 – mai 2011

REVUE ÉDUCATION & FORMATIONS

Méthodes internationales pour comparer l'éducation et l'équité – Numéro 80 – décembre 2011

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES

- Indicateurs de résultats des lycées – enseignement général, technologique et professionnel
- Tableaux statistiques - TS Résultats détaillés d'enquêtes aux niveaux national, académique ou départemental, en ligne et nouvelles parutions signalées aux abonnés : 19 numéros en 2011

Sites Internet sous la responsabilité éditoriale de la DEPP

1 - Sites généraux de publications

Les publications de la DEPP, actualités et archives :

- sur le site du ministère de l'éducation nationale, rubrique « Statistiques » <http://www.education.gouv.fr/statistiques> ;
- sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, rubrique « Évaluation et statistiques » <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html>.

2 - Sites relatifs à l'évaluation des élèves :

3 - Autres sites thématiques :

- portail de l'évaluation des élèves <http://educ-eval.pleiade.education.fr> ;
- outils professionnels d'aide à l'évaluation diagnostique des élèves <http://www.banqoutils.education.gouv.fr>, également accessible à partir du portail de l'évaluation des élèves ;
- portail Infocentre : <http://infocentre.pleiade.education.fr>.
- Ces sites ont vocation à être intégrées prochainement aux sites de référence <http://www.education.gouv.fr>, <http://www.eduscol.gouv.fr> et <https://www.pleiade.education.fr>.

1. Exposé de synthèse

L'année 2009 aura été marquée par la réorganisation du Système Statistique Public (SSP) dans le domaine de l'éducation. Le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, jusque-là de la compétence de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP), est maintenant du ressort de la sous-direction des Systèmes d'Information et Études Statistiques (SIES) qui s'est créée au sein du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. La DEPP et le SIES collaborent étroitement sur les sujets d'intérêt commun (nomenclatures, comptes de l'éducation, base nationale des identifiants des élèves et des étudiants...) ce qui garantit donc la continuité du service en matière de production et d'études statistiques dans le domaine éducatif.

La production de données essentielles (nombre d'étudiants, diplômes et indicateurs de réussite, mesure de l'effort (financier et ressources humaines) de Recherche et Développement (R&D)) mobilise la majorité des agents de la sous-direction.

Depuis 2009, le système de collecte des données sur l'enseignement supérieur et la recherche a été modernisé (dématérialisation de certaines enquêtes et dispositifs de collecte) et enrichi (enquêtes sur l'insertion professionnelle des diplômés de master, panel de bacheliers de la session 2008). L'exploitation statistique des données du dispositif « admission post-bac » devrait également enrichir le patrimoine des données disponibles, au niveau national comme au niveau académique.

Des investissements importants sont consentis sur les systèmes d'information du MESR, permettant de simplifier la mobilisation et le traitement de données utiles aux processus de contractualisation avec les établissements d'enseignement supérieur. Les données externes au SIES pourront également être mobilisées à des fins statistiques.

2. Travaux nouveaux pour 2013

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2013

SISE (Système d'information sur le suivi de l'étudiant)

Extension du champ

Initié avec quatre universités en 1995, le dispositif SISE-inscriptions couvre aujourd'hui (à la rentrée 2011/2012) les champs suivants : toutes les universités et grands établissements, les écoles normales supérieures et établissements assimilés, les IUFM, les instituts catholiques, la quasi-totalité des écoles d'ingénieurs et des écoles de management à diplôme visé, soit environ 270 établissements, représentant une population de 1,7 million d'étudiants (sur un total de 2,3 millions). Conformément aux orientations de moyen terme, le système de remontées individuelles sur les étudiants continuera d'être proposé aux quelques écoles d'ingénieurs (y compris pour les formations en partenariat) et aux écoles de management non encore adhérentes à SISE. Pour la première fois en 2011-2012, SISE a intégré la totalité des écoles de management à diplôme visé devrait intégrer SISE.

En ce qui concerne la remontée SISE-diplômes (qui suppose une remontée préalable l'année précédente sous la forme SISE-Inscriptions), elle est quasi-complète pour les données portant sur les écoles d'ingénieurs en 2010. En 2008, les premières remontées des résultats aux diplômes des écoles de management via SISE ont été mises en place. Dès la première année, la quasi-totalité des écoles

utilisant le dispositif SISE pour les inscriptions ont intégré cette remontée. En 2011-2012, l'intégration devrait s'achever.

En 2010, les 4 écoles vétérinaires et l'école nationale supérieure du paysage de Versailles ont été intégrées à la demande du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche dans le dispositif SISE-inscriptions. En 2011, ces écoles ont remonté les résultats aux diplômes qu'elles proposent via SISE.

En 2012, l'information concernant la présence aux examens a été collectée via SISE, ce qui permet la suppression de l'enquête correspondante menée auprès des universités.

Rénovation du dispositif SISE

Sur la base d'une étude préalable menée en 2006, la première phase de rénovation du système SISE, qui a plus de dix ans, s'est engagée en février 2007 et s'est terminée fin 2008. Celle-ci permet en fluidifiant les relations avec les établissements via une plate-forme internet de réaliser des gains de productivité tout en préservant les exigences de qualité et d'avancer le calendrier de l'activité afin de permettre une diffusion plus rapide des données recueillies. Ce nouveau système a été disponible pour comptabiliser les effectifs des étudiants dès la rentrée scolaire 2009-2010. En 2009, une seconde phase de rénovation a été lancée afin d'étendre les fonctionnalités de la première version du système rénové essentiellement sur la partie « nomenclatures ». Cette seconde version a été disponible pour les remontées 2009-2010. Une dernière phase de rénovation a été lancée en 2011, essentiellement pour améliorer l'ergonomie de la plate-forme. La dernière version est actuellement en phase de recette.

Admission Post-Bac

Le dispositif « Admission Post-Bac » permet aux jeunes qui souhaitent s'inscrire dans l'enseignement supérieur (essentiellement des élèves de terminales) de déclarer et classer leurs souhaits, aux établissements d'établir un ordre de classement des différents dossiers qui leur sont parvenus, d'affecter, en fonction des vœux des candidats et du classement des établissements, les candidats sur des formations. Les données recueillies par ce dispositif offrent un fort potentiel en termes d'exploitation statistique, qu'il s'agisse d'éclairer les choix d'orientation souhaités par les candidats et les taux de demande des filières sélectives. Elles permettent ensuite une fois que les données concernant les inscriptions administratives sont disponibles de vérifier l'adéquation avec l'orientation souhaitée. Un travail important d'appropriation des concepts et des différentes requêtes possibles a été mené avec les rectorats. Il a débouché début 2012 sur un dispositif coordonné de production d'états des lieux comparables entre académies aux différentes étapes de la procédure. Des travaux sur la comparaison entre vœux, affectations et inscriptions administratives ont également été menés, et devraient déboucher sur une mise à disposition de résultats en direction des académies.

2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Insertion professionnelle des diplômés du supérieur

L'insertion professionnelle des diplômés du supérieur faisant désormais partie des missions des établissements d'enseignement supérieur, des travaux de mesure et d'analyse de l'insertion professionnelle des diplômés d'un DUT, d'une licence professionnelle ou d'un master au sein d'une université. sont menés depuis 2010 (première enquête réalisée à partir de décembre 2009.). Les enquêtes 2011 et 2012 permettent de consolider le dispositif et d'en enrichir les apports (enrichissement du questionnaire, notamment sur la mobilité et le salaire). Les résultats de l'enquête portant sur les diplômés de 2010 ont été valorisés pour la première fois sous forme d'une Note d'Information.

Enquête sur les stages suivis par les étudiants de l'université.

Il s'agit d'une enquête exhaustive réalisée auprès des universités, légère (il s'agit de dénombrer le nombre de stages, ventilés par cursus, durée, existence ou non d'une gratification). Le dispositif a été lancé pour la première fois en 2010. Une restitution d'information a été faite auprès des universités. L'année 2011 a été reconduite à l'identique et le recueil, mieux intégré aux pratiques des établissements, a été de meilleure qualité. Le questionnaire a été légèrement enrichi pour 2012..

Le SIES bénéficiera des investissements projetés par la DEPP en matière d'unification des identifiants d'élèves et d'étudiants (utiles pour les suivis de trajectoires et l'analyse de l'orientation), sur le cryptage

des identifiants (condition indispensable pour le traitement de ce type de données), sur la géolocalisation des équipements.

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Les effectifs d'étudiants des établissements d'enseignement supérieur hors université	SIES	Les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités ont la possibilité de répondre à cette enquête en envoyant une extraction de leur système de gestion de la scolarité selon un dispositif de remontées individuelles s'apparentant à celui des remontées administratives universitaires SISE.
Le devenir des bacheliers 2008	SIES	Cette enquête annuelle permet de recueillir des éléments indispensables pour la description et l'analyse des trajectoires des jeunes dans l'enseignement supérieur. Elle complète les données administratives par des questions sur l'environnement des jeunes, leurs difficultés, leurs projets...
Exploitation de fichiers administratifs ou de collectes sous statut administratif		
SISE-Inscriptions Système d'information sur le suivi de l'étudiant	SIES	Les effectifs d'étudiants dans les universités et dans certains autres établissements d'enseignement supérieur. (informations au niveau individuel)
SISE-diplômes Système d'information sur le suivi de l'étudiant	SIES	Diplômes délivrés dans les universités (informations au niveau individuel)
Les nouveaux inscrits en première année de cursus licence	SIES	
Enquête sur les résultats au BTS	SIES	
Exploitation statistique des fichiers de bénéficiaires de bourses dans l'enseignement supérieur.	SIES	Il s'agit de dénombrer les étudiants bénéficiaires de bourses, selon l'échelon de bourse, selon la filière suivie dans l'enseignement supérieur... ; ces données peuvent également donner lieu à des simulations.
Autres travaux répétitifs		

4. Allègement de la charge statistique

Dans le supérieur, la couverture des établissements par le système 'SISE' permet de supprimer progressivement l'enquête papier auprès de ces établissements. Cependant, certains établissements répondent encore à des enquêtes agrégées « papier ». A la rentrée 2011, ils ont eu la possibilité de répondre aux enquêtes « papier » sous forme dématérialisée via un site internet sécurisé (application CIDONES). Ce dispositif a été très bien accueilli par les écoles.

De manière générale, les services s'efforcent de limiter les enquêtes auprès des établissements en utilisant les informations contenues dans les systèmes d'information du ministère. Les services statistiques des ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche interviennent depuis de nombreuses années lors de la conception de ces systèmes afin qu'ils intègrent bien la dimension « pilotage global » des unités (de l'établissement à l'administration centrale),

autrement dit qu'ils permettent d'établir des statistiques et des indicateurs pertinents et ne se limitent pas à la gestion purement administrative de cas individuels.

5. Aspects particuliers du programme 2013

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Elaboration d'un atlas des effectifs étudiants et d'un ensemble d'indicateurs régionaux de la Recherche et de l'Innovation. Diffusion d'indicateurs sur les universités. De nombreuses données sont diffusées par université.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

5.4. Aspects « européens »

Définition d'indicateurs et de benchmarks faisant partie du cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Le SIES est le référent de la France pour les données concernant les étudiants dans l'enseignement supérieur dans le cadre de la collecte harmonisée UOE (UNESCO, OCDE, Eurostat).

Le contexte européen est marqué par trois grands chantiers : la refonte de la nomenclature des diplômes et des formations, la mise en œuvre du règlement qui encadre, à partir de l'exercice 2012, la collecte des données UOE et un enrichissement notable du recueil de données statistiques sur la mobilité étudiante. Si les deux premiers en arrivent maintenant au stade opérationnel, le troisième nécessite encore des travaux méthodologiques approfondis et une concertation européenne intense.

6. Diffusion des travaux

Projet de rénovation du site Web statistique, et mise en ligne de tableaux associés aux publications statistiques. L'atlas des effectifs étudiants est désormais accessible sous une version enrichie, offrant la possibilité d'accéder aux tableaux statistiques par « zooms » successifs, au niveau géographique comme par filière d'enseignement. Cette version est accessible sur mobile ou tablette.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Nouveau panel de bacheliers	SIES		Remplacement du précédent panel	Première interrogation en 2009 auprès des bacheliers 2008 (publication des résultats en juillet 2010), deuxième interrogation en 2010 (publication des résultats 1 ^{er} trimestre 2011), troisième interrogation en 2011, quatrième en 2012 et cinquième en 2013.

Annexe

Liste des publications diffusées en 2011

L'ÉTAT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE – n°5 – décembre 2011

REPÈRES ET RÉFÉRENCES STATISTIQUES – 27^e édition – septembre 2011

ATLAS REGIONAL Effectifs d'étudiants en 2009-2010– juin 2011

LES NOTES D'INFORMATION ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE (en 2011)

- NI 11.02 « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées, vingt ans d'évolution entre les rentrées 1998 et 2008 »
- NI 11.03 « Les étudiants dans les instituts catholiques »
- NI 11.04 « Les étudiants en sections de techniciens supérieurs, rentrée 2010 »
- NI 11.07 « Les écoles d'ingénieurs en 2009-2010 »
- NI 11.08 « Les bacheliers 2008 : où en sont-ils à la rentrée 2009 ? »
- NI 11.09 « Que deviennent les étudiants inscrits en première année de médecine ? »
- NI 11.10 « Formations artistiques, culturelles et de communication en 2009 »
- NI 11.11 « Flux internationaux d'étudiants : quatre fois plus nombreux qu'en 1975 ».
- NI 11.14 « Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2010 : l'augmentation se poursuit »
- NI 11.15 « Les étudiants inscrits dans les universités publiques françaises en 2010/2011 »
- NI 11.16 « Projection des effectifs dans l'enseignement supérieur pour les années de 2011 à 2020 ».

- PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES

Tableaux statistiques - TS Résultats détaillés d'enquêtes aux niveaux national, académique ou départemental, en ligne et nouvelles parutions signalées aux abonnés

Sites Internet sous la responsabilité éditoriale de la DEPP

Sites généraux de publications

Le portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

Les publications de la DEPP et de SIES, actualités et archives :

- sur le site du ministère de l'éducation nationale, rubrique « Outils de documentation et d'information », sous-rubrique « Évaluation et statistiques », « Les publications » : <http://www.education.gouv.fr/pid132/les-publications.html> ;
- sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, rubrique « Outils », sous-rubrique « Documentation », Evaluation et statistiques : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html> ;

1. Exposé de synthèse

En 2013 comme en 2012, l'activité du Pôle Recherche du Département des études statistiques se concentrera autour de l'amélioration de la qualité que ce soit en termes méthodologiques qu'en termes de mise à disposition de l'information (délais, chiffrages provisoires et définitifs,...), des bilans qualité des enquêtes R&D seront poursuivis sur cette même période.

Le Pôle Recherche prend en compte les phénomènes émergents (multiplication des filiales de valorisation des universités, structuration de nouvelles industries de haute technologie comme les biotechnologies, la place des entreprises multinationales et des groupes...). En 2012/13, seront poursuivis les travaux spécifiques sur l'observation de la recherche des établissements d'enseignement supérieur entamés en 2012.

2. Travaux nouveaux pour 2013

2.1 Enquêtes nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à l'année

- **Enquête Écoles doctorales**

Le Pôle Recherche réalise, à partir de 2011, l'enquête sur les effectifs de doctorants et de docteurs des écoles doctorales. Cette enquête lancée en 2001, était jusqu'ici réalisée par la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle dans le cadre de son contrôle de gestion. Elle permet, en premier lieu un décompte des diplômés de l'année civile n-1 ainsi que des inscrits de l'année universitaire n-1/n. Un bilan de ce premier exercice est en cours de réalisation. Le Pôle Recherche doit «professionnaliser» la collecte et inscrire l'enquête dans les problématiques qui relèvent de son champ d'intervention, en liaison avec les directions concernées du MESR. Le recueil des données est dématérialisé.

- **Enquête spéciale sur les chercheurs et ingénieurs R&D dans les entreprises**

Cette enquête biennale vient compléter l'enquête principale auprès des entreprises et interroge sur les caractéristiques des chercheurs de l'entreprise (structure d'âge, de diplômes, nationalité, mouvement d'entrée, sortie de la fonction recherche des entreprises). L'exploitation de l'enquête menée en 2012 sur l'exercice 2011 sera menée fin 2012 – début 2013 ; les résultats seront diffusés courant 2013.

2.2 Nouvelles exploitations de systèmes d'information ou de collectes sous statut administratif

- **Enquête sur les ressources globales R&D des universités**

Cette enquête menée auparavant par la direction de la recherche est réalisée par l'équipe statistique Recherche depuis 2005. Compte tenu des changements intervenus dans l'organisation du système Enseignement Supérieur Recherche (Responsabilités et compétences élargies –RCE- , globalisation des budgets), l'enquête doit être réaménagée. Le questionnaire exploratoire adressé à 20 universités doit être étendu aux 37 établissements passés aux RCE en 2010.

- **Etude pour la mise en place de remontées d'informations individuelles sur les personnels des organismes de recherche publics**

Le projet d'amélioration de l'information sur l'emploi scientifique (AIES) vise la constitution d'un entrepôt de données sur la base d'échanges de données automatisés. Sur ce projet, la sous-direction SIES apporte un soutien technique et méthodologique à la direction générale pour la recherche et l'Innovation du Ministère. Un projet « allégé » de remontées d'information sur l'emploi scientifiques des organismes de recherche publics reste à l'étude.

2.3 Travaux statistiques renouvelés

- **Enquête sur les ressources globales R&D des universités**

cf. point 2.2

3. Opérations répétitives

Enquêtes statistiques au sens de la loi de 1951

33	Enquête sur les moyens consacrés à la recherche et au développement dans les entreprises et les centres techniques professionnels (enquête principale, volet chercheur, volet prévision)	Obligatoire
37	Enquête sur les moyens consacrés à la recherche et au développement dans les associations et les GIP	

Collectes sous statut administratif

35	Les moyens consacrés à la R & D dans les organismes publics et services ministériels
36	La recherche dans les CHU et centres de lutte contre le cancer (CLCC)
21	Les ressources globales auprès des établissements d'enseignement supérieur
15	Les budgets R&T des collectivités territoriales
38	Les objectifs socio-économiques des crédits budgétaires Recherche de la MIREs (Mission interministérielle Recherche et Enseignement supérieur)
	Ecoles doctorales

4. Allègement de la charge statistique

4.1 des entreprises

Pour les enquêtes sur la R&D auprès des entreprises, dès 2010 l'accélération de la dématérialisation des réponses, grâce au site Internet dédié a été radicale. Ainsi l'enquête lancée en avril 2010 n'a pas donné lieu à envoi de questionnaire papier. L'impact de cette initiative sur le taux de réponse dématérialisée sur l'exercice 2009 a été de taille puisque que plus de 85% des réponses sont désormais faites via l'outil de réponse en ligne (contre 30% sur l'exercice 2008). Ce chiffre est d'autant plus impressionnant que le taux de réponse global à l'enquête dépasse les 90%.

Les modalités de réponses « groupées » dans le cas de grandes entreprises ou de groupes sont étudiées au cas par cas.

4.2 des collectivités territoriales

La collecte de l'enquête administrative sur les budgets Recherche & Technologie des collectivités territoriales de métropole et d'outre-mer est dématérialisée, avec une application de collecte dédiée depuis l'enquête 2012. L'enquête, réalisée par l'équipe statistique Recherche depuis 2003, est désormais stabilisée (taux de réponse à 100% pour les régions et les départements).

5. Aspects particuliers du programme 2013

5.1 Comptabilité nationale

Dans le cadre du changement de base des comptes nationaux, la SIES - Pôle Recherche a participé au groupe de travail intitulé "Chantier Recherche et développement". En mai 2012, le Pôle Recherche a transmis à l'Insee les premiers éléments relatifs aux années 2009 et 2010, selon les classifications utilisées par la comptabilité nationale. Il transmettra désormais tous les ans à l'Insee, avant septembre, ces informations nécessaires à l'élaboration des comptes nationaux.

5.2 Aspects régionaux et locaux

L'enquête sur les budgets R&T des collectivités territoriales permet de connaître les dépenses des régions et départements en matière de R&D.

La DIRD (Dépense intérieure de recherche-développement) et les effectifs de chercheurs sont ventilés par région.

Des cartes sont disponibles sur le site REPERES (voir ci-dessous).

Initié en 2009, un « kit Recherche » développé dans le cadre du COPAR pour étendre l'offre de données régionales a été remis à jour fin 2010 et mis à disposition des DR de l'Insee. Il inclut de nouveaux indicateurs régionaux.

Enfin, la création des pôles de compétitivité et des différentes structures de recherche prévues dans la loi d'orientation de la recherche va accroître la demande de données régionales ou locales.

Contribution à l'outil de restitution d'indicateurs généraux sur la R&D en région (outil PAP-ESR).

5.3 Aspects environnement

L'enquête sur la R&D auprès des entreprises leur demande de préciser le pourcentage de leurs dépenses de recherche en matière d'environnement.

L'enquête auprès des acteurs ou financeurs publics sur les objectifs socio-économiques de leur recherche distingue un poste « environnement ».

Les enquêtes R&D dans leur ensemble permettent de répondre aux attentes de chiffrages sur l'environnement.

5.4 Aspects européens

La SIES est tenue par un règlement européen de fournir les grands agrégats concernant la recherche (DIRD, DNRD, ...) concernant l'année N au mois de juin de l'année N+2.

Comme cela est indiqué dans les orientations à moyen terme, l'élaboration d'indicateurs sur la recherche fera l'objet d'une grande vigilance de la part de la SIES, en liaison avec les directions concernées. Cette vigilance portera non seulement sur les aspects techniques mais aussi, et d'abord, sur le fond, car les indicateurs adoptés révéleront la conception de la recherche qui prévaudra au niveau européen et ils auront finalement un impact sur les politiques suivies.

6. Publications

Ont été publiés : -:

'Jaune' budgétaire sur l'État de la recherche : la cinquième partie de l'annexe au PLF (Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures – dit « Jaune budgétaire ») analysant l'effort de recherche et développement en France, dans le monde et les activités des régions en la matière. - août

Les Notes Recherche :

- Dépenses de recherche et développement en France en 2010 Premières estimations en 2011 (à paraître)
- Dépenses en R&D des entreprises – Comparaison France-Allemagne (à paraître)
- [Dans une économie tournée vers les services, la recherche industrielle française reste dynamique](#) (avril 2012)
- [Les collectivités territoriales dans le financement de la Recherche et Technologie](#) (avril 2012)
- Dépenses de recherche et développement en France en 2009 Premières estimations en 2010 (octobre 2011)
- Les profils régionaux de la recherche en 2008 (août 2011)
- Les chercheurs en entreprise - Forte augmentation sur la période 1997-2007 (avril 2011)

Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche - décembre

Contributions :

France Portrait Social - tableaux régionaux pour le pôle EDORE - OSEO rapport annuel Observatoire des PME – GraphAgri

Pour mémoire : sites Internet

Les publications de la sous-direction SIES actualités et archives sur le site du ministère, rubrique « statistiques » (accès rapide) : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr>

REPÈRES : Ressources Pour une Economie de la REcherche et de la Science : mise à disposition des résultats d'enquêtes et de la [synthèse annuelle de l'enquête](#) sur le financement de la recherche et le transfert de technologie par les collectivités territoriales. <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes>

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Expertise de la base de sondage de l'enquête R&D auprès des entreprises	Depp (puis SIES) Département SSE de l'Insee	2009 / 2010	Le champ d'observation a été étendu aux entreprises d'au moins 0,1ETP de chercheurs.	FAIT
Aménagements des calendriers d'enquêtes en vue de produire des chiffres provisoires pour les RAP et PAP (Lof)	DEPP (puis SIES)	2009 / 2010		FAIT
Elargissement de l'enquête R&D aux services	DEPP puis SIES	-	Le champ compte déjà les services. L'expertise de la base de sondage a confirmé qu'ils sont correctement représentés.	FAIT
Constitution d'un répertoire unités mixtes de recherche publique	DEPP – puis SIES	2012	Intégré dans le projet de répertoire national des structures de recherche piloté par la sous-direction SIES (département des systèmes d'information).	Projet intégré dans le cadre de cohérence SI Recherche (DGRI).
Amélioration de l'information sur l'emploi scientifique	SIES et Ministère Recherche	2013 2014	Premier exercice Mise en routine	

Ministère de l'Intérieur

Direction centrale de la police judiciaire (D.C.P.J.).

1 - Exposé de synthèse

La statistique des crimes et délits, tenue par le ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales, a pour objectif de dresser un état de la criminalité et de la délinquance apparentes, portées à la connaissance des services de police et des unités de gendarmerie. Ces informations permettent aux autorités chargées de l'ordre public et de la protection des personnes et des biens de localiser et de mesurer le phénomène criminel, d'en suivre l'évolution et de mettre en place des politiques publiques propres à y faire échec.

Mis en place en 1972, le système statistique a été modernisé une première fois en 1988, puis en 1995 à la suite des travaux menés par un groupe interministériel. Il repose sur une méthodologie unique de comptage des infractions composant la nomenclature statistique. Les règles édictées dans un guide de méthodologie statistique et les contrôles hiérarchiques effectués garantissent l'homogénéité et la fiabilité de la collecte effectuée par l'ensemble des services producteurs.

Par ailleurs, depuis le 1er juillet 1995, ce système permet une analyse mensuelle départementale de la criminalité et de la délinquance, grâce à la transmission par voie télématique à destination des échelons centraux, des statistiques établies en ce domaine par les services territoriaux de police et de gendarmerie.

La production de ces informations sera reconduite en 2013 pour répondre aux besoins de l'ensemble des autorités.

2 - Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

- Poursuite du plan national d'enrichissement visant à améliorer la qualité et l'exhaustivité des informations alimentant la base nationale du système de traitement des infractions constatées (S.T.I.C.), source de production d'indicateurs statistiques complémentaires aux résultats statistiques issus de l'état 4001, notamment ceux concernant les victimes, les lieux de commission d'infraction, les modes opératoires ou encore les objets.

- Poursuite des travaux de finalisation des fonctionnalités statistiques du projet LRPPN (anciennement ARDOISE), dispositif destiné à remplacer les applications existantes locales (S.T.I.C.-F.C.E. et Omega) de la police nationale pour la collecte des statistiques institutionnelles 4001 et opérationnelles sur la criminalité et la délinquance.

- Mise en œuvre du nouveau système d'information mutualisé (police/gendarmerie) sur lequel s'adosseront les nouvelles applications statistiques de la police nationale avec d'une part l'application « STATISTIC 4001 », serveur qui permettra de poursuivre la production des statistiques institutionnelles de la délinquance de la police nationale (état 4001) et d'autre part l'application « STATISTIC OP » qui fournira, à partir d'une base d'informations « anonymisées » des données visant notamment : le fait (nature d'infraction), les victimes (personnes physiques et morales, profession, nationalité, âge), les objets, ainsi que les modes opératoires.

Ces nouveaux dispositifs statistiques seront appelés à remplacer les outils actuels. S'agissant de la statistique institutionnelle 4001, il n'est pas envisagé de modifier son champ d'application, son contenu (enregistrement des crimes et délits dénoncés par les victimes aux services de police et de gendarmerie ou constatés d'initiative par ces derniers) ainsi que la nomenclature en 107 index sur laquelle elle repose depuis 1972. L'outil 4001 sera donc conservé.

3 - Travaux nouveaux pour 2013

3.1 - Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Néant

3.2 - Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2013

Néant

3.3 - Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2013

Néant

3.4 - Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2013

Néant

4 - Aspects particuliers du programme 2013

4.1 - Aspects « Territoires »

- Mise à jour des « tableaux économiques régionaux » : résultats statistiques 2012 sur la délinquance constatée dans les régions administratives et les départements français (destinataire : l'institut national de la statistique et des études économiques -I.N.S.E.E.-).

- Mise à jour des « tableaux de l'économie française » et de « l'annuaire statistique de la France » pour les données 2012 sur la délinquance constatée (destinataire : I.N.S.E.E.).

4.2 - Aspects « environnement et développement durable »

Néant

4.3 - Aspects « évaluation des politiques publiques »

Néant

4.4 - Aspects « européens »

Néant

5 - Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Enquêtes			
-Néant			
Exploitation de fichiers administratifs			
- Collecte, centralisation et exploitation des statistiques sur la criminalité et la délinquance constatées par les services de police et les unités de gendarmerie, à partir d'une transmission par voie télématique de fichiers statistiques départementaux dont la gestion est assurée informatiquement par la D.C.P.J. (service central d'étude de la délinquance).	Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration Direction Centrale de la Police Judiciaire		L'article D8 du code de procédure pénale (décret n° 96.74 du 25 janvier 1996) stipule que « les services de police et les unités de gendarmerie adressent aux services relevant de la D.C.P.J. les renseignements relatifs à la délinquance et à la criminalité susceptibles d'être exploités dans un but de centralisation, de classification ou de diffusion (avis, fiches, statistiques) ».
Autres travaux répétitifs			
-Néant			

6. Allègement de la charge statistique des entreprises

Néant

Sous Direction de la Statistique et des Etudes (SDSE)

1. Exposé de synthèse

Du côté de la production statistique, le système justice est en pleine refondation.

A l'heure actuelle, différentes strates se sont juxtaposées au fil du temps : mise en place de tableaux de bord locaux, remontées de fichiers détaillés, déploiements d'infocentres applicatifs... Au sein du ministère de la justice, les réflexions récentes (2008 puis 2011) sur le schéma directeur informatique ont permis de clarifier le paysage en préconisant une architecture pour les outils de nature décisionnelle reposant sur une logique de mutualisation des données au sein d'un entrepôt central. Ceci trace une nouvelle perspective pour la statistique Justice.

Ainsi, au cours des années 2010-2012, la SDSE a mené une expérimentation à partir de deux applications de gestion de la chaîne pénale : *Cassiopée* (Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Orienté Procédure pénale et Enfant qui gère la procédure pénale en juridiction), *APPI* (Application des Peines Probation Insertion qui traite de l'application des peines prononcées).

Un élargissement et une consolidation de la démarche sont envisagés via un projet porté par le Secrétariat général du ministère (SDSE et sous direction de l'informatique). Pragmatique, il s'appuierait sur l'expérimentation en cours pour en tirer les leçons et pour lui donner une nouvelle dimension avec des objectifs plus ambitieux. En 2013, serait mis en place un premier socle pénal avec des indicateurs statistiques de la phase d'arrivée au parquet à la phase du jugement. Les lots suivants viseraient à couvrir progressivement un ensemble plus vaste de données : enchaîner avec le pénitentiaire en 2014 ; introduire les dispositifs spécifiques à la Direction de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse ainsi que la dimension des moyens (effectifs et budget) en 2015. Ce projet ambitieux devrait permettre au Ministère de disposer enfin d'un véritable système d'information décisionnel en aval de ses multiples applications de gestion.

Du côté de la diffusion, il reste à rationaliser le dispositif actuel en essayant d'alléger les travaux de prestations sur mesure et en mettant davantage de résultats en ligne. Cet objectif tiendra compte des complémentarités liées à la mise en place de l'outil décisionnel Pharos (Pilotage HARmonisé pour l'Organisation des Services), développé dans le cadre du contrôle de gestion des juridictions, et qui ouvre l'accès à plusieurs restitutions riches et à un outil de « requêtage » sur les principaux indicateurs de performance en interne au ministère ; un tel outil permet à la SDSE de se désengager de la maintenance coûteuse de tableaux de bord.

2. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Le programme à moyen terme 2009-2013 de la SDSE comportait 4 points :

. Cassiopée et la mise en place d'un système d'information décisionnel

Comme indiqué en introduction, ce projet a pris de l'ampleur et constitue de fait le chantier majeur de production statistique sur le moyen terme. Il aboutira à de premiers résultats en 2013 et pourrait se poursuivre jusqu'en 2015 avec un élargissement du champ.

. Portalis : il s'agit d'un projet équivalent à celui de Cassiopée mais sur le domaine civil. Du fait d'un déploiement plus long que prévu pour le logiciel Cassiopée dans l'ensemble des juridictions (de 2008 à 2013 pour les Tribunaux de grande Instance, puis en 2014 pour les Cours d'appel), ce projet n'a pas encore été lancé.

. Enrichissement de l'offre Internet avec des tableaux détaillés.

Cette action se poursuit au fur et à mesure de la disponibilité des données. On notera que ce type de tableaux a notamment été fourni à « Etalab » (projet interministériel d'Open data), la SDSE contribuant ainsi très largement à la prestation du ministère.

. Avancement de la publication des chiffres clés de la Justice

Cette action n'a pas abouti du fait de la refonte de la statistique pénale liée au déploiement de Cassiopée

Par contre, on a progressé en mettant en ligne plus tôt les nombreux tableaux de l'annuaire statistique (près de 40 000 chiffres avec des séries longues), ce faisant on peut mettre progressivement en ligne les principaux chapitres de l'annuaire, soit à l'automne sans attendre la publication papier.

3. Travaux nouveaux pour 2013

3.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Sur le domaine civil, il y a deux projets d'enquêtes autour du thème du divorce menés avec la Direction des Affaires Civiles et du Sceau (DACS) :

- . sur la résidence des enfants de parents séparés,
- . sur la compensation économique après divorce (en collaboration avec des universitaires).

3.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2013

Le chantier majeur est celui de la mise en place d'un système d'information décisionnel.

Ainsi, au cours des années 2010-2012, la SDSE a mené une expérimentation à partir de deux applications de gestion de la chaîne pénale : *Cassiopée* (Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Orienté Procédure pénale et Enfant qui gère la procédure pénale en juridiction), *APPI* (Application des Peines Probation Insertion qui traite de l'application des peines prononcées).

En réponse à une demande du Cabinet du Garde des Sceaux, le premier champ d'expérimentation a été celui de l'exécution des peines d'emprisonnement ferme en attente d'exécution à partir des données de la chaîne pénale *Cassiopée* et du logiciel d'application des peines *APPI*, domaine sur lequel il n'y avait pas de source statistique fiable. On a ainsi abouti en 2011 à une estimation régulière du stock des peines d'emprisonnement ferme en attente d'exécution au niveau France entière et par juridiction. Outre ces agrégats, les résultats comportent aussi des indicateurs sur la dynamique des flux : délais d'écoulement, taux de couverture des entrées par les sorties, taux de mise à exécution, taux d'entrée dans le stock,... Ce travail montre que l'exploitation conjointe de *Cassiopée* et d'*APPI* permet d'apporter un éclairage statistique sur une problématique transversale à fort enjeu pour le ministère.

Une deuxième étape de l'expérimentation, actuellement en cours, vise à enrichir radicalement les indicateurs de suivi de la filière pénale, de la phase d'arrivée au parquet au jugement. Au-delà de l'approche classique transversale en affaires des traditionnels « cadres du parquet », on peut construire une statistique en auteur qui s'articule avec l'amont (les auteurs signalés à la justice) et l'aval (l'exécution des peines par les auteurs et les enregistrements ultérieurs au casier judiciaire par auteur) ; il devient alors possible de suivre le devenir de cohortes d'auteurs. Par ailleurs, on peut donner davantage de profondeur à l'analyse en introduisant des calculs de délais intermédiaires des procédures et en déclinant l'ensemble de ces indicateurs par nature d'affaires pour faire apparaître la diversité et la rapidité de la réponse pénale.

Ces expérimentations conduites selon les principes d'un système d'information décisionnel démontrent la faisabilité technique et l'intérêt d'une telle démarche. Celle-ci nécessite de nombreux allers retours pour tenir compte de la qualité réelle des données de gestion, ce que les « boîtes noires » des infocentres des applications de gestion ne permettaient pas.

Un élargissement et une consolidation de la démarche sont envisagés via un projet porté par le Secrétariat général (SDSE et sous direction de l'informatique). Ce projet se veut progressif avec le maintien des infocentres actuels tant que les magasins de données de substitution ne sont pas disponibles. Pragmatique, il s'appuiera sur l'expérimentation en cours pour en tirer les leçons et pour lui donner une nouvelle dimension avec des objectifs plus ambitieux. D'ores et déjà, deux premiers lots sont prévus d'ici mi-2013 : un lot 1 visera à réaliser un « démonstrateur » sur la base du besoin transverse de suivi de la filière pénale, de l'arrivée au parquet à l'exécution de la peine. Partant de l'expérimentation en cours, on visera à définir un modèle de données pour fixer le socle de l'entrepôt de données et constituer les premiers magasins de données sur la filière pénale. Un lot 2 mené en parallèle cherchera à définir l'environnement technologique nécessaire (outils d'extraction et infrastructure). Les lots suivants à partir de 2013 jusqu'à 2015 viseront à couvrir progressivement

l'ensemble des besoins par la mise en place des magasins de données adaptés, ce qui devrait conduire à terme à l'abandon progressif des infocentres.

3.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2013

Au-delà de la simple mise à disposition de fichiers et de tableaux, la SDSE réalise quotidiennement de nombreux travaux de **diffusion** (chiffre-clés, annuaire statistique, Infostat, rapports d'étude, contributions à différents observatoires,...). Ces dispositifs devront être revus. On a retenu d'organiser une offre de diffusion structurée autour de quatre niveaux :

- Internet avec accès par type de public (grand public et médias ; public spécialisé : parlementaires, professionnels du droit, chercheurs, ...) pour des chiffres-clés, des publications, des tableaux et des définitions ;
- Intranet pour les décideurs du ministère avec des tableaux détaillés ;
- Bases de données documentées avec droits d'accès différenciés en interne au ministère ;
- Réponses à la demande, que l'on souhaiterait voir diminuer par recours aux données en ligne sur l'Internet comme sur l'Intranet.

Plusieurs travaux d'études sont prévus :

- Le chantier prioritaire en aval du système d'information décisionnel pénal est celui de la conception et du développement d'un modèle de prévision de moyen-long terme des flux sur l'ensemble de la chaîne pénale ; il s'agit d'un outil d'aide à la décision à visée prospective permettant de simuler différents scénarios de politique pénale pour en évaluer les impacts sur la population pénitentiaire ; l'échelle territoriale visée est la région pénitentiaire.

- Mise à jour du bilan statistique de la loi de sauvegarde des entreprises : il s'agit d'actualiser un bilan statistique de la loi de sauvegarde des entreprises réalisé par la DACS sur les années 2006 et 2007.

- Etude sur la délinquance sexuelle : cette étude, aussi lourde en termes de concepts que d'analyse statistique, est à l'intersection des problématiques de réitération-récidive et de connaissance de la délinquance sexuelle, y compris criminelle ; elle poursuit l'investissement méthodologique réalisé en matière de récidive-réitération. Elle sera conduite en concertation avec la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces (DACG).

- Etude sur les régimes de protection des majeurs : Il s'agit d'une synthèse des évolutions des recours aux différents régimes de protection des majeurs en liaison avec la démographie des territoires de ressort. Elle pourra comporter une dimension d'évaluation des réformes des tutelles à mener à partir des travaux de la DACS.

D'autres sujets d'étude seront abordés en partenariat avec le CESDIP, Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales (constitution de séries longues Justice) ou avec d'autres laboratoires de recherche (CREST, Centre de Recherche en Economie et Statistique, avec un programme d'étude sur les peines prononcées à partir du casier judiciaire)

4. Aspects particuliers du programme 2013

4.1 Aspects « Territoires »

La statistique Justice comporte par construction une dimension locale, mais sur le contour très particulier des différentes juridictions (35 Cours d'Appel, 160 tribunaux de grande instance, 305 tribunaux d'instance et de police, 210 Conseils de Prud'hommes, 135 tribunaux de commerce) ; ces statistiques par juridiction sont régulièrement mises en ligne sur le site du ministère. On pourrait sans doute aller plus loin ; aucun projet précis sur ce thème n'est prévu en 2013.

4.2 Aspects « environnement et développement durable »

Potentiellement, la statistique Justice pourrait servir à caractériser l'environnement social à un niveau local (par ressort de juridiction, voir point précédent). Il faudrait mener une étude de faisabilité pour déterminer les indicateurs pertinents et réalistes pour éclairer cette dimension. Faute de moyens, aucun projet précis sur ce thème n'est prévu en 2013.

4.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

La SDSE apporte une contribution ponctuelle importante aux études d'impact et à l'évaluation des politiques publiques de justice en fonction de l'actualité des projets législatifs.

En outre, elle gère des enquêtes régulières auprès des juridictions, à vocation d'évaluation (comme par exemple, l'enquête électronique sur l'utilisation de la visioconférence pour réduire les extractions de prisonniers); de même, les enquêtes d'opinion et de satisfaction relèvent aussi de cette problématique d'évaluation (comme par exemple, l'enquête auprès des usagers des maisons de la Justice et du Droit).

4.4 Aspects «européens »

Le Conseil de l'Europe a créé une commission européenne pour l'efficacité de la Justice (CEPEJ) dont une des tâches est l'élaboration et l'exploitation d'un questionnaire sur la justice adressé aux pays membres : données statistiques et informations sur l'organisation et la procédure judiciaire. La SDSE est impliquée dans la réponse à la partie statistique du questionnaire. La dernière réponse sur les données 2009 a été publiée par la CEPEJ en fin 2011, la prochaine sur les données 2010 devrait être diffusée d'ici fin 2012.

5. Opérations répétitives

Rappelons un important travail permanent de diffusion en termes de publications :

- **Chiffres-clés** : synthèse chiffrée sans commentaire. Publication présente sur internet et fascicule papier, publication en novembre n+1.

- **Annuaire statistique** : publication traditionnellement sur support « papier » éditée par la Documentation Française. Séries chronologiques sur 5 ans sur un champ judiciaire élargi. Mise à jour progressive sous forme de tableaux pour la première fois en 2011 sur internet à partir de décembre ; publication papier de l'édition 2011-2012 début juillet 2012.

- **Infostat**, publication de 4 à 8 pages permettant de vulgariser les résultats des études. Sont programmés pour 2012 les Infostats suivants :

- Divorce : une procédure à deux vitesses
- Trajectoire judiciaire des mineurs et désistance
- Application et impact de la loi sur les peines planchers
- Porter plainte ou pas : les facteurs explicatifs
- Bilan statistique de la loi de sauvegarde des entreprises
- Répétition-récidive des crimes et délits sexuels
- La protection des majeurs

- **Publications récurrentes** :

- Contribution du ministère de la Justice au bilan de l'Observatoire de la sécurité routière.
- Contribution du Ministère de la Justice au rapport annuel de l'ONDRP.
- Rapport d'activité annuel des Maisons de Justice et du Droit.
- Les condamnations prononcées : synthèse et compilation de tableaux sur une année de condamnations.
- L'activité judiciaire de l'année n : note de synthèse sur l'activité judiciaire de l'année écoulée à l'été n+1.
- Contribution aux publications INSEE (Tableaux de l'Economie Française, France portrait social, annuaire statistique de la France) et aux Tableaux Economiques régionaux.

6. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet en ce qui concerne le ministère de la Justice.

Mutualité sociale agricole (MSA)- Caisse centrale

Direction des Etudes, des Répertoires et des Statistiques

1. Exposé de synthèse

Les travaux d'études et de nature statistique de la MSA s'inscrivent dans le cadre des Conventions d'objectifs et de gestion (COG) passées entre l'Etat et la CCMSA.

Dans le cadre de la COG 2011-2015, une rubrique spécifique présente les aspects statistiques dont l'objectif est le développement et la diffusion des études et des statistiques.

La direction des Etudes, des Répertoires et des Statistiques (DERS) de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) produit, valide et met à disposition les statistiques du régime agricole. Ces statistiques font partie des éléments justificatifs financiers détaillés des recettes et des dépenses que doit fournir à sa tutelle la MSA en tant que gestionnaire d'un service public. Elles permettent également la réalisation de simulations nécessaires à l'évaluation de l'impact de mesures nouvelles économiques ou sociales.

La richesse des données et du champ couvert a également conduit à poursuivre la mise en œuvre d'une politique de conventions d'échange de données statistiques avec les différents acteurs de la statistique publique, les instituts de recherche et les partenaires sociaux.

La direction gère également l'Observatoire Économique et Social (OES) qui valorise les informations statistiques dans le domaine économique et social. Celui-ci couvre quatre champs de connaissances : santé, retraite, famille et économie agricole.

A moyen terme et notamment à partir de 2013, afin d'améliorer la connaissance des populations agricoles et de réaliser des études statistiques pour répondre aux demandes des corps de contrôle, d'inspection et de tutelle, la DERS développera (sous réserve d'accord CNIL) le rapprochement des données des différents champs de connaissance couverts.

Enfin, la direction gère également, en lien avec d'autres directions de la CCMSA, notamment la direction de la santé, l'observatoire des risques professionnels. Elle contribue aux enquêtes médico-économiques relatives au contrôle médical et dentaire.

2. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Les grandes orientations statistiques de la DERS ont été définies en 2011 parallèlement à la Convention d'objectifs et de gestion, et ceux là pour la période 2011-2015 à l'instar de la période de la COG.

L'objectif du système statistique de la MSA vise, d'une part, à améliorer la qualité intrinsèque des produits et services statistiques, et d'autre part à satisfaire le public agricole qu'il soit professionnel ou institutionnel.

La qualité doit faire référence aux bonnes pratiques statistiques, enrichir et optimiser les systèmes d'information. L'objectif étant d'améliorer la qualité et la disponibilité des données tout en accroissant la compétence technique du personnel statistique de l'Institution.

La satisfaction du public agricole passe par le souci explicite d'être interlocuteur privilégié en matière statistique agricole et rurale. C'est prendre en compte les besoins statistiques en instaurant une relation de partenariats et mettre en place une politique de diffusion optimale afin d'apporter un éclairage constant sur les populations et environnement du monde agricole.

Plusieurs formats de publication et supports de diffusion ont été définis en fonction des destinataires, du type d'informations traitées et de la nature des résultats produits :

- Infostat : article court selon un format prédéfini par la direction de la communication à destination des services de presse afin de faire connaître la MSA (vision grand public).

- Tableaux de bord : dernières évolutions expliquées permettant de suivre l'activité des régimes agricoles (commentaires + tableaux et/ou graphiques + définitions)
- Notes de conjoncture : synthèses de la conjoncture sur plusieurs domaines
- Etudes / synthèses : analyses détaillées et descriptives de la population et de l'environnement agricole, plus pour les partenaires statistiques.
- Données de référence du régime : Chiffres Utiles, annuaire population.

Par ailleurs, des règles de diffusion intégrant le calendrier de publication seront établies par produit.

3. Travaux nouveaux pour 2013

3.1 Enquêtes nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité à un an.

Rien à signaler

3.2 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2013

Poursuite de la collaboration avec l'INSEE pour l'enrichissement de l'enquête de revenus fiscaux avec les données des MSA.

3.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2013

Afin d'améliorer la connaissance des populations agricoles et de réaliser des études statistiques pour répondre aux demandes des corps de contrôle, d'inspection et de tutelle, la DERS développera (sous réserve d'accord CNIL) le rapprochement des données des différents champs de connaissance couverts.

A titre d'exemple, afin de réaliser le suivi statistique des bénéficiaires du cumul emploi/retraite défini dans la circulaire DSS/3A/2009/45 du 10 février 2009, la DERS fait un rapprochement les données de la base statistique des retraités avec celle des cotisants du régime agricole.

En économie agricole, les dispositions de l'article L723-13-2 du code rural permettent l'amélioration du suivi des parcours professionnels agricoles. Une étude concernant le trajectoire de l'emploi est en cours avec la collaboration de l'INRA.

3.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2013

Rien à signaler

4. Aspects particuliers du programme 2013

4.1 Aspects « territoires »

Comme chaque année, l'Observatoire Économique et Social (OES) et les tableaux de bord de la MSA fournissent des données au niveau cantonal, départemental ou régional. La diffusion des données est conforme au respect des obligations relatif au secret statistique.

4.2 Aspects « environnement et développement durable »

Rien à signaler

4.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Les travaux statistiques de la DERS permettent à l'ensemble des acteurs concernés de disposer de données fiables et validées pour alimenter la réflexion sur la protection sociale agricole et son évolution.

Ils contribuent à un suivi de la dépense entrant dans le champs de l'ONDAM, à une meilleure orientation de la gestion du risque et à l'évaluation des actions de maîtrise médicalisée.

Ils répondent aux besoins statistiques des partenaires sociaux et des pouvoirs publics concernant l'emploi agricole (salarié et non salarié) et le recours aux dispositifs d'acquisition de droits retraites.

4.4 Aspects « européens »

Rien à signaler

5 - Opérations répétitives

Les travaux répétitifs des directions de la CCMSA concernent la fourniture d'informations sur le régime agricole :

- les prestations et les patients couverts,
- les prestations vieillesse et les effectifs de retraités, y compris retraite complémentaire des non-salariés agricoles,
- les prestations familiales, de logement et les minima sociaux ainsi que les allocataires et bénéficiaires,
 - les dépenses d'accidents du travail et les effectifs accidentés,
 - les employeurs et les salariés du régime agricole : évolution des effectifs, des assiettes, et des cotisations,
 - les non salariés du régime agricole : évolution des effectifs, nouveaux installés, assiettes et cotisations.

La CCMSA participe également à différentes opérations dans le cadre de l'inter-régime, notamment à la fourniture des données sur les prestations maladie pour le SNIIRAM, des échantillons inter-régime (EPIBAM, EIC, EIR, ENIAMS), de l'enquête santé et protection sociales (ESPS) et des enquêtes ponctuelles de l'IRDES, de l'InVS et de la DREES.

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable(s)	Publications Diffusion	Évolution 2013
MALADIE	RAAMSES système d'information des prestations maladie	Paiement des prestations maladie par les CMSA et les autres assureurs	exhaustif	mensuel	Organisme assureur, branche, risque Informations sur : les prestations par types d'actes et spécialité de praticien .le dénombrement des malades et leur consommation par grands agrégats .données relatives au dispositif « parcours de soins », aux filières de soins les accidents du travail et les soins et rentes en découlant .les prestations résultant d'hospitalisation en établissements privés . le codage des actes de biologie, de pharmacie, de la CCAM et LPP	Tableaux de bord mensuel Tableaux de suivi des objectifs quantifiés nationaux par profession de santé, de l'ONDAM et des dépenses déléguées Statistiques mensuelles Synthèses Etudes Transmission aux caisses et organismes d'informations nécessaires à la gestion du risque, aux travaux des URCAM et des ARH - Participation aux à l'enquête Santé et protection sociale (ESPS) et aux enquêtes ponctuelles de l'IRDES et de la DREES - Consommation de médicaments de la population agricole	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2013
	ETAPRO - Dénombrement de la population protégée AMEXA	Assurés, ayants droit	Exhaustif	Annuelle	Organisme assureur Branche Ouvrant droit Ayant droit	-Transmission d'informations nécessaires à la direction de la Sécurité sociale, à la commission de compensation démographique Etat annuel Annuaire statistique population (résultats nationaux et départementaux) Publication Chiffres Utiles Synthèses Outil de restitution « Population et activité du réseau MSA »	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche
	CMU complémentaire	Assurés, ayants droits	Exhaustif	Mensuelle	Dénombrement des bénéficiaires	Transmission au Fonds CMUC Tableaux de bords	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche
	PATHO - Pathologies des bénéficiaires du régime agricole	Pathologies ouvrant droit à exonération	Exhaustif	Mensuelle	n°AID, code CIM de la pathologie, caractéristiques bénéficiaire, dates de début et fin d'exonération.	Tableau de bord des ALD, transmission de données INCa, InVS, FNORS,	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2013
VIEILLESSE	SIVA Système d'information des prestations vieillesse agricole - des Salariés - des Non Salariés	Paiement des prestations vieillesse par les MSA	Exhaustif	Trimestrielle	Bénéficiaire Gestion des droits Base de paiement Montants	États trimestriels États annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux Synthèse Études Observatoire des retraites agricoles : ODRA Tableaux de suivi des retraites (DREES) Échantillon inter-régime de retraités (DREES) Échantillon inter régimes de cotisants (DREES) Compensation démographique Justificatifs statistiques des paiements de prestations non contributives (FSV) Tableaux de bord trimestriels	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche Refonte du système d'information retraites et carrières

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2013
FAMILLE	SISPREFAL Système statistique d'information des prestations familiales et de logement des salariés et des non-salariés agricoles	Droits aux prestations familiales, de logement et aux minima sociaux dans le semestre.	Exhaustif	Semestrielle	Allocataire Logement Prestations Bénéficiaires Ressources	États semestriels États annuels Annuaire statistiques : -Résultats nationaux -Résultats départementaux Synthèses SID Famille	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche
	Fichier rSa	Bénéficiaires du rSa	Exhaustif	mensuelle	Allocataire Prestations Bénéficiaires Ressources	Bilan - ministère des solidarités et de la cohésion sociale	

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2013
ACCIDENTS DU TRAVAIL	SIMPAT Système d'information des maladies professionnelles et des accidents du travail des salariés agricoles.	Paiement des prestations AT par les MSA Causes et circonstances des accidents.	Exhaustif	Trimestrielle	Organisme Employeur Victime Accident Rente	États trimestriels et annuels Annuaire statistique Statistiques internationales : - des accidents du travail - des maladies professionnelles synthèses (BIT) SID AT	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	OREADE Système d'information des maladies professionnelles et des accidents du travail des non salariés agricoles.	Causes et circonstances des accidents.	Exhaustif	Trimestrielle	Organisme Victime Accident Rente	États trimestriels et annuels Annuaire statistique synthèses SID ATEXA	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	SEAXA Système d'information des personnes affiliées à l'assurance accidents du travail des exploitants agricoles (ATEXA)	Affilié	Exhaustif	Trimestrielle	Assureur Statut Catégorie de risque	Etats annuels Annuaire statistique SID ATEXA	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	Enquête - accidents mortels du travail Régime des salariés et des non salariés agricoles		Exhaustif	Un questionnaire est complété par les MSA pour chaque accident mortel.	Victime Accident	Synthèses SID ATEXA	

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2013
ACTIVITÉ SALARIÉE	SISAL Système d'information des salariés agricoles	Emissions de cotisations et contributions sociales	Exhaustif	Trimestriel	Employeurs Effectifs cotisants Entreprises, établissements, activités, salariés, contrats de travail, déclarations de main d'œuvre, cotisations et contributions sociales ou conventionnelles	États récapitulatifs trimestriels États récapitulatifs annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux Synthèses et études de l'emploi agricole Observatoire de l'emploi agricole UNEDIC : Fichier trimestriel et annuel des cotisants UNEDIC Ministère de l'agriculture : tableaux de bord trimestriel et annuel de l'emploi agricole	Maintenance en fonction des évolutions législatives portant sur les charges sociales
ACTIVITÉ NON SALARIÉE	Réseau trois branches SIERA	Assiettes, Cotisations et cotisants Entreprises	Cotisants actifs	Annuel	Chef d'exploitation Exploitation Assiette Cotisations Ventilations des cotisations, des assiettes des cotisants pour les cotisations légales et conventionnelles	Études financières Observatoire des cotisants non-salariés COTAGRI États récapitulatifs annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux Tableaux de bord de l'emploi non salarié agricole	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	Suivi des installations en agriculture	Exploitants agricoles assujettis par la MSA	Exhaustif	+Enquête complémentaire à la demande des MSA	Caractéristiques de l'exploitant et de l'exploitation Stratégie d'adaptation Conditions de l'installation		

6. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet